

GROUPEMENT EUROPEEN DE
COOPERATION TERRITORIALE
VIA CARPATIA



LA POLITIQUE DE COHESION DE l'Union Européenne

Tomáš Malatínec
Michaela Furdová
Julianna Orbán Máté

La politique de cohésion de l'Union européenne

Auteurs:

Mgr. Ing. Tomáš Malatíneec, PhD.

Ing. Michaela Furdová

Ing. Julianna Orbán Máté, PhD.

Cette publication a été créée dans le cadre du projet **EU Cohesion Policy : Read – Watch – Find** [REWAFI n° 2017CE16BAT09S], cofinancé par l'Union européenne.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou l'opinion de la Commission européenne. Des points de vue exprimés n'engagent que les auteurs et ne peuvent être considérés comme des opinions représentant la position officielle de la Commission européenne.

Recenseurs:

prof. JUDr. Eleonóra Marišová, PhD.

doc. Ing. Miriam Šebová, PhD.

Ce document ne peut être copié, reproduit ou modifié, ni dans son ensemble ni ses parties individuelles, pour quelque but que ce soit, sans l'autorisation écrite des auteurs.

Tous droits réservés.



La publication a été créée dans le cadre du projet REWAFI, cofinancé par l'Union européenne.



Groupement européen de coopération territoriale VIA CARPATIA

ISBN 978-80-99926-07-4

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
Chapitre 1 UNION EUROPÉENNE ET INTEGRATION EUROPÉENNEA	7
1.1 L'établissement de l'Union européenne	8
1.2 Les objectifs de l'Union européenne	11
1.3 Compétences et politiques de l'Union européenne	13
1.4 Système administratif de l'Union européenne	15
Chapitre 2 HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	19
2.1 L'émergence de la politique de cohésion	20
2.2 L'importance de la politique de cohésion	22
2.3 Politique de cohésion après 2013	25
Chapitre 3 CADRE JURIDIQUE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	29
3.1 Cadre juridique de la cohésion économique, sociale et territoriale	30
3.2 Groupement européen de coopération territoriale	32
3.3 Réglementation nationale de la politique régionale	34
Chapitre 4 FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	37
4.1 Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne	38
4.2 Fonds européens structurels et d'investissement	39
4.3 Gestion et contrôle des instruments financiers	42
Chapitre 5 GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	45
5.1 Concept de gouvernance à multiniveaux	46
5.2 Gouvernance à multiniveaux dans la politique de cohésion de l'UE	48
Chapitre 6 PROJETS SOUTENUS PAR LA POLITIQUE DE COHÉSION DE L'UE	51
6.1 Exemples de projets soutenus	50
6.2 Conclusion	50
Sources utilisées	269
Annexe n° 1	273
Annexe n° 2	275

Préface

Cette publication, **La politique de cohésion de l'Union européenne**, est mise entre les mains des lecteurs en tant qu'outil de diffusion de l'information sur la politique de cohésion de l'Union européenne.

La politique de cohésion est l'une des politiques les plus importantes de l'Union européenne et également l'une des politiques les plus significatives en matière d'investissement. Les États membres disposent de ressources financières au titre de la politique de cohésion et ils peuvent les utiliser pour promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale. De plus, l'Union européenne propose plusieurs autres outils pour faciliter et promouvoir la cohésion.

La partie théorique de cette publication présente au lecteur l'Union européenne, son histoire, son cadre juridique de base et les objectifs de sa politique de cohésion. Ensuite, la partie pratique de cette publication vise à souligner, s'appuyant sur les exemples des différents États membres de l'Union européenne, en particulier les bénéfices, les problèmes et les connaissances acquises lors de la mise en œuvre de projets cofinancés par des programmes de l'Union européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale.

La publication est lancée avec le soutien de l'Union européenne dans le cadre du projet *EU Cohesion Policy : Read – Watch – Find (REWAFI)*. Lors de la préparation de cette publication nous avons visité plusieurs projets mis en œuvre dans chaque État membre de l'Union afin d'obtenir des informations authentiques sur les motivations, résultats et bénéfices, ainsi que sur les problèmes rencontrés par les coordinateurs de projet au cours de la mise en œuvre. Un élément essentiel mis en évidence est le fait que sans l'aide et le soutien de l'Union européenne, un grand nombre d'effets positifs de la mise en œuvre de ces projets ne pourraient être obtenus dans les États membres et leurs régions.

La publication est destinée au grand public et aux étudiants des établissements d'enseignement secondaire et supérieur intéressés à se familiariser avec la politique de cohésion de l'Union européenne, à travers des exemples de projets européens réussis cofinancés par des programmes de l'Union européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale.

A Košice, le 15.02.2019

Tomáš Malatínec
pour l'équipe d'auteurs

Chapitre 1

UNION EUROPÉENNE ET INTEGRATION EUROPÉENNEA



1.1 L'établissement de l'Union européenne

L'Union européenne est une organisation internationale "sui generis" et les processus d'intégration européens qui l'ont façonnée jusqu'à sa forme actuelle ont des racines historiques profondes. Ces processus d'intégration en Europe représentent une association progressive et volontaire des États européens qui formulent et promeuvent des pratiques et des visions communes. L'objectif sous-jacent est d'instaurer la paix, la stabilité et la prospérité en Europe.

*« L'Union a pour but de
promouvoir la paix, ses valeurs et
le bien-être de ses peuples. »*

*Art. 3 al. 1 du Traité sur l'Union
européenne*

L'Union européenne est une union économique et politique unique de 28 pays européens¹, leur territoire occupant une partie importante du continent européen. L'ordre juridique de l'Union européenne forme et affecte les ordres juridiques de chaque Etat membre. L'Union européenne assume la responsabilité d'exercice des pouvoirs multiples. Le modèle de coopération établi entre l'Union européenne et ses pays membres souligne son caractère unique.

Des organisations précurseurs de la forme actuelle de l'Union européenne ont été créées peu de temps après la seconde guerre mondiale. À l'époque, les pays européens s'efforçaient notamment de rétablir la coopération mutuelle et d'empêcher l'apparition de nouveaux conflits. Ces efforts ont abouti à la

¹ Situation juridique au 31.12.2018 compte tenu du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne prévu pour 2019.

création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)² en 1952. Les six pays fondateurs étaient la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Luxembourg. Dans le cadre de cette coopération, les premières institutions supranationales communes, qui sont les prédécesseurs de l'actuelle Commission européenne, du Parlement européen ou de la Cour de justice par exemple, commencent progressivement à se former. L'année 1958 a marqué une autre étape importante de l'intégration européenne. C'est l'année de fondation de la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM)³ et la Communauté économique européenne (CEE)³. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a disparu à l'expiration du Traité de Paris en 2002, les missions et compétences de ses organes étant transférées à la Communauté économique européenne (CEE), qui est au cours du temps rebaptisée, ensemble avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), en Communauté européenne (CE) par l'extension progressive de ses compétences et, en 1993, elle est transformée en Union européenne (UE). La Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) est toujours active aux côtés de l'Union européenne en tant qu'organisation distincte mais gérée par les institutions de l'Union européenne. Vingt-deux autres pays européens⁴ se joignent progressivement et continuent d'approfondir l'intégration et la coopération

² La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été fondée sur le traité de Paris (le traité instituant la CECA) signé en 1951 et entré en vigueur en 1952.

³ La Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et la Communauté économique européenne (CEE) ont été créées par les traités de Rome (le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et le traité instituant la Communauté économique européenne), signés en 1957 et entrés en vigueur en 1958.

⁴ Annexe n° 1 - Etats membres de l'Union européenne et l'année de leur adhésion

européennes, non seulement en termes de politique économique, mais également en termes de sécurité et de justice, de protection de l'environnement et bien d'autres.

L'évolution de l'intégration européenne n'a pas été façonnée uniquement par l'émergence des organismes susmentionnés. Chaque extension de compétences et l'adhésion de nouveaux États membres entraînait également les modifications des traités régissant les règles de coopération entre les États membres et reposant sur les principes fondamentaux de l'état de droit soutenus par l'Union européenne.

Outre les traités de Paris et de Rome, l'Acte unique européen (1987), qui visait à réformer les institutions de coopération transnationale existantes et à réformer les procédures décisionnelles relatives à l'introduction du marché unique, a également joué un rôle important dans le processus d'intégration européenne. Le Traité de Maastricht sur l'Union européenne (1993) introduit des nouveautés sous la forme d'instituts monétaires et politiques. L'Union européenne est officiellement établie et des réformes de la coopération existante entre les pays membres sont en cours de réalisation. Le traité d'Amsterdam (1999) a apporté une nouvelle réforme des institutions, liée principalement à l'adhésion prévue de nouveaux membres. Le traité de Nice (2003) a donné suite aux réformes menées et le traité de Lisbonne (2009) a été le dernier traité constituant l'intégration européenne. Le traité de Lisbonne est le résultat des négociations suivant l'échec du traité constitutionnel qui n'a pas été soutenu dans certains États membres. En vertu du traité de Lisbonne, l'Union européenne acquiert la personnalité juridique. Le traité établit une répartition claire des compétences entre l'Union européenne et ses États membres. Ce traité, comme les précédents, ne remplace pas mais modifie les traités fondateurs originaux. Selon son libellé, l'Union européenne repose sur deux traités fondateurs ayant la même force juridique

: le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne⁵. Les droits garantis par des traités antérieurs, tels que les droits civils, économiques et sociaux découlant de la citoyenneté de l'Union européenne, sont inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne⁶.

1.2 Les objectifs de l'Union européenne

L'Union européenne applique et veille au respect des valeurs et objectifs fondamentaux définis conjointement. Les valeurs fondamentales incluent la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'Etat de droit et les droits de l'homme. Ces valeurs sont communes aux États membres et aux sociétés où prévalent le pluralisme, la tolérance, la justice, la solidarité, la non-discrimination et l'égalité entre les femmes et les hommes.

« L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit et de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. »

Art. 2 du Traité sur l'Union européenne

⁵ Art. 1 du Traité sur l'Union européenne

⁶ Les citoyens de l'Union européenne ont des droits différents garantis par leur appartenance à l'Union européenne. Celles-ci incluent, par exemple, la libre circulation des personnes, la possibilité de s'installer dans n'importe quel État membre, la protection contre le crime et l'accès à la justice, etc.

Parmi les objectifs fondamentaux de l'Union européenne⁷ peut citer en particulier les objectifs économiques (notamment la création et la promotion du marché intérieur, l'union économique et l'union monétaire, le soutien à la cohésion - territoriale, économique et sociale), les objectifs sociaux (notamment la prévention de la discrimination sous toutes ses formes, la promotion de la diversité, la garantie d'accès à la justice), les objectifs politiques (notamment la citoyenneté de l'Union européenne, la garantie de la sécurité) et les objectifs culturels (en particulier la préservation du patrimoine culturel européen, la promotion de la diversité culturelle dans son ensemble). L'objectif économique principal de l'UE est de créer un marché unique. Il permet la libre circulation de la plupart des biens, des services, des capitaux et des personnes. L'objectif est d'exploiter le potentiel énorme du marché intérieur y compris sur les marchés de l'énergie, du savoir ou des capitaux⁸.

L'Union européenne soutient également la protection de ses citoyens hors du territoire de leurs États membres, elle coopère avec le reste du monde et contribue à l'élimination de la pauvreté et à la promotion de la paix, de la solidarité et du respect des droits de l'homme. Tout État membre qui viole ou ne respecte pas les valeurs et les objectifs de l'Union européenne peut être sanctionné. Le respect des valeurs de l'Union est une condition préalable essentielle à l'entrée du pays dans l'Union européenne. L'Union européenne s'efforce d'atteindre ses objectifs par les moyens appropriés, dans le cadre des compétences qui lui sont transférées par les États membres.

⁷ SIMAN, M.; SLAŠŤAN, M. 2012. Právo Európskej únie. Bratislava, EUROIURIS – Európske právne centrum, o. z., I. vydanie, 1232 s. ISBN 978-80-89406-12-8.

⁸ EURÓPSKA ÚNIA. 2018. Ciele a hodnoty EÚ. Accessible en ligne : <https://europa.eu> [cit. 10.08.2018].

1.3 Compétences et politiques de l'Union européenne

Afin de garantir la réalisation des objectifs déclarés et la protection des valeurs communes dans l'Union européenne, un modèle de répartition des compétences entre l'Union européenne et les États membres a été établi. En cas de compétences exclusives, seule l'Union européenne⁹ peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans un domaine déterminé pour lequel les États membres ont décidé de transférer ces compétences à l'Union européenne. Les États membres ont perdu leur compétence législative et réglementaire dans ces domaines. En cas de compétences partagées¹⁰, l'Union européenne exerce ces compétences conjointement avec les États membres. Outre le fait que l'Union européenne dispose de compétences pour légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans un domaine déterminé, cette compétence incombe également aux États membres. Les compétences de soutien, de coordination et de complément de l'Union européenne sont celles dans lesquelles les États membres ont préservé leur souveraineté et disposent de pouvoirs législatifs et réglementaires exclusifs. L'Union

⁹ Les compétences exclusives de l'UE en vertu de l'art. 3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne couvrent les domaines suivants : l'union douanière, l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, la politique monétaire pour les États membres dont la monnaie est l'euro, la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche, la politique commerciale commune, conclusion d'accords internationaux [...].

¹⁰ Les compétences partagées entre l'Union et les États membres s'appliquent, en vertu de l'art. 6 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aux principaux domaines suivants : marché intérieur, politique sociale, cohésion économique, sociale et territoriale, agriculture et pêche, à l'exclusion des ressources biologiques marines, environnement, protection des consommateurs, transports, réseaux transeuropéens, énergie, espace de liberté, de sécurité et de justice, les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique, de recherche, développement technologique et de l'espace [...] et dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire [...].

européenne n'a le pouvoir que de mener des activités de soutien, de coordination et de complément des activités des États membres. Quant aux compétences d'appui, de coordination et de complément de l'Union européenne¹¹, les États membres préservent leur souveraineté et disposent de pouvoirs législatifs et réglementaires exclusifs. L'Union dispose uniquement d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres.

Sur la base de la répartition des compétences, l'Union européenne élabore des politiques pertinentes visant à atteindre les objectifs et à soutenir le développement des États membres. Les politiques de l'Union européenne couvrent de nombreux domaines, passant des droits de l'homme, par l'énergie, la concurrence, la politique régionale et l'agriculture, jusqu'au sport, la recherche et l'innovation¹². Le cadre juridique de base d'un certain nombre de politiques est directement régi par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Tout autre cadre des politiques particulières repose sur cette réglementation. La conduite de la politique et son contrôle exigent son propre système institutionnel. L'Union européenne se caractérise par une structure institutionnelle unique. Les institutions, les bureaux et les agences sont constitués de la sorte à représenter l'Union européenne, ses pays membres et surtout des citoyens.

¹¹ Les compétences de l'UE d'appui, de coordination et complémentaires au titre de l'art. 6 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne couvrent les domaines suivants : la protection et l'amélioration de la santé humaine, l'industrie, la culture, le tourisme, l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport, la protection civile, la coopération administrative.

¹² EURÓPSKA ÚNIA. 2018. tematické oblasti EÚ. Accessible en ligne : <https://europa.eu> [cit. 10.08.2018].

1.4 Système administratif de l'Union européenne

Le système administratif de l'Union européenne est composé des institutions, organes, agences et bureaux officiels de l'Union européenne.

« L'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à promouvoir ses valeurs, poursuivre ses objectifs, servir ses intérêts, ceux de ses citoyens, et ceux des États membres, ainsi qu'à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions. »

Art. 13 al. 1 du Traité sur l'Union européenne

Les missions des organes, agences et bureaux diffèrent en fonction des politiques menées par l'Union européenne. Parmi les institutions officielles de l'Union européenne on compte le Conseil européen, la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, la Banque centrale européenne et la Cour des comptes européenne. Chaque institution agit exclusivement dans les limites des attributions conférées à l'Union européenne. Les institutions ont également l'obligation de coopérer les unes avec les autres.

La définition de l'agenda européen et de la direction politique de l'Union européenne incombe au Conseil européen¹³.

¹³ Art. 15 al. 2 du Traité sur l'Union européenne : Le Conseil européen est composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que de

Le Conseil européen donne à l'Union européenne des impulsions nécessaires à son développement. Il n'a pas de rôle législatif. Ce rôle est rempli par le Parlement européen¹⁴, représentant les citoyens européens, et le Conseil de l'Union européenne¹⁵, représentant les États membres. La Commission européenne¹⁶ représente les intérêts de l'Union européenne. Ses tâches fondamentales consistent notamment à surveiller le respect du droit de l'Union européenne et à mettre au point les initiatives appropriées pour atteindre les objectifs fixés. En vertu du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle exerce des fonctions de coordination, d'exécution et de gestion. Il propose l'adoption d'actes législatifs.

L'application et l'interprétation du droit européen, et en particulier des traités, sont assurées par la Cour de justice de l'Union européenne. Elle se compose de la Cour de justice, du Tribunal et des tribunaux spéciaux. La politique monétaire

son président et du président de la Commission. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité participe à ses travaux.

¹⁴ Art. 14 al. 2 du Traité sur l'Union européenne : Le Parlement européen est composé de représentants des citoyens de l'Union. Leur nombre ne dépasse pas sept cent cinquante, plus le président. La représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six membres par État membre. Aucun État membre ne se voit attribuer plus de quatre-vingt-seize sièges.

¹⁵ Art. 14 al. 2 du Traité sur l'Union européenne : Le Parlement européen est composé de représentants des citoyens de l'Union. Leur nombre ne dépasse pas sept cent cinquante, plus le président. La représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six membres par État membre. Aucun État membre ne se voit attribuer plus de quatre-vingt-seize sièges.

¹⁶ Art. 14 al. 2 du Traité sur l'Union européenne : Le Parlement européen est composé de représentants des citoyens de l'Union. Leur nombre ne dépasse pas sept cent cinquante, plus le président. La représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six membres par État membre. Aucun État membre ne se voit attribuer plus de quatre-vingt-seize sièges.

européenne est gérée par la Banque centrale européenne, conjointement avec les banques centrales nationales des États membres ayant adopté l'euro, regroupées dans l'Eurosystème. Celui-ci fait partie du Système européen de banques centrales (SEBC) ensemble avec les banques centrales nationales de tous les États membres. La Cour des comptes européenne contrôle la gestion financière de l'Union européenne et elle examine ses recettes et ses dépenses. Elle fournit également des relevés de constatations aux autres institutions de l'Union européenne.

Par ailleurs, l'Union européenne compte de nombreux autres bureaux, organes et agences qui s'acquittent de tâches spécifiques. Il s'agit, par exemple, de la préparation et conduite de politiques spéciales, de la gestion financière, des activités de contrôle, des activités de conseil ou des relations institutionnelles. À titre d'exemple, le Service européen pour l'action extérieure, le Comité européen des régions, le Comité économique et social européen ou la Banque européenne d'investissement.

Chapitre 2

HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION



2.1 L'émergence de la politique de cohésion

La politique de cohésion de l'Union européenne, également appelée la politique de solidarité ou la politique régionale¹⁷ de l'Union européenne, est formée depuis 1957, date à laquelle elle a été intégrée pour la première fois dans l'un des traités de Rome, au Traité instituant la Communauté économique européenne (CEE). L'objectif de la politique de cohésion est exprimé dans l'Acte unique européen et, en 1988, le premier règlement est adopté établissant officiellement la politique de cohésion de l'Union européenne. L'objectif à long terme de la politique de cohésion est de réduire les disparités régionales au sein de l'Union européenne.

« Le concept de solidarité apporte une réponse à la question de savoir "quel" est l'objectif de la politique de cohésion de l'Union européenne. »¹⁸

La politique de cohésion est également une manifestation de solidarité entre les États membres et les régions de l'Union européenne.¹⁹ L'importance politique de la politique de cohésion est liée à son objectif d'assurer une Union européenne plus juste et plus uniforme grâce à des transferts budgétaires des zones plus

¹⁷ Certaines sources considèrent que la politique régionale de l'Union européenne fait partie intégrante de la politique de cohésion de l'Union européenne. Il s'ensuit que la politique de cohésion de l'Union européenne est perçue comme un domaine plus complexe comprenant un certain nombre de politiques partielles, dont la politique régionale.

¹⁸ LEONARDI, R. 2005. Cohesion Policy in the European Union: The Building of Europe. Palgrave. New York. 232 p. ISBN 978-1-4039-4955-4

¹⁹ BUČEK, M.; REHÁK, Š.; TVRDOŇ, J. 2010. Regionálna ekonomia a politika. IURA Edition, Bratislava. 269 s. ISBN 978-80-8078-362-4.

riches vers les zones plus pauvres. Cela doit être garanti notamment par un mécanisme de financement, officiellement contrôlé par la Commission européenne au niveau européen.² La réalisation des objectifs est planifiée par périodes limitées, en accordant une attention particulière aux régions les plus isolées et les plus pauvres de l'Union européenne, à la gouvernance multi-niveaux, aux investissements stratégiques et à la participation active des acteurs locaux et régionaux. Toutefois, il ne faut pas oublier que l'accroissement des disparités régionales est également du à l'intensification de l'intégration économique dans l'Union européenne.

À l'heure actuelle, la politique de cohésion de l'Union européenne représente sa politique d'investissement la plus importante. Au cours du processus de son développement, des éléments caractérisant aujourd'hui cette politique ont été progressivement créés et réformés. Il s'agit, par exemple, de ses mesures et interventions typiques qu'elle utilise, de la gouvernance et du processus de gestion, de suivi, mais également de contrôle.

*« La politique de cohésion s'est
adaptée au fil du temps sans
abandonner son orientation clé, à
savoir les efforts de
développement équilibré et
durable des régions. »²⁰*

Créé en 1957, le Fonds social européen était principalement consacré à la promotion de l'emploi et se concentrait progressivement sur des questions d'actualité. Et c'est en 1968 qu'est instaurée au sein de la Commission

²⁰ AHNER, D. 2008. *Kohézna politika 1988 – 2008: Investovanie do budúcnosti Európy* In Inforegio Panorama 26, s. 1. ISSN 1725-826X.

européenne une direction générale chargée de définir la future politique régionale européenne, actuellement la direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO). En 1975, le Fonds européen de développement régional a été créé. L'année 1993 donne naissance au Fonds de cohésion et au système de sélection des régions.

Ces mesures étaient accompagnées d'activités complémentaires telles que la création d'instruments spécifiques pour soutenir des objectifs ou des domaines spécifiques (soutien à l'agriculture, soutien à la pêche, etc.). L'Union européenne apporte depuis longtemps son soutien continu en faveur de la cohésion territoriale, sociale et économique. Malgré ce fait, pendant longtemps, il n'existait pas de définition figée de la cohésion dans la pratique. Aujourd'hui on peut toutefois considérer que la cohésion (solidarité) représente une telle ampleur des disparités régionales qui est acceptable sur le plan politique et social.²¹ La cohésion peut également être définie comme une vision partagée et une appartenance en rapport avec toutes les communautés caractérisées par la diversité et offrant des chances égales à tous.²²

2.2 L'importance de la politique de cohésion

L'objectif principal de la politique de cohésion de l'Union européenne est de réduire les disparités régionales dans les pays

²¹ MOLLE, W. 2007. *European Cohesion Policy. Regions and Cities*. Routledge. 368 s. ISBN 9781134072002.

²² BUČEK, M.; REHÁK, Š.; TVRDOŇ, J. 2010. *Regionálna ekonomia a politika*. IURA Edition, Bratislava. 269 s. ISBN 978-80-8078-362-4.

membres.²³ La politique de cohésion a également été conçue pour compenser des inégalités entre les États membres et leurs régions, générées par la formation du marché unique dans l'Union européenne. Une zone géographique limitée peut être considérée comme une région et sa définition dépend des critères choisis sur la base desquels la région sera définie. On peut prendre pour une région²⁴ toute zone géographique limitée, la délimitation de laquelle dépend des critères choisis pour la définition des régions.²⁵ Chaque région est caractérisée par sa propre structure interne qui a été façonnée par son passé et par les facteurs qui l'ont influencée. C'est justement la structure de la région qui est un facteur déterminant de son développement futur.²⁶ La structure comprend, par exemple, la répartition des entreprises dans la région, leur concentration spatiale, ainsi que la concentration spatiale de la population, les relations avec l'environnement extérieur de la région, la structure sectorielle de l'économie de la région, etc.

Les facteurs de développement régional peuvent avoir un caractère endogène (interne) ou exogène (externe). Les facteurs endogènes incluent, par exemple, le potentiel naturel, le potentiel humain et social, les ressources financières, la structure urbaine, le potentiel technologique, etc. Les facteurs exogènes incluent, par exemple, le développement du pays dans son ensemble, les

²³ L'Union européenne compte 274 régions au niveau NUTS 2. La conception et la mise en œuvre de la politique de cohésion part également de la classification des régions à ce niveau.

²⁴ La région est une unité territoriale correspondant au niveau 1 ou 2 de la nomenclature statistique commune des unités territoriales (niveaux NUTS 1 et 2) au sens du règlement (CE) n° 1059/2003 du Parlement européen et du Conseil.

²⁵ VÝROSTOVÁ, E. 2010. Regionálna ekonomika a rozvoj. IURA Edition, Bratislava. 352 s. ISBN 978-80-8078-361-7.

²⁶ BUČEK, M.; REHÁK, Š.; TVRDOŇ, J. 2010. Regionálna ekonómia a politika. IURA Edition, Bratislava. 269 s. ISBN 978-80-8078-362-4.

relations du pays avec l'étranger, les politiques nationales etc.²⁷ L'Union européenne, ses États membres et ses régions sont marqués par leur diversité. Les régions du nord de l'Union européenne auront sans aucun doute d'autres caractéristiques, d'autres problèmes et un potentiel différent des régions méridionales de l'Union européenne. On peut en dire autant quant aux régions côtières et enclavées. Ces différences résultent non seulement de la localisation et des caractéristiques naturelles des régions, mais également de la direction politique des États membres et de leur développement économique antérieur.

La politique de cohésion de l'Union européenne complète les politiques nationales et régionales des États membres visant à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale des régions de l'Union européenne. Par conséquent, la cohésion doit contribuer à la performance globale de l'Union européenne. L'objectif est de réduire les disparités régionales et de renforcer la compétitivité et l'emploi.²⁸ La politique de cohésion est très importante pour la croissance économique et la cohésion sociale dans l'ensemble de l'Union européenne. Dans de nombreuses villes, les fonds structurels et d'investissement apportent un soutien substantiel aux grands programmes et projets d'investissement qui affectent directement la qualité de vie des citoyens, la viabilité et l'attractivité des villes elles-mêmes.²⁹

²⁷ VÝROSTOVÁ, E. 2010. Regionálna ekonomika a rozvoj. IURA Edition, Bratislava. 352 s. ISBN 978-80-8078-361-7.

²⁸ VÝROSTOVÁ, E. 2010. Regionálna ekonomika a rozvoj. IURA Edition, Bratislava. 352 s. ISBN 978-80-8078-361-7.

²⁹ EUROCIITIES. 2018. Cohesion Policy. Accessible en ligne : <http://www.eurocities.eu> [cit. 20.08.2018].

2.3 Politique de cohésion après 2013

Depuis 2013, la politique de cohésion se concentre sur les domaines thématiques, notamment la recherche et l'innovation, les technologies de l'information et de la communication, la compétitivité des petites et moyennes entreprises, l'économie à faibles émissions de CO₂, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et l'utilisation efficace des ressources, les systèmes de transport durables, l'emploi et la mobilité, l'inclusion sociale, l'éducation et meilleure administration publique. Les priorités de l'Union européenne peuvent être déduites de ces domaines thématiques, dont la mise en œuvre devrait également être soutenue par la politique de cohésion. Des exigences et attentes étaient fortement influencées par l'après-crise et par l'entrée d'un grand nombre de nouveaux membres dans l'Union européenne.

La politique de cohésion concerne toutes les régions et villes de l'Union européenne.³⁰ Elle a un impact important dans de nombreux domaines.³¹ Elle soutient notamment la compétitivité des entreprises, la création et la durabilité des emplois, la croissance économique, le développement durable et l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne. La politique de cohésion fournit un cadre d'investissement permettant d'atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive dans l'Union européenne. La politique de cohésion après 2013 est perçue comme un catalyseur pour l'acquisition de sources de financement supplémentaires, tant publiques que privées. Il ne s'agit pas simplement d'une forme de cofinancement,

³⁰ EURÓPSKA KOMISIA. 2018. Najdôležitejšia investičná politika EÚ. Accessible en ligne : https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 20.08.2018].

³¹ EURÓPSKA KOMISIA. 2014. An Introduction to EU Cohesion Policy. Accessible en ligne : https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 20.08.2018].

mais surtout d'augmenter le potentiel d'attraction des investissements supplémentaires provenant de l'environnement extérieur de l'Union européenne. La politique de cohésion encourage les régions et les villes de différents États membres de l'Union européenne à travailler ensemble et à apprendre les uns des autres par le biais de programmes, projets et réseaux communs ayant un impact spécifique sur tous les aspects de l'économie, y compris l'innovation, l'éducation, l'entrepreneuriat, l'emploi et l'environnement.¹¹

Objectifs de l'Union européenne jusqu'à l'année 2020 :³²

Emploi :	garantir un taux d'emploi de 75 % pour la population âgée de 20 à 64 ans
Recherche et développement :	consacrer 3 % du PIB de l'UE à la recherche et au développement
Changement climatique :	réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux des années 90 du 20 ^e siècle, porter la part des énergies renouvelables à 20 %, améliorer l'efficacité énergétique de 20 %

³² EURÓPSKA KOMISIA. 2018. Najdôležitejšia investičná politika EÚ. Accessible en ligne : https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 21.08.2018].

Enseignement :	abaisser le taux de décrochage scolaire à moins de 10 % et veiller à ce qu'au moins 40 % des 30-34 ans soient titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur
Lutte contre la pauvreté :	réduire de 20 millions le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale

L'allocation des fonds alloués à la politique de cohésion est effectuée via un mécanisme de responsabilité partagée entre l'Union européenne et les États membres. Les pays fixent leurs propres objectifs en contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de l'Union européenne.

« Dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE pour 2021-2027, la Commission européenne propose de moderniser la politique de cohésion en tant que principale politique d'investissement de l'UE et l'une de ses expressions de solidarité les plus spécifiques. »³³

³³ EURÓPSKA KOMISIA. 2018. New Cohesion Policy. Accessible en ligne : https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 10.11.2018].

Actuellement, c'est la stratégie Europe 2020³⁴ qui constitue le cadre de référence. Étant donné que la période de programmation 2014-2020 s'achève, la Commission européenne a présenté un projet de nouvelle politique de cohésion pour les années 2021 - 2027. L'objectif est de moderniser et de renforcer la politique. Le nouveau cadre est axé principalement sur les investissements dans le développement régional, une Europe plus intelligente (l'innovation et la numérisation dans le secteur commercial), une Europe plus interconnectée (les réseaux stratégiques de transports et numériques), une Europe plus verte (la transformation du secteur de l'énergie et la lutte contre le changement climatique) et une Europe plus sociale (la création d'emplois, l'éducation et l'intégration). La politique de cohésion continuera à soutenir les stratégies de développement local et elle renforcera sa dimension urbaine. Il est également prévu de réduire la charge administrative des petites et moyennes entreprises.

« La nécessité d'ouvrir les marchés et d'équilibrer les disparités régionales et la cohésion territoriale continue d'influencer à la fois le contenu et la forme de mise en œuvre de la politique de cohésion de l'UE. »³⁵

³⁴ La stratégie Europe 2020 est un programme de l'UE pour la croissance et l'emploi d'ici la fin de la décennie. Elle souligne qu'une croissance intelligente, durable et inclusive est un moyen de surmonter les faiblesses structurelles de l'économie européenne, d'améliorer sa compétitivité et sa productivité tout en renforçant une économie de marché sociale durable.

³⁵ BALÁŽOVÁ, E. a kol. 2017. Politika súdržnosti – príležitosti a ohrozenia. Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre, Nitra. 107 s. ISBN 978-80-552-1778-9.

Chapitre 3

CADRE JURIDIQUE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION



3.1 Cadre juridique de la cohésion économique, sociale et territoriale

La solidarité économique, sociale et territoriale - la cohésion est actuellement³⁶ réglementée à l'art. 174 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Des activités visant à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale se poursuivent afin de promouvoir le développement harmonieux de l'Union européenne et de ses régions. L'attention est accordée aux territoires les plus défavorisés. Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lui-même déclare l'intention d'accorder une attention particulière aux zones rurales, zones où s'opère une transition industrielle et régions souffrant de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents, telles que les régions les plus septentrionales à très faible densité de population, les régions insulaires, transfrontalières et montagneuses.

La politique de cohésion - une politique de promotion de la solidarité économique, sociale et territoriale est l'une des compétences partagées de l'Union européenne et des États membres. L'Union européenne et les États membres disposent de pouvoirs législatifs et réglementaires pour coordonner cette politique. Une autre partie des règles de la politique de cohésion est régie par les règlements pertinents³⁷ de l'Union européenne.

³⁶ Situation juridique au 31.12.2018

³⁷ Quant aux actes juridiques de l'Union européenne : Aux fins de l'exercice des compétences de l'Union européenne, les institutions adoptent des règlements, directives, décisions, recommandations et des avis.

- Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tous les États membres.
- La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.
- La décision est obligatoire dans tous ses éléments. Une décision désignant les destinataires n'est contraignante que pour la partie concernée.

Ceux-derniers disposent également que les États membres de l'Union européenne doivent poursuivre leurs politiques économiques de la manière à réaliser également les objectifs de la politique de cohésion énoncés dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 174). La réalisation de ces objectifs est notamment soutenue par les Fonds structurels³⁸, la Banque européenne d'investissement et d'autres instruments financiers³⁹.

Dans le cadre des actes réglementaires régissant la mise en œuvre de la politique de cohésion, on peut mentionner le Règlement (UE) n° 1303/2013⁴⁰. Le règlement est adopté pour améliorer la coordination et harmoniser la mise en œuvre des Fonds européens structurels et d'investissement (FESI)⁴¹, qui apportent un soutien dans le cadre de la politique de cohésion. Ce règlement se compose de cinq parties : la première présente l'objet et les définitions, la deuxième comprend les règles applicables à tous les Fonds ESI, la troisième contient les dispositions applicables seulement au FEDER, au FSE et au Fonds de cohésion, tandis que la quatrième comprend les dispositions applicables uniquement aux FEDER, FSE, FC et au FEAMP et

- Les recommandations et les avis ne sont pas contraignants.

³⁸ Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - Section "Orientation", le Fonds social européen, le Fonds européen de développement régional

³⁹ Par exemple : le Fonds de cohésion

⁴⁰ Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil

⁴¹ Fonds structurels et d'investissement européens : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds de cohésion (FC) avec les fonds pour le développement rural, à savoir le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et pour les secteurs maritimes et de la pêche, à savoir le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

que la cinquième comprend les dispositions finales. Les règles définies par ce règlement servent de base, par exemple, au cours de la période de programmation actuelle, lors de l'élaboration des accords de partenariat entre l'Union européenne et les différents États membres. À leur tour, ces accords de partenariat régissent les programmes opérationnels et les priorités de chaque État membre pour atteindre les objectifs fondamentaux de l'Union européenne.

Une autre partie de la réglementation de l'UE en matière de la politique de cohésion comprend les règlements régissant les Fonds, en particulier le FEDER, FSE, FC, FEADER et FEAMP⁶. Le Règlement (UE) n° 1299/2013⁴² régit les procédures de promotion de la coopération territoriale européenne. Il s'agit en particulier de promouvoir le développement harmonieux du territoire de l'Union européenne à différents niveaux. La coopération territoriale européenne soutient la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Le règlement définit les objectifs prioritaires de la coopération territoriale et contient les dispositions nécessaires pour garantir la mise en œuvre, le suivi, la gestion financière et le contrôle effectif des programmes opérationnels relevant de l'objectif "Coopération territoriale européenne".

3.2 Groupement européen de coopération territoriale

Le cadre juridique de la politique de cohésion de l'Union européenne présenté dans la section précédente est complété par

⁴² Règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif "Coopération territoriale européenne"

le Règlement (CE) n° 1082/2006⁴³. En vertu de ce règlement, il est possible de constituer une nouvelle entité juridique, le groupement européen de coopération territoriale (GECT). Comme indiqué dans le règlement, les GECT peuvent potentiellement renforcer le soutien et stimuler la réalisation du développement harmonieux de l'Union européenne dans son ensemble et, en particulier, de la coopération économique, sociale et territoriale de ses régions, et contribuer aux objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Les GECT peuvent également contribuer utilement à la réduction des obstacles à la coopération territoriale entre régions présentant des handicaps naturels et démographiques graves et permanents, y compris la situation spécifique des régions ultrapériphériques, et peuvent contribuer au renforcement de la coopération avec les pays tiers, les pays et territoires d'outre-mer ou les régions périphériques de l'Union européenne.

« L'objectif du GECT est de faciliter et de promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et/ou interrégionale entre ses membres, dans le seul but de renforcer la cohésion économique et sociale. »
Règlement (CE) n° 1082/2006

⁴³ Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) aux termes du Règlement (UE) n° 1302/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) en ce qui concerne la clarification, la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupements de ce type

Le groupement européen de coopération territoriale a la personnalité juridique et possède dans chacun des État membre la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par la législation nationale de l'État membre. Le GECT peut être composé des États membres, collectivités régionales, collectivités locales ou d'autres organismes de droit public.⁴⁴ Les membres d'un GECT sont situés sur le territoire d'au moins deux États membres.

3.3 Réglementation nationale de la politique régionale

La section précédente spécifie que la politique de cohésion de l'Union européenne est une politique complémentaire aux politiques régionales des pays membres et de leurs régions. La cohésion économique, sociale et territoriale est l'une des compétences partagées de l'Union européenne et des États membres qui conservent donc les pouvoirs législatifs et réglementaires. Dans la pratique, des politiques régionales sont donc programmées également au niveau national et régional. Celles-ci devraient être menées conformément à la politique de cohésion de l'Union européenne et des initiatives isolées devraient agir en synergie. Cependant, les politiques régionales mises en place aux niveaux national ou régional sont régies par le cadre juridique national.

*« Le droit de l'Union européenne
est un système complexe de*

⁴⁴ Le droit public, contrairement au droit privé, se caractérise par l'usage dominant des normes juridiques obligatoires et par le statut prédominant des pouvoirs publics vis-à-vis de la personne dont ils décident le droit subjectif. Le droit public est caractérisé par la méthode de droit public de la réglementation juridique. Les domaines du droit public peuvent inclure, par exemple, le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit pénal et autres.

*relations juridiques de nature,
contenu, but et origine différents.*

»⁴⁵

Outre le droit national et le droit public international, un autre ordre juridique distinct, qui est le droit de l'Union européenne, est également appliqué sur le territoire de chaque État membre de l'Union européenne. L'État membre mettra en œuvre des mesures législatives pour adapter la politique de cohésion en fonction du type d'acte juridique de l'Union européenne qui régit et coordonne la politique de cohésion. Cela pour harmoniser les règles adoptées et appliquées à différents niveaux. Une telle procédure est particulièrement importante au regard de la gouvernance multi-niveaux appliquée dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de cohésion de l'Union européenne.

« Dans le contexte de la politique de cohésion de l'Union européenne, la gouvernance multi-niveaux repose principalement sur l'application du principe de partenariat. La littérature souligne la contribution de la gouvernance multi-niveaux à une plus grande efficacité des politiques, à condition d'être exécutée correctement. »⁴⁶

⁴⁵ RUMANOVSKÁ, L. A kol. 2017. Základy politiky súdržnosti v EÚ a SR. Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre, Nitra. 101 s. ISBN 978-80-552-1777-2.

⁴⁶ RADZYNER, A. et al. 2014. An Assessment of Multilevel Governance in Cohesion Policy 2007-2013. Union européenne. Accessible en ligne : <http://www.europarl.europa.eu/studies> [cit. 15.09.2018].

La coordination de la politique de cohésion est assurée au niveau national sous la responsabilité des autorités centrales compétentes de l'État membre concerné (en particulier des ministères). Afin d'assurer une gestion efficace de la politique, différents groupes de travail et de coordination peuvent être créés pour participer à la préparation de la législation et des documents de stratégie pertinents au niveau national. La Commission européenne collabore étroitement avec les États membres sur les priorités et les objectifs de chaque politique dans le cadre des enveloppes respectives à long terme. De cette manière, la cohérence des politiques à plusieurs niveaux est promue.

Chapitre 4

FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION



4.1 Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne

L'Union européenne dispose de ses propres ressources financières pour assurer le bon fonctionnement de son administration et la réalisation de ses objectifs. Le cadre juridique de base de la gestion financière de l'Union européenne est régi en particulier par les traités fondateurs⁴⁷.

« Toutes les recettes et les dépenses de l'Union doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget. Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses. »

Art. 310 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

En vertu de l'article 312 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le cadre financier pluriannuel⁴⁸ vise à assurer l'évolution ordonnée des dépenses de l'Union dans la limite de ses ressources propres. Il est établi pour une période d'au moins cinq ans. Le principe de la planification financière pluriannuelle est d'assurer la continuité et la stabilité de l'utilisation des ressources financières au sein de l'Union européenne.

⁴⁷ Le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

⁴⁸ Situation juridique au 31.12.2018 : l'Union européenne se trouve dans le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, période pendant laquelle les ressources spécifiques sont allouées également à la politique de cohésion de l'Union européenne. Les fonds de la politique de cohésion pour 2014-2020 s'élèvent à 351,8 milliards d'euros.

Dans le contexte de la planification pluriannuelle, l'Union européenne développe des instruments financiers spécifiques qui soutiennent ses politiques. Les instruments financiers destinés à soutenir la politique de cohésion constituent donc un moyen efficace de contribuer à la réalisation des objectifs fixés aux niveaux européen et national. Grâce à des instruments financiers spécifiques il est possible de bien cibler des projets et des investissements contribuant à réduire les disparités régionales dans l'Union européenne. D'autres instruments financiers spécifiques visent à fournir un appui technique aux États membres pour les aider à renforcer leurs propres capacités nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'UE et à créer des régimes de subventions. Les subventions constituent un instrument de soutien important que l'Union européenne utilise pour atteindre ses objectifs.

« Les subventions sont des contributions directes à la charge du budget de l'Union européenne, destinées à financer une action spécifique dans le cadre d'une des politiques de l'Union européenne. »⁴⁹

4.2 Fonds européens structurels et d'investissement

Les Fonds européens structurels et d'investissement (FESI) fournissent une part considérable des fonds de l'Union européenne consacrés à la sécurisation de ses politiques. Ces

⁴⁹ SIMAN, M.; SLAŠŤAN, M. 2012. Právo Európskej únie. Bratislava, EUROIURIS – Európske právne centrum, o. z., I. vydanie, 1232 s. ISBN 978-80-89406-12-8.

fonds sont notamment axés sur cinq domaines prioritaires : recherche et innovation, technologies numériques, soutien à une économie à faibles émissions de carbone, gestion durable des ressources naturelles et soutien aux petites et moyennes entreprises.

« Les Fonds interviennent en complément des actions nationales, y compris les actions au niveau régional et local [...] »

Art. 9 al. 1 du Règlement n° 1083/2006⁵⁰

La politique de cohésion est principalement soutenue par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion (FC). Le développement rural est soutenu par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et la pêche utilise le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Les instruments financiers des Fonds ESI soutiennent une croissance intelligente, durable et inclusive. Dans le passé, ces instruments financiers visaient à soutenir la convergence des régions les moins développées, à soutenir l'emploi et la compétitivité des régions et à promouvoir la coopération territoriale européenne.

Le Fonds européen de développement régional (FEDER) contribue au financement de l'aide visant à renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale en s'attaquant aux principales disparités régionales de l'Union européenne par le développement

⁵⁰ Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999

durable et l'ajustement structurel des économies régionales, y compris la reconversion des régions industrielles en déclin et des régions en retard de développement.⁵¹ Le Fonds social européen (FSE) promeut des niveaux élevés d'emploi et de qualité du travail, facilite l'accès au marché du travail, soutient la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs et facilite l'adaptation de ces derniers au changement et à l'évolution du système productif nécessaire au développement durable, encourage un niveau élevé d'éducation et de formation pour tous et améliore la transition entre la formation et l'emploi des jeunes, lutte contre la pauvreté, améliore l'inclusion sociale et promeut l'égalité des genres, la non-discrimination et l'égalité des chances, contribuant ainsi aux priorités de l'Union européenne en matière de renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale.⁵² Le Fonds de cohésion est institué afin de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne dans la perspective de promouvoir le développement durable. Il soutient notamment les investissements dans l'environnement, y compris en rapport avec le développement durable et l'énergie, les RTE-T⁵³ et l'assistance technique fournie aux États membres.⁵⁴ Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) contribue aux stratégies de

⁵¹ Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006

⁵² Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil

⁵³ Le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) est la politique de la Commission européenne visant à mettre en place et à développer un réseau paneuropéen de routes, de voies ferrées, de voies navigables intérieures, de ports de trafic maritime, d'aéroports et de terminaux ferroviaires.

⁵⁴ Règlement (UE) n° 1300/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1084/2006 du Conseil

l'Union européenne en promouvant un développement rural durable dans l'ensemble de l'Union, en complément des autres instruments de la politique agricole commune (PAC), de la politique de cohésion et de la politique commune de la pêche. Il contribue au développement d'un secteur agricole de l'Union plus équilibré sur le plan territorial et environnemental, plus respectueux du climat, plus résilient, plus compétitif et plus innovant. Il contribue également au développement des territoires ruraux.⁵⁵ Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) contribue à la promotion d'une pêche et d'une aquaculture compétitives, durables sur les plans environnemental et économique et socialement responsables.⁵⁶

4.3 Gestion et contrôle des instruments financiers

Les États membres et la Commission européenne, conformément au principe de gestion partagée, sont responsables de la gestion et du contrôle des programmes, dans le respect de leurs compétences, telles que définies dans la législation applicable et dans les règles relatives aux instruments financiers individuels. Les États membres veillent également à ce que leurs systèmes de gestion et de contrôle soient établis conformément aux règles spécifiques des Fonds et à ce que ces systèmes fonctionnent efficacement. Chaque État membre désigne, en tant

⁵⁵ Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil

⁵⁶ Règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil

qu'autorité de gestion, l'autorité de certification et l'autorité d'audit, une autorité publique nationale, régionale ou locale ou un organisme d'administration publique ou une entité privée pour chaque programme opérationnel. Les mêmes autorités de gestion, de certification et d'audit peuvent être désignées pour plusieurs programmes opérationnels. L'État membre fixe ensuite par écrit les règles régissant ses relations avec les autorités de gestion, les autorités de certification et les autorités d'audit, les relations entre ces autorités et les relations de ces autorités avec la Commission européenne.⁵⁷

« Les États membres veillent à ce que des dispositifs efficaces pour l'examen des plaintes concernant les Fonds ESI soient en place. »

Art. 74 al. 3 du Règlement n° 1303/2013

Tout État membre peut, de sa propre initiative, désigner un organisme de coordination chargé de de tenir en contact avec la Commission européenne.⁵⁸ Les autorités de gestion sont principalement responsables de la gestion des programmes opérationnels. Les autorités de certification sont responsables notamment de l'administration et du traitement des demandes de

⁵⁷ Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil

⁵⁸ Dans le cas du cadre financier pluriannuel 2014-2020, chaque État membre prépare, en coopération avec la Commission européenne, un accord de partenariat fixant les conditions d'utilisation des fonds.

paiement et de leur soumission à la Commission européenne ou du traitement des comptes. Les autorités d'audit assurent l'audit du système de gestion et de contrôle des programmes opérationnels.

Chapitre 5

GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX DE LA POLITIQUE DE COHÉSION



5.1 Concept de gouvernance à multiniveaux

La gouvernance à multiniveaux (multilevel governance – MLG) est un moyen de gérer des politiques publiques où les compétences et responsabilités des autorités publiques sont partagées entre les divers niveaux. Dans le cadre de la gouvernance à multiniveaux, plusieurs acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre d'une politique et leur action concertée est nécessaire pour assurer la cohérence de la politique menée. Le concept de gouvernance à multiniveaux est lié justement au fonctionnement de l'Union européenne. La coopération de l'Union européenne avec ses États membres est une condition préalable à la réalisation des objectifs de l'intégration européenne. L'Union européenne se caractérise par une répartition du processus décisionnel politique et administratif à plusieurs niveaux.

La gouvernance à multiniveaux contribue à une conduite plus cohérente des politiques publiques mises en œuvre à plusieurs niveaux (européen, national, régional, local). La gouvernance à multiniveaux repose sur une action coordonnée de l'Union européenne, des États membres et des autorités locales et régionales, fondée sur les principes de subsidiarité⁵⁹ et de proportionnalité⁶⁰ et du partenariat qui se concrétise par une coopération fonctionnelle et institutionnalisée visant à élaborer et mettre en œuvre les politiques de l'Union européenne.⁶¹

⁵⁹ Le principe de subsidiarité consiste à réserver les décisions à l'échelon de la gouvernance à multiniveaux où elles sont le plus appropriées et efficaces.

⁶⁰ Le principe de proportionnalité commande à privilégier des types d'intervention ou d'instrument juridique dont le contenu et la forme sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Union européenne.

⁶¹ Charte pour la gouvernance à multiniveaux en Europe

GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

« La gouvernance à multinationaux nous aide à apprendre les uns des autres, à expérimenter des politiques innovantes, à partager les meilleurs pratiques et à développer davantage la démocratie participative. »

Charte pour la gouvernance à multinationaux en Europe

Comme indiqué dans la charte, la gouvernance à multinationaux repose sur la promotion de la participation des citoyens à la prise de décisions publiques, sur la coopération, le renforcement des capacités institutionnelles et sur le tissage des réseaux. Elle favorise également un état d'esprit européen.

« Les institutions de l'Union européenne sont invitées à appliquer systématiquement les principes de la gouvernance à multinationaux lors de l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies et des politiques européennes. »⁶²

La gouvernance à multinationaux est un processus dynamique ayant une dimension horizontale et verticale qui ne dérange pas du tout la responsabilité politique. Au contraire, si les mécanismes et les outils sont corrects, ils contribuent à

⁶² Résolution du Comité des régions sur la charte pour la gouvernance à multinationaux en Europe 2014/C 174/01

accroître la prospérité partagée et la mise en œuvre des interventions.⁶³ Cependant, la mise en œuvre efficace de la gouvernance à multinationaux se heurte encore à un certain nombre de défis. Il s'agit en particulier d'une faible tradition et des expériences limitées en matière de mise en œuvre d'une telle approche de gestion, du manque de ressources, des changements dynamiques des objectifs et priorités soumis à une gouvernance à multinationaux, des coûts administratifs élevés et du manque de démocratie.⁶⁴

5.2 Gouvernance à multinationaux dans la politique de cohésion de l'UE

Lors de la création et de la mise en œuvre de la politique de cohésion, les États membres de l'Union européenne doivent s'aligner sur le concept de gouvernance à multinationaux. Les institutions de l'Union européenne soulignent souvent la nécessité de « bâtir une culture européenne de la gouvernance à multinationaux ». L'objectif est d'assurer une contribution équilibrée et coordonnée de tous les acteurs impliqués dans le développement et la mise en œuvre de la politique de cohésion. Les principes de la gouvernance à multinationaux sont appliqués, par exemple, lors de la préparation d'un accord de partenariat, un document préparé par l'État membre ensembles avec des partenaires. Il définit pour cet État membre la stratégie, les priorités et les conditions d'utilisation des Fonds structurels et d'investissement européens (FESI) de manière efficace et effective

⁶³ EURÓPSKA ÚNIA. 2009. The Committee of The Regions' White Paper on Multilevel Governance. Brusel. 40 s.

⁶⁴ EURÓPSKY PARLAMENT. 2014. An Assessment of Multilevel Governance in Cohesion Policy 2007-2013. Brusel. 90 s. ISBN 978-92-823-5396-7

pour poursuivre la stratégie de l'Union européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive. La gouvernance à multiniveaux se pratique afin de faciliter la réalisation de la cohésion sociale, économique et territoriale.

« La gouvernance à multiniveaux est considérée comme participation d'un large éventail d'acteurs (publics, privés, sociaux) à la formulation et à la mise en œuvre de politiques par des moyens formels et informels. »⁶⁵

La gouvernance à multiniveaux de la politique de cohésion repose sur le respect du principe de partenariat. Le partenariat créé doit prendre en compte toutes les communautés et tous les groupes concernés, il peut apporter des avantages et une valeur ajoutée à la mise en œuvre de la politique de cohésion grâce à une meilleure légitimité, une transparence garantie et une meilleure réception des fonds, et devrait également être considéré en fonction des valeurs sociales et civiques qu'il représente.⁶⁶ Il s'applique tout au long du cycle de la politique de cohésion ainsi que dans les relations entre les autorités européennes et nationales. Dans le contexte de la gouvernance à multiniveaux, les programmes opérationnels des différents États membres sont créés, gérés, contrôlés et évalués. La gouvernance

⁶⁵ EURACTIV. 2014. Hodnotenie viacúrovňového riadenia v Kohéznej politike 2007 – 2013. Accessible en ligne : <https://euractiv.sk/section/regionalny-rozvoj/opinion/hodnotenie-viacurovnoveho-riadenia-v-kohezej-politike-2007-2013-022255/> [cit. 12.08.2018].

⁶⁶ Résolution du Parlement européen du 21 octobre 2008 sur la gouvernance et le partenariat aux niveaux national et régional, et une base pour des projets dans le domaine de la politique régionale (2008/2064(INI))

GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

à multiniveaux garantit la coopération entre tous les niveaux de gouvernance et d'administration dans l'exercice des compétences et les processus décisionnels, reliant étroitement la subsidiarité et la gouvernance à multiniveaux à une forte autonomie locale et régionale.⁶⁷ Une gouvernance à multiniveaux réussie des politiques et des affaires publiques doit être basée sur une approche ascendante. L'Union européenne invite les autorités locales et régionales à explorer les moyens d'intensifier leur coopération et les contacts avec les gouvernements nationaux ainsi qu'avec la Commission européenne. L'Union européenne préconise également que des rencontres aient lieu à intervalles réguliers entre fonctionnaires des autorités nationales, régionales et locales.⁶⁸

⁶⁷ Avis du Comité des régions sur « La décentralisation dans l'UE et la place de l'autonomie locale et régionale dans l'élaboration des politiques de l'UE et leur mise en œuvre » du 11 et 12 avril 2013

⁶⁸ Résolution du Parlement européen du 21 octobre 2008 sur la gouvernance et le partenariat aux niveaux national et régional, et une base pour des projets dans le domaine de la politique régionale (2008/2064(INI))

Chapitre 6

PROJETS SOUTENUS PAR LA POLITIQUE DE COHÉSION DE L'UE



6.1 Exemples de projets soutenus

Afin d'obtenir des informations authentiques sur les motivations à préparer et à mettre en œuvre un projet, sur ses bénéfices et les problèmes rencontrés par les coordinateurs de projet lors de sa mise en œuvre, plusieurs projets cofinancés par des programmes de l'Union européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale ont été visités dans les États membres de l'Union. Les projets se concentraient notamment à soutenir l'emploi, la croissance et les investissements aux niveaux régional et national et améliorer la qualité de la vie des citoyens, contribuer à la réalisation des priorités essentielles de l'UE et des États membres qui comprennent, outre la création d'emplois et la croissance, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement, le renforcement de la recherche et de l'innovation, le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'Union européenne, tout en réduisant les disparités entre les États membres et leurs régions.

Des exemples de projets soutenus offrent une inspiration intéressante pour d'autres entités. L'étude de ces exemples contribue également à la diffusion d'informations sur les objectifs et les résultats obtenus. Dans le processus de traitement des informations obtenues, nous nous sommes principalement concentrés sur les raisons de la mise en œuvre du projet, ses objectifs, les observations intéressantes découlant de la mise en œuvre des activités de projet et sur les problèmes rencontrés durant le procédé de la mise en œuvre.

6.2 Conclusion

Plusieurs leçons intéressantes mais également importantes ont été tirées des visites de projets cofinancés par les programmes de l'Union européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale. On trouve de nombreuses idées intéressantes et inspirantes dans les pays membres et leurs régions, qui ont été formulées dans les plans de projet et mises en œuvre par la suite. Bien qu'il y en a beaucoup qui sont très différents l'un de l'autre, leur trait commun est toujours présent. C'est le fait qu'ils ont été réalisés grâce à l'Union européenne.

Sur le fond des observations des coordinateurs de projet il est possible de conclure qu'un grand nombre de résultats obtenus aujourd'hui n'auraient pas été possibles sans l'aide financière et le soutien de l'Union européenne. Les ressources financières fournies par les programmes de promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale ont largement contribué à la réalisation de projets ayant un impact positif sur le plan local, régional ou national. La motivation pour la mise en œuvre des projets était principalement dans l'amélioration de l'état actuel et dans la création de valeur ajoutée pour les groupes cibles.

Cependant, nous ne pouvons pas oublier des problèmes majeurs que les coordinateurs de projet rencontrent lors de la mise en œuvre des activités de projet. L'environnement administratif dans les différents États membres et les processus de passation des marchés publics semblent assez problématiques. Les difficultés peuvent également être associées à l'implication d'un grand nombre d'organismes coopérants, leur coordination et la nécessité de procédures d'harmonisation. Enfin et surtout, l'innovation qui remplace le stéréotype n'est peut-être pas

PROJETS SOUTENUS PAR LA POLITIQUE DE COHÉSION DE L'UE

toujours bienvenue et il est donc important de se concentrer sur le travail et les activités destinés au groupe cible.

La partie suivante présente des exemples de projets mis en œuvre dans les différents États membres de l'Union européenne et cofinancés par des programmes de l'Union européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale.



Exemples

Belgique



L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ANDERLECHT



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Région
de Bruxelles-Capitale

Période de programmation : 2007 –
2013

Pays : Belgique

Investissement total :
11 548 620 EUR

Investissement de l'UE :
4 086 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était une rénovation écoénergétique de l'ancienne école vétérinaire dans le but de créer un espace de bureau de première classe pour les startups et les petites et moyennes entreprises locales ainsi qu'un centre de conférence.

Contexte du projet

En mettant en œuvre cet objectif principal, la municipalité d'Anderlecht est parvenue à préserver le patrimoine culturel, à amorcer la transformation de la zone environnante et à contribuer aux objectifs faiblement énergivores de la région de Bruxelles-Capitale.

CONCLUSION ESSENTIELLE

La création d'un centre d'affaires dans l'une des zones où les défis à relever abondent contribuera à stimuler la création d'emplois.

« Nous voulions conserver autant que possible le bâtiment historique et essayer de réutiliser les matériaux d'origine. »

Directeur technique du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Des restrictions imposées à chaque type de travaux de rénovation ou d'entretien des parties historiques du bâtiment, étant donné que ce bâtiment est inclus dans la liste des monuments historiques.



« Le projet aura des impacts très positifs sur l'environnement immédiat. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de transformer l'ancienne école vétérinaire en centre d'affaires à faible consommation d'énergie tout en préservant sa belle architecture.



CENTRE D'EXCELLENCE EN CONSTRUCTION DURABLE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Région de Bruxelles-Capitale

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Belgique

Investissement total : 1 120 000 EUR

Investissement de l'UE : 560 000 EUR

Objectif principal

L'institut de recherche a l'intention de mener des recherches appliquées et de diffuser les connaissances acquises à travers le secteur de la construction et des contractants et de promouvoir l'utilisation de techniques novatrices en matière de construction durable.

Contexte du projet

Il est possible d'améliorer la compétitivité des entreprises dans le domaine d'éco-construction et de développement durable en améliorant la qualité des interventions, en augmentant les niveaux technologiques, en promouvant l'innovation et en fournissant une éducation et des informations sur les technologies innovantes.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les résultats de la recherche collective et les pratiques actuelles avec des entreprises de construction innovante et les meilleurs discuteurs sur une variété de sujets relatifs à la construction durable à Bruxelles.

« Découvrir des idées et des concepts de construction innovante et informer les experts en construction à Bruxelles en tant que première étape de leur processus d'innovation, sur laquelle le développement futur peut être basé. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Quelques mois avant la date limite, il y avait un énorme incendie venant de l'extérieur du bâtiment qui avait englouti tous les laboratoires. L'infrastructure a donc dû être reconstruite.



« Greenbizz, une structure à énergie positive, soutient l'entrepreneuriat et les nouvelles entreprises dans une économie durable et crée des opportunités d'emploi locales. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de développer la force de traction pour le développement urbain dans les secteurs économiques liés à l'environnement afin de soutenir la zone du canal à Bruxelles.



BRUSSELS GREEN FIELDS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Compétitivité régionale et emploi

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Belgique

Investissement total : 4 621 131 EUR

Investissement de l'UE : 2 310 565 EUR

Objectif principal

Le projet visait à encourager les entrepreneurs à développer leurs activités dans les zones polluées en finançant la décontamination et en fournissant des services de conseil aux entreprises.

Contexte du projet

Le programme "Brussels Green Fields" a sélectionné 10 projets visant à restaurer la vie urbaine dans les zones contaminées de la zone du canal. Des projets écologiques et des entreprises d'économie sociale ont reçu des subventions pour dépolluer les sols contaminés par des déchets industriels, ainsi qu'un soutien intégré de diverses organisations bruxelloises pour la remobilisation de la région et pour le lancement des activités économiques.



CONCLUSION ESSENTIELLE

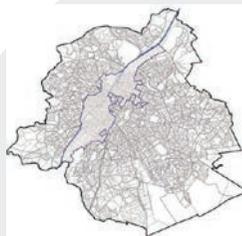
Le projet combine la durabilité avec un accent sur la reprise économique et sociale.

« Le projet a créé environ 1 800 emplois à temps plein et il génère des bénéfices collectifs importants. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le principal problème était le fardeau administratif imposé aux employés, qui repose sur des règles très strictes. Un autre problème était le territoire limité à la zone du canal.



« La valeur ajoutée la plus importante pour la région est que les nouveaux projets économiques sont devenus une réalité pour les "prés bruns" pollués. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était d'aménager et remobiliser les terrains pollués autour de la zone du Canal pour aider à la renforcer en créant des activités économiques et des emplois.



Exemples

Bulgarie



SYSTÈME D'ALERTE AUX INONDATIONS POUR LA MINIMISATION DES RISQUES EN GRÈCE ET EN BULGARIE ARDAFORECAST



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Grèce -
Bulgarie

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Bulgarie

Investissement total :
823 221 EUR

Investissement de l'UE :
699 737 EUR

Objectif principal

Le projet était consacré à la création d'un système d'alerte aux inondations dans la région transfrontalière. Il soutient la mise en œuvre de mesures visant à réduire les inondations et leurs effets néfastes sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique.

Contexte du projet

La rivière Arda est une rivière transfrontalière qui se jette en Bulgarie et s'écoule vers la Grèce. Ce fleuve provoque des inondations les plus dangereuses du sud-est des Balkans qui se propagent le long de la rivière, dans la région de Marica/Evros et causent de graves dégâts.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une coopération des partenaires du domaine de la gestion de l'eau et de la recherche dans le cadre d'un projet complexe, tel que la modélisation et la prévision des inondations, donne des résultats fructueux. Le recours à l'expertise locale est essentiel au fonctionnement durable du système d'alerte en temps réel, même après la fin du projet.

« La confiance dans l'avertissement aux inondations peut également s'avérer transfrontalière si un tel service fonctionne de manière fiable 365 jours par année. »

Chef de projet

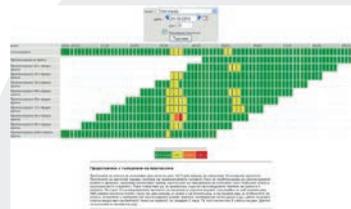
Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Pour la réussite de la mise en œuvre du projet il était important disposer des études et des informations antérieures, une haute précision des données géodésiques et des données du système d'information géographique (SIG) pour déterminer les zones inondables.

L'analyse de l'impact des réservoirs d'eau sur la propagation d'une onde de crue et la modélisation du fonctionnement optimal des réservoirs d'eau constituent un problème complexe qui nécessite de nombreuses ressources.

« Nous avons créé des outils de prévision fiables pour une prévision précise et rapide des inondations suffisamment à l'avance. Il n'y a pas de solutions toutes faites dans le domaine de la prévision et des alertes aux inondations, il est nécessaire de développer des modèles et des logiciels spécifiques en fonction des bassins hydrographiques, des infrastructures sensibles et des conditions transfrontalières. »

Chercheur responsable



L'idée sous-jacente au projet était de promouvoir la coopération transfrontalière dans le domaine de la prévention des inondations, sensibiliser davantage les populations locales et les préparer à les faire face aux inondations.



PARQUE TECHNOLOGIQUE DE SOFIA



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Développement de la compétitivité de l'économie bulgare

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Bulgarie

Investissement total : 41 052 944 EUR

Investissement de l'UE : 34 712 171 EUR

Objectif principal

L'objectif était de créer un parc scientifique et technologique servant de plate-forme pour l'échange de connaissances et d'idées entre les universités, les entreprises, le gouvernement et la société.

Contexte du projet

Les zones centrales du parc sont les technologies de l'information et de la communication, les sciences de la nature vivante (biotechnologies, produits pharmaceutiques, agriculture et alimentation) et l'énergie verte. Le parc promeut la compétitivité de la science et l'esprit d'entreprise en Bulgarie en fournissant de l'assistance aux projets de démarrage et aux idées novatrices ensemble avec la commercialisation de la recherche scientifique. Qu'y a-t-il dans le parc : un complexe de laboratoires, un incubateur, un centre de conférence et un centre scientifique interactif pour les enfants.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le parc technologique de Sofia contribue au développement de l'économie et de la connaissance dans le pays. Il offre une occasion unique d'attirer les plus brillants jeunes talents en sciences et en entreprise pour qu'ils travaillent ensemble.

« Le parc technologique de Sofia est un projet d'importance nationale et régionale - son expansion vers d'autres villes par le biais de sa plate-forme est une question du développement futur. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le principal problème était le manque de financement pour la science, la recherche et l'innovation, en plus du fossé existant dans la communication entre l'éducation, l'entrepreneuriat et la science.



« La valeur ajoutée la plus importante pour la région est la création un environnement propice à la recherche et à l'innovation en construisant des infrastructures scientifiques, d'événements, d'expositions, de sports, de loisirs et autres. Il est également très importants d'augmenter la compétitivité de l'économie et de créer davantage d'emplois. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de promouvoir l'innovation, la recherche et le développement technologique, de soutenir l'écosystème innovant, le tout concentré au même endroit.



EXTENSION DU MÉTRO DE SOFIA

3^{ème} ligne de métro
Étapes I et II : Bld. Gen. Vladimír Vazov - Ovcha Kupel RD –
« Ceinture de Sofia »



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Transport et infrastructure de transport

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Bulgarie

Investissement total :
643 930 387 EUR

Investissement de l'UE :
331 725 204 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de construire une troisième ligne de métro dans la ville, offrant une liaison directe et pratique entre les vastes quartiers résidentiels et le centre-ville de Sofia.

Contexte du projet

Le projet améliore les liaisons entre les différents types de transports en commun et accroît la durabilité des transports en commun urbains.

En outre, la nouvelle ligne de métro contribue à réduire les accidents de la route, les émissions de CO2 et la consommation de carburant, ainsi que les coûts de maintenance des transports.



CONCLUSION ESSENTIELLE

En incitant les passagers à ne pas utiliser les autres modes de transport en commun et les véhicules à moteur, la nouvelle ligne de métro contribue également à réduire le nombre d'accidents de la route.

« En modernisant le réseau de métro, les transports deviennent plus rapides et plus sûrs, ce qui améliore la qualité de vie des habitants. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

- Agglomérations résidentielles
- Sous-sol mou
- Niveau élevé des eaux souterraines
- Fonctionnement 24/24 du tunnelier à bouclier (TBM) de 1400 tonnes



« La réduction des temps de déplacement devrait générer plus de 19 millions d'euros d'économies d'ici 2020. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était la nécessité de transports publics plus efficace dans la direction des flux de passagers les plus importants.



Exemples

Croatie



E-ÉCOLES : MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ÉCOLES NUMÉRIQUES AVANCÉES (PROJET PILOTE)



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional, Fonds social européen

Programme opérationnel : Compétitivité et cohésion, Ressources humaines efficaces

Période de programmation : 2015 – 2022 (le projet pilote 2015 – 2018)

Pays : Croatie

Investissement total (le projet pilote) : 40 000 000 EUR

Investissement de l'UE (le projet pilote) : 34 000 000 EUR

Objectif principal

Développer un système d'enseignement primaire et secondaire répondant aux besoins d'un marché du travail moderne qui prépare des jeunes ouverts à la concurrence, à la formation continue et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Contexte du projet

Créer des concepts organisationnels, technologiques et éducatifs pilotes pour l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans les processus pédagogiques et d'entreprise de certaines écoles. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre du projet pilote, élaborer une stratégie pour la mise en place d'un système d'écoles numériques dans l'ensemble du système éducatif des écoles primaires et secondaires en Croatie.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le projet pilote, qui prévoyait la transformation numérique des processus éducatifs et d'affaires dans les écoles, impliquait 10 % des écoles primaires et secondaires en Croatie.

« Les résultats sont précieux au niveau de l'UE. Une évaluation externe de la culture numérique a montré des progrès significatifs dans les écoles impliquées dans le projet pilote. »

Chef de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

La durée imprévue de certains marchés publics a contribué à la prolongation de certaines procédures, ce qui a eu un impact sur d'autres activités du projet.



« Les résultats du projet pilote e-Écoles reposent sur la synergie entre infrastructure, contenu et outils, services électroniques, éducation et assistance aux utilisateurs. Le financement combiné de deux fonds différents et une coordination minutieuse de toutes les activités ont permis une mise en œuvre réussie et des résultats mesurables. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était le développement d'un écosystème d'écoles numériques avancées combinant des éléments de leadership, de planification et de management, les TIC dans l'apprentissage et l'enseignement ; le développement des compétences numériques ; la culture des TIC ; l'infrastructure TIC.



COMMERCIALISATION DE BIOTECHNOLOGIES ET CENTRE D'INCUBATION

BIOCentrum



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Renforcement de la compétitivité
de l'économie croate

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Croatie

Investissement total :
18 823 995 EUR

Investissement de l'UE :
13 919 949 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de fournir l'infrastructure et les services sur mesure nécessaires à la croissance et au développement des entreprises de biotechnologie émergentes et de permettre la collaboration entre les institutions universitaires et l'industrie.

Contexte du projet

Le Biocentre fournit un soutien de la plus haute qualité en matière de services de conseil pour permettre à ses clients de devenir des entrepreneurs prospères. Les services sont disponibles tant aux start-ups qu'aux entreprises existantes, ainsi qu'aux entreprises détachées des universités et d'autres instituts de recherche en biotechnologie.

Les locataires et les clients du Biocentre peuvent également choisir parmi toute une gamme de cours de formation en commerce et compétences techniques qui sont importants pour le succès dans le secteur de la bioéconomie.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les capacités disponibles, équipée de technologies de pointe, favorisent l'émergence de nouvelles idées d'entreprise et des emplois durables à haute valeur ajoutée.

« Des liaisons plus étroites et la collaboration entre recherche et entreprise favorisent la croissance régionale et renforcent la compétitivité industrielle du pays. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Lors de la mise en œuvre du projet, il y avait des problèmes liés aux investissements importants et à la construction d'infrastructures.

« Le centre offre un matériel et technologies modernes et il a déjà soutenu plusieurs idées commerciales et de recherche importantes. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet est axée sur les nouvelles entreprises dans l'industrie des sciences de la vie. L'objectif était d'aider à répondre aux besoins des entreprises en termes d'infrastructures, d'incubation, de transfert de technologie, d'éducation, de formation et de réseautage.



Exemples

Chypre



E-UNIVERSITÉ TECHNIQUE DE CHYPRE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Développement durable et compétitivité

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Chypre

Investissement total :
4 000 000 EUR

Investissement de l'UE :
3 400 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de fournir aux étudiants, aux enseignants et autres membres du personnel universitaire un large éventail de services électroniques en accédant à toutes les ressources à l'aide d'une signature unique (SSO), et rejoindre un espace de travail à partir de n'importe quel lieu géographique. Le projet a également amélioré les structures de l'enseignement supérieur.

Contexte du projet

L'Université technique de Chypre s'est donné pour objectif stratégique de devenir une université électronique et d'utiliser la technologie au profit du monde académique.

La mise en œuvre de 3 étapes du plan de développement « Systèmes d'information et services technologiques » a fourni l'infrastructure nécessaire pour atteindre cet objectif.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les gens doivent suivre les tendances les plus récentes dans le domaine des e-technologies.

« Connaître les besoins des employés est très important pour l'amélioration des services électroniques. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le caractère public de l'établissement ne permettait pas une prise de décision flexible. La procédure d'appel d'offres a également entraîné des difficultés administratives.

Un autre problème était le manque de capital humain malgré la disponibilité des ressources financières.



« Dans le cadre du projet, le système Moodle a été adapté aux besoins de l'université. Le système de gestion des identités et Le système d'information d'étudiants ont été mis en place. »

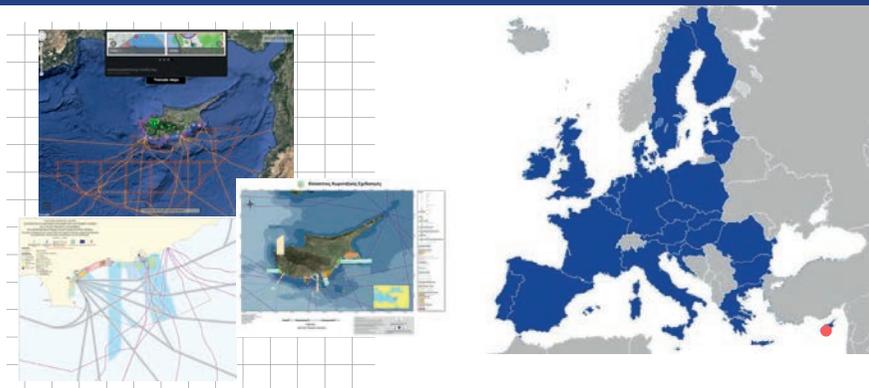
Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet est de permettre et simplifier le travail des étudiants et du personnel universitaire. L'université avait besoin d'un appui dans le domaine de l'utilisation efficace des technologies électroniques.



COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION DE L'ESPACE MARITIME

THAL-CHOR



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Grèce -
Chypre

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Chypre, Grèce

Investissement total :
3 210 683 EUR

Investissement de l'UE :
2 568 547 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de développer une méthodologie pour la planification de l'espace maritime (PEM) et de l'utiliser par la suite pour une mise en œuvre pilote dans des zones sélectionnées à Chypre et en Grèce afin de concevoir des plans d'espaces maritimes et de préparer les deux pays à l'application immédiate des lignes directrices européennes en matière de PEM.

Contexte du projet

La PEM est l'un des instruments clés de la politique maritime intégrée de l'Union européenne et un instrument important pour le développement durable des zones maritimes et des régions côtières, dans la mesure où elle contribue aux objectifs de gestion de l'environnement fondée sur les écosystèmes.



CONCLUSION ESSENTIELLE

L'interconnexion des organismes institutionnels et scientifiques a produit des résultats efficaces qui sont pleinement exploités par l'État.

« Le plan de gestion de l'espace maritime reflète les points de vue de chaque État sur l'utilisation et le développement durable de son espace maritime. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Des problèmes pratiques et administratifs se sont posés, notamment dans le domaine de la coopération d'un grand nombre d'organisations étatiques. Il était également nécessaire de coordonner différents secteurs publics, ainsi que consulter des partenaires compétents et le public concerné.



« Les résultats ont permis de combler le manque de connaissances et d'acquérir de l'expérience dans la mise en œuvre effective de la directive de l'UE relative à la PEM. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet est de résoudre les désaccords liés aux différents usages de l'espace maritime, d'améliorer la coordination entre les partenaires, renforcer la coopération transfrontalière et créer les conditions nécessaires à la réalisation du développement durable conformément à la stratégie "Europe 2020".



Exemples

Tchéquie



PRÉPARATION DES SAPEURS-POMPIERS DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE FACE AUX INNONDATIONS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Programme opérationnel intégré
2007-2013

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : République tchèque

Investissement total :
58 377 714 EUR

Investissement de l'UE :
49 621 057 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du projet était d'améliorer la qualité de la gestion des situations d'urgence. En même temps, il améliore la préparation des Sapeurs-pompiers de la République tchèque, en tant que composante de base d'un système de sauvetage intégré, face aux inondations de grande ampleur et autres situations de crise imminentes.

Contexte du projet

Les objectifs du projet ont été atteints grâce à l'acquisition de technologies modernes pour les travaux de sauvetage et de liquidation et à la création de conditions matérielles permettant une gestion plus efficace de la logistique d'assistance humanitaire à la population dans les zones menacées et inondées.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les résultats du projet (l'équipement et capacités) permettent aux Sapeurs-pompiers de la République tchèque d'intervenir plus efficacement dans des situations de crise et devraient permettre de sauver un plus grand nombre de vies humaines et d'accroître le nombre de biens sauvés.

« Le rôle des Sapeurs-pompiers de la République tchèque est de sauver la vie, la santé et les biens des personnes. L'efficacité de ces missions est limitée par le matériel technique et tactique. Les fonds structurels de l'UE offrent une bonne occasion de se concentrer sur ce domaine et de renforcer les capacités de gestion technique de tous les types de situations de crise. »

Chef du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le problème le plus important était la période de temps bien déterminée pour la préparation et la mise en œuvre des marchés publics et de l'ensemble du projet.



« Le plus grand bénéfice pour le pays apporté par la mise en œuvre du projet est le fait qu'en cas d'inondations, le matériel nouvellement acquis, ensemble avec des capacités accrues, est immédiatement disponible en quantité suffisante de sorte à garantir la même qualité d'activités de sauvetage et d'évacuation en peu de temps et dans n'importe quelle région de la République tchèque. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était conçue comme un effort visant à améliorer la préparation de la République tchèque face aux inondations, en particulier grâce à l'expérience acquise lors des événements récents.



DÉVELOPPER DES OUTILS POUR AMÉLIORER LES CONCEPTS FAVORABLES À LA FAMILLE PAR DES EMPLOYEURS DE LA RÉGION DE LIBEREC ET DE MORAVIE DU SUD



Informations de base

Fonds : Fonds social européen

Programme opérationnel :
Ressources humaines et emploi

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : République tchèque

Investissement total :
283 069 EUR

Investissement de l'UE :
240 609 EUR

Objectif principal

Le projet avait pour objectif de créer des outils efficaces permettant d'harmoniser l'activité professionnelle avec la vie de famille et d'informer les employeurs sur la manière de les utiliser dans la mise en pratique des concepts favorables à la famille.

Contexte du projet

Les régions concernées par le projet se caractérisaient par un taux de chômage élevé, en particulier chez les femmes après le congé de maternité. Le projet a créé des cours de motivation pour les demandeurs d'emploi et des tables rondes pour discuter avec les employeurs sur les questions d'approche familiale.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Grâce à une forte volonté de créer ce projet, ils ont contribué à des changements importants dans la législation qui n'étaient pas correctement définie à l'époque.

« Nous savions que le stéréotype d'être une mère avec des enfants à la maison devait être surmonté et, parallèlement, nous savions qu'il y avait un manque de services de soutien dans les deux régions pour aider les mères à réintégrer le marché du travail. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le problème le plus important résidait dans la pensée stéréotypée classique des employeurs selon laquelle ce n'était qu'une femme qui s'occupe des enfants et de toute la famille. L'un des obstacles consistait également à amener les hommes dans des services de garde professionnels. Tant que la garde d'enfants n'était pas valorisée en tant que profession, ce type de travail ne les intéressait pas.



« Parfois il était difficile de convaincre les employeurs, mais ceux qui ont participé à la table ronde étaient plus ouverts à cette approche et étaient intéressés par l'audit des concepts favorables à la famille dans leurs entreprises. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était l'absence de services de garde d'enfants dans les deux régions et la perte de potentiel féminin sur le marché du travail.



SUSEN : L'ÉNERGIE DURABLE

Phase 2



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Recherche, développement et éducation

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : République tchèque

Investissement total : 30 583 773 EUR

Investissement de l'UE : 24 150 011 EUR

Objectif principal

La deuxième phase du projet SUSEN, l'énergie durable, consiste à installer des équipements technologiques au centre de recherche et de développement en matière d'énergie durable en République tchèque.

Contexte du projet

La première phase du projet comprenait la construction de deux nouveaux bâtiments et l'agrandissement ou la reconstruction de cinq bâtiments existants.

L'équipement est réparti sur plusieurs sites dans les régions du sud-ouest et du centre de la Bohême, formant ensemble une installation de recherche et de développement. Les travaux du centre sont axés sur les sciences naturelles et le génie mécanique, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des rayonnements ionisants et de l'énergie nucléaire.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Grâce à son caractère multidisciplinaire, le projet offre des possibilités de synergies en matière d'éducation, de recherche et de développement associées aux rayonnements ionisants et à l'énergie nucléaire, ainsi qu'à d'autres activités de recherche. Les résultats seront appliqués de manière pratique dans le secteur de l'énergie durable.

« Le centre offre environ 130 emplois, dont 60 % de chercheurs et scientifiques. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Au départ il était prévu que l'infrastructure serait achevée en décembre 2015. Toutefois, la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi au Japon, le séisme et le tsunami suivants ont également apporté des changements dans le concept et les exigences du secteur nucléaire. Il était donc nécessaire d'ajuster le cadre des activités de recherche du Centre.

« Ce projet constitue une avancée majeure pour les infrastructures scientifiques et de recherche en Europe centrale et crée des relations de travail étroites au sein de l'Espace européen de la recherche. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de renforcer le développement technologique et l'innovation, en particulier dans les régions du sud-ouest et du centre de la Bohême et dans l'ensemble de l'Europe centrale.



Examples

Danemark



EXPANSION DES AFFAIRES « VERTES » CLEAN, DANEMARK



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Innovation et connaissance

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Danemark, région Sud
Partenaires : 20 – Collaboration
selon le modèle Triple Helix

Investissement total :
1 500 000 EUR
Investissement de l'UE :
768 500 EUR
www.cleancluster.dk
www.grønerhvervsvækst.dk

Objectif principal

Le projet visait à créer de nouveaux emplois « verts/écologiques » dans le cadre de l'efficacité énergétique des bâtiments. L'expansion des activités « vertes » se caractérise par une approche globale et s'applique à l'ensemble de la chaîne de valeur de la rénovation énergétique des bâtiments, commençant par les propriétaires des immeubles et artisans jusqu'aux entrepreneurs dans le domaine de la construction et des fournisseurs d'énergie, aux établissements d'enseignement et autorités.

Contexte du projet

Le projet Expansion des affaires « vertes » a mis au point un concept de formation des maîtres artisans qui pouvaient ensuite jouer le rôle d'ambassadeurs de l'efficacité énergétique dans les ambitions « vertes » des communes et des villes, tout en répondant aux exigences des propriétaires en matière de connaissance des nouveaux matériaux et solutions écoénergétiques. Le projet a également mis au point un concept de cours du soir, événements et foires sur l'efficacité énergétique, destiné aux propriétaires privés.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une coopération étroite entre partenaires et artisans est l'un des critères de réussite du projet.

« Les artisans formés ont réalisé une augmentation de 29 % de leur chiffre d'affaires grâce à leurs nouvelles connaissances, à la communication d'appui et aux événements consacrés à l'efficacité énergétique où ils ont pu rencontrer leurs clients. Les maîtres artisans mettent en avant le réseautage, le marketing et l'esprit d'entreprise en tant qu'éléments nouveaux et novateurs de l'entreprise artisanale. »

Coordinateur du projet

Importance des conditions-cadres

Le projet a grandement bénéficié de la crise économique 2010 - 2013, alors que de nombreux artisans s'inquiétaient pour leur emploi et étaient donc incités à chercher des moyens de développement et des emplois dans de nouveaux secteurs d'activité. Dans le même temps, il y avait des subventions pour encourager la sobriété énergétique et les prix de l'énergie étant élevés, les propriétaires étaient donc motivés à réduire leurs coûts.

« Pendant les cours du soir, les propriétaires ont acquis des connaissances sur les énergies renouvelables ainsi que sur l'investissement énergétique le plus économique dans leur maison, basé sur la consommation et sur la thermographie. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de développer un concept éducatif permettant aux artisans de démarrer une activité dans le domaine de la rénovation énergétique des bâtiments en utilisant le savoir-faire technique le plus récent et les nouvelles connaissances pour répondre aux besoins des propriétaires.



GROUPEMENT CLEANTECH DE COPENHAGUE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Innovation et connaissance

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Danemark

Investissement total : 19 477 000 EUR

Investissement de l'UE : 9 738 500 EUR

Objectif principal

L'objectif du groupement Cleantech de Copenhague était de créer les meilleures conditions pour le développement de nouvelles entreprises communes en promouvant de nouvelles idées « vertes » au sein d'entreprises existantes ainsi que de jeunes entreprises.

Contexte du projet

Le projet était une initiative de sociétés cleantech (écologiques) danoises, d'instituts de recherche et d'organismes publics visant à maintenir et à développer des compétences en technologies propres et vertes au niveau mondial.

Le groupement Cleantech de Copenhague met en œuvre des projets dans cinq domaines d'intérêt, chacun étant spécifiquement conçu pour répondre aux besoins de l'industrie des technologies propres en constante évolution.

Les domaines d'intérêt sont les suivants : Test et démonstration (Justification du concept), Médiation en collaboration (Partenariat et réseaux), Impact international (Transfert de connaissances et coopération), Innovation et esprit d'entreprise (Aide au démarrage) et Assistance (Communication et coordination).



CONCLUSION ESSENTIELLE

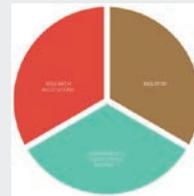
Les technologies propres impliquent une collaboration entre le secteur public, le secteur privé et les universités.

« Le secteur des technologies propres (écologiques) est le secteur qui connaît la plus forte croissance au Danemark. Plus de 1 000 nouveaux emplois ont été créés au cours du projet. »

Membre de l'équipe de projet

Qui sont le groupement Cleantech de Copenhague ?

Derrière le groupement Cleantech de Copenhague se cache un groupe unique de partenaires. Les partenaires représentent l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie danoise des technologies propres.



« Apporter de nouvelles solutions sur le marché mondial est d'une importance capitale pour le groupement Cleantech de Copenhague. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de permettre l'établissement d'une collaboration entre les instituts de recherche et les entreprises et de créer des réseaux avec des partenaires pertinents pour améliorer les performances ou l'efficacité des entreprises tout en réduisant la pollution, les coûts, les intrants et les déchets.



ACADÉMIE DE L'ÉNERGIE SUR L'ÎLE SAMSO



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Innovation et connaissance

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Danemark

Investissement total : 1 280 000 EUR

Investissement de l'UE : 640 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de mettre en œuvre des sources d'énergie renouvelables pour rendre toute l'île danoise de Samsø autonome en matière d'approvisionnement en électricité.

Contexte du projet

Le projet représente une approche pratique quant à la collecte, la création et la diffusion de connaissances et savoir-faire sur les sources d'énergie renouvelables et une promotion du développement durable de la région sur le plan de l'environnement.

L'Académie danoise de l'énergie stimule l'innovation par la recherche et le développement et fournit des services de conseil aux entreprises et aux citoyens.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Nous pouvons faire davantage que prévu, lorsque nous travaillons en communauté. Les compétences se développeront encore plus se fixant une idée ambitieuse et en la mettant en œuvre. Un effet secondaire positif est plus de confiance et une participation convaincante.

« Le projet a créé une base solide pour la compétitivité des entreprises en termes de coûts d'énergie faibles et il a permis de rassembler des connaissances et savoirs en matière de sources d'énergie renouvelables. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Il y a un manque de compétence dans une petite communauté. Au cours de la mise en œuvre, le projet a dû faire face à de réels défis lors de la coordination de nombreux entrepreneurs.



« Samsø est actuellement la première île au monde à disposer d'électricité 100% renouvelable qui est devenue un exemple mondial de la création d'une communauté durable grâce à la responsabilité locale et à l'engagement de la communauté. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de libérer l'île de la dépendance de l'énergie provenant des combustibles fossiles fournie par le continent.



Exemples

Estonie

NAVIRE MULTIFONCTIONNEL DES GARDES-FRONTIÈRES ESTONIENS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Développement de l'environnement

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Estonie

Investissement total : 33 100 000 EUR

Investissement de l'UE : 29 800 000 EUR

Objectif principal

Le projet visait à obtenir un nouveau navire multifonctionnel, augmentant ainsi les possibilités de trouver, localiser et éliminer la pollution marine et d'aider à minimiser les dommages potentiels à l'environnement.

Contexte du projet

La multifonctionnalité du navire est essentielle pour assurer la prévention et la surveillance quotidienne, avoir la capacité de réagir le plus rapidement possible à la pollution et de commencer à localiser et à éliminer immédiatement la pollution. Cela garantit la préparation aux catastrophes et aux situations d'urgence dans la région de la mer Baltique afin d'éviter la contamination et la perturbation de l'environnement naturel et préserver son statut favorable, afin de garantir le fonctionnement des zones vitales et réduire le risque pour la santé et de la vie humaine.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Il est possible de préparer une bonne coopération avec des experts et de protéger notre environnement marin fragile contre les dommages.

« En cas d'alarme, le navire est prêt à quitter le port en une demi-heure. Si le navire est déjà en mer, il est prêt à réagir immédiatement car le système de collecte des hydrocarbures est installé à bord du navire. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Des différends au cours de la phase d'appel d'offres ont entraîné des retards dans le processus de marchés publics.

Après la signature du contrat et pendant la construction du navire, aucun problème ne s'est posé.



« L'impact direct du projet est l'amélioration de la sécurité de l'environnement de la mer Baltique. En conséquence, la prévention de la pollution de la mer Baltique et les capacités de réagir dans la partie estonienne de la mer Baltique sont renforcées. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de limiter la pollution marine intentionnelle moyennant des activités de prévention et de surveillance et d'être prêt à éliminer rapidement et efficacement la pollution de la mer Baltique afin d'assurer le développement durable de la région.

ACHAT DE TRAINS DE PASSAGERS POUR L'ESTONIE



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Développement du milieu
économique

Période de programmation : 2009 -
2014

Pays : Estonie

Investissement total :
79 500 000 EUR

Investissement de l'UE :
67 575 000 EUR

Objectif principal

Le projet visait à remplacer les vieux trains électriques par de nouveaux modèles modernes et efficaces. Les trains électriques ramènent l'énergie de freinage à la caténaire. Les trains sont équipés de la climatisation, des systèmes de surveillance à caméra et d'un accès Internet sans fil 4G rapide et gratuit.

Contexte du projet

Le projet d'achat d'un nouveau train est unique car l'Estonie est l'un des premiers pays d'Europe à remplacer l'ensemble du parc de trains de passagers. L'âge moyen du parc de trains de passagers en Estonie est maintenant d'environ 3 ans, tandis qu'il était 30 ans avant. Elron offre un transport en commun innovant, rapide, confortable, sûr et écologique, adapté aux conditions estoniennes et constituant une excellente alternative au transport routier.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Les Estoniens aiment les nouveaux trains et le nombre de passagers a augmenté de plus de 70% entre 2013 et 2018. Nous voyons maintenant le besoin d'avoir plus de nouveaux trains pour réduire la charge sur la flotte actuelle.

« Les nouveaux trains sont plus économes en énergie. Tous les trains utilisent l'énergie de freinage pour alimenter leurs systèmes de bord. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Les principaux défis au cours de la période de mise en œuvre consistaient à changer de flotte sur une courte période, à construire des infrastructures - tous les quais en Estonie ont été reconstruits pour répondre aux normes des nouveaux trains, avec une hauteur de 550 mm, et former le personnel de train.



« Les gens optent plus souvent pour voyager en train que d'utiliser une voiture ou un bus, ce qui profite à l'économie et à l'environnement. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de réaliser des transports ferroviaires plus rapides, plus fluides, plus sûrs et de meilleure qualité en remplaçant les anciens trains électriques par une qualité de service nouvelle et améliorée.

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ET LOGICIEL X-ROAD



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Développement de
l'environnement économique

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Estonie

Investissement total :
352 000 EUR

Investissement de l'UE :
250 000 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du projet était de créer une plate-forme d'échange de données entre les services gouvernementaux et de fournir aux citoyens et aux fonctionnaires un accès aux bases de données de l'État dans un ensemble intégré.

Contexte du projet

X-road est une solution pour la couche d'échange de données basée sur un logiciel open source qui permet aux organisations d'échanger des informations sur Internet en toute sécurité. C'est une couche d'intégration distribuée à gestion centralisée entre systèmes d'information qui fournit un chemin normalisé et sécurisé pour la production et l'utilisation des services. X-road assure la confidentialité, l'intégrité et l'interopérabilité aux parties qui échangent des données.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Le logiciel X-road a permis l'échange de données entre différents systèmes d'information ainsi que l'échange de données transfrontalier entre pays. Les plus grands défis étaient des questions d'organisation et non techniques. La gestion du changement joue un rôle clé dans l'activation de l'échange de données.

« X-road dispose d'un support intégré pour l'interconnexion de deux écosystèmes X-road, ce qui permet l'échange de données transfrontalier entre les pays utilisant X-road : l'Estonie et la Finlande. »

Directeur général

Développement partagé du projet

L'Estonie et la Finlande développaient la majeure partie du logiciel X-road à partir de l'année 2015 jusqu'au juin 2018, où le développement a été confié à l'Institut scandinave des solutions d'interopérabilité (NIIS), une société créée conjointement par la Finlande et l'Estonie.

Depuis lors, cet institut est responsable de tous les aspects de la partie principale du logiciel X-road.

« La plate-forme permet une connexion sécurisée, les recherches et le transfert de données entre différents systèmes et services d'information étatiques et privés. »

Directeur général



L'idée sous-jacente au projet était de créer une plate-forme commune d'échange de données, de relier les secteurs public et privé et de simplifier les échanges internationaux d'informations.



Exemples

Finlande



CORRIDOR DE DÉVELOPPEMENT - LA VOIE FERROVIAIRE RAIL BALTICA

RBGC



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Programme de la région de la mer Baltique

Période de programmation : 2007 – 2013

Pays : Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Allemagne

Investissement total : 3 587 090 EUR

Investissement de l'UE : 2 836 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de renforcer la compétitivité de la région de la mer Baltique en améliorant l'accessibilité de sa partie orientale en soutenant la construction d'un réseau de transport multifonctionnel combinant tous les moyens de transport importants, de manière économiquement viable et écologique.

Contexte du projet

Le corridor de développement la voie ferroviaire Rail Baltica faisait partie du projet phare de la stratégie européenne pour la mer Baltique. Le plan de travail consistait d'activités de projet aborde les problèmes d'interopérabilité et des structures indépendantes des acteurs du secteur des transports dans la région orientale de la mer Baltique. Le plan de travail consistait en deux activités pilotes fondées sur des recherches menées par des partenaires de la région concernée par le projet et sur un dialogue politique, conceptuel et stratégique avec des personnalités de haut niveau dans les domaines des transports et du développement régional.

CONCLUSION ESSENTIELLE

La synergie des activités du projet a été réalisée grâce à un dialogue politique, conceptuel et stratégique.

« Il a été démontré que les corridors de développement, en particulier les liaisons rapides de transport de passagers et de fret, accélèrent la croissance économique. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le projet a rassemblé plus de 20 partenaires et plusieurs organisations associées. Il était donc parfois difficile de coordonner et de gérer toutes les activités du projet.

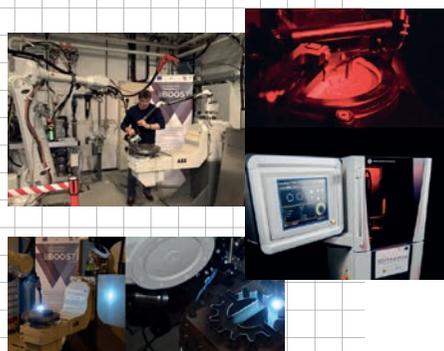


« Le projet a été construit sur la coopération des grandes villes, des régions métropolitaines et des autorités régionales. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était d'améliorer l'infrastructure des chemins de fer modernes dans la partie orientale de la région de la mer Baltique et d'assurer la meilleure interaction possible des chemins de fer avec d'autres modes de transport le long de la voie ferroviaire Rail Baltica.

SOUTENIR ET INVESTIRE DANS LES IMPRIMATES 3D



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Croissance durable et emplois

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Finlande

Investissement total :
2 300 931 EUR

Investissement de l'UE :
1 223 779 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était d'associer le fournisseur de services d'enseignement, l'Université technique et l'Université des sciences appliquées à des entreprises pour explorer et promouvoir le potentiel offert par la technologie d'impression tridimensionnelle au bénéfice et à la compétitivité de la région.

Contexte du projet

Des programmes d'études et des formations ont été mis au point pour anticiper la nécessité de contrôler les compétences définies par le marché du travail à l'avenir. La société Saska a même commencé à former de manière professionnelle des spécialistes de l'impression 3D, en fournissant ainsi des professionnels qualifiés répondant aux besoins de l'industrie de la région.

Grâce à ce projet, les entreprises pouvaient essayer cette technologie et voir ce que les imprimantes 3D proposent sur les pièces en plastique, en métal et en céramique sans risquer d'énormes investissements.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Il est très important de partager les connaissances avec les enseignants, de les développer davantage et de les tenir informés des développements en cours dans l'impression 3D.



« Les sept imprimantes 3D achetées dans le cadre du projet sont utilisées dans l'enseignement et la recherche, et tout au moins les imprimantes utilisées par la société Sasky sont utilisées pour imprimer les composants réels dont les entreprises ont besoin. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Il n'y avait pas de véritables obstacles pendant le projet, mais le principal défi était - et reste - comment partager les connaissances et les compétences avec un grand nombre d'enseignants.



« La compréhension des possibilités de l'impression 3D, de même que les connaissances pratiques, s'est améliorée tant dans les entreprises que dans les écoles. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était d'intégrer les nouvelles technologies, l'impression 3D, dans le processus d'apprentissage à différents niveaux d'enseignement par les trois organisations éducatives participantes, selon leur propre orientation.



INNOVATIONS PLANIFIÉES POUR UN VIEILLISSEMENT ACTIF



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Programme de coopération interrégionale

Période de programmation : 2007 – 2013

Pays : Finlande

Investissement total : 2 022 700 EUR

Investissement de l'UE : 1 366 133 EUR

Objectif principal

L'objectif était de tirer les enseignements des meilleures pratiques en matière de services aux seniors en Europe, de mieux comprendre la complexité des soins aux personnes âgées et de montrer comment la conception d'un service peut créer de véritables chemins pour des services et solutions innovants permettant de saisir le changement démographique en Europe.

Contexte du projet

Le projet a rassemblé huit villes à la recherche des solutions durables pour le vieillissement démographique de la population. Les innovations pour la prise en charge des personnes âgées ont été développées selon la méthode de planification des services aux seniors. La méthode se concentre sur les besoins de l'utilisateur et met l'accent sur l'implication du partenaire lors de l'élaboration du plan de soins. Les villes partenaires étaient axées sur divers problèmes, elles ont appris de nouvelles méthodes d'innovation et elles ont mieux compris les problèmes liés aux soins des personnes âgées.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Les nouveaux modèles de coopération innovante et les méthodes de prestation de services aux seniors sont des outils stratégiques et utiles également pour les défis futurs.

« Les méthodes de planification de la prestation de services aux seniors, notamment le prototypage et l'expérimentation de nouvelles approches, ont été jugées très utiles car elles offrent la possibilité de modifier la prestation de services avant leur lancement, permettant ainsi de gagner du temps et d'épargner des efforts. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Dans certaines villes, le projet avait du mal à s'imposer auprès de la municipalité.



« Le projet contribue à l'innovation sociale et à la transformation du secteur public dans le domaine des soins aux personnes âgées. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet est le fait que l'Europe compte de plus en plus de personnes vieillissantes et qu'il est nécessaire de trouver des solutions innovantes et des concepts améliorés permettant de fournir des services sociaux et des soins de santé efficaces.





Exemples

France

INNOVATION TRANSFRONTALIÈRE

InnovARC



INNOVARC
INNOVER ENSEMBLE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : France - Suisse

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : France

Investissement total : 715 536 EUR

Investissement de l'UE : 207 360 EUR

Objectif principal

Ce projet avait pour objectif de renforcer la coopération entre entreprises dans le cadre de projets d'innovations stratégiques et de soutenir la croissance dans le Jura franco-suisse.

Contexte du projet

InnovARC développe des projets innovants liés aux besoins du marché et explore les compétences progressives des acteurs régionaux des deux côtés de la frontière. Le projet InnovARC est basé sur une expérience positive avec le projet MinnovARC.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Le projet aide à construire une méthode qui encourage les entreprises à travailler ensemble.

« Nous organisons des événements et des ateliers pour sensibiliser et générer de nouvelles idées qui mèneront à de nouvelles solutions. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'un des obstacles était les différences culturelles entre les deux pays. En plus, les monnaies différentes ont également entraîné des difficultés lors de la mise en œuvre du projet.



« InnovARC fournit aux partenaires des services de consultation et de coaching lors de l'élaboration de projets transfrontaliers. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de renforcer l'effet de synergie et la culture de coopération entre partenaires français et suisses.

RÉSEAU D'ÉNERGIES RENOUVELABLES INTELLIGENT

Massileo



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : France

Investissement total : 9 660 950 EUR

Investissement de l'UE : 941 938 EUR

Objectif principal

Massileo est un réseau d'eau tempérée qui alimente des bâtiments en chaud et en froid à partir l'énergie thermique de la mer.

Contexte du projet

L'eau de mer est captée dans le port de Marseille à quatre mètres de profondeur. Des échangeurs thermiques transfèrent l'énergie présente dans cette eau tempérée vers un réseau d'eau douce. L'eau de mer est alors restituée dans son milieu naturel. Dans une centrale située en sous-sol de l'éco-quartier, la boucle d'eau douce est connectée à des pompes à chaleur eau-eau réversibles. En fonction des besoins, ces pompes convertissent les calories pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire et pour la climatisation en été.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Presque tous les bâtiments peuvent produire de l'énergie renouvelable en réutilisant le chaud et le froid, afin qu'ils puissent chauffer ou refroidir. Lorsqu'un réseau d'énergies relie tous les bâtiments ensemble et qu'il est connecté à une source d'énergie renouvelable telle que l'eau de mer, une grande quantité d'énergie renouvelable peut être produite de manière économique.

« Un autre procédé permet de récupérer la chaleur dégagée par la climatisation des bureaux pour produire l'eau chaude des logements et inversement. Ainsi, zéro gaspillage énergétique. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'un des obstacles au cours du projet a été d'obtenir de nombreux permis auprès de différentes autorités, par exemple pour puiser de l'eau de mer.



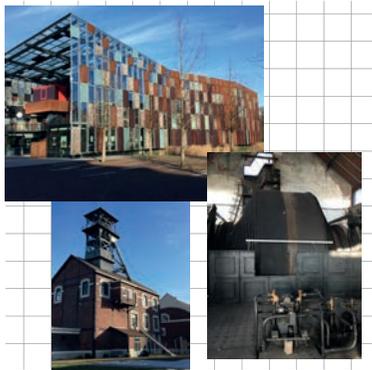
« Grâce à Massileo, la marque déposée Dalkia Smart Building, 75 % du chauffage et du refroidissement de l'éco-quartier est assuré par les énergies renouvelables. Par rapport à une installation fonctionnant au gaz, Massileo réduit de 80 % les émissions de gaz à effet de serre. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de développer une solution aussi innovante qu'inédite par son ampleur.

MÉTAPHONE @ OIGNIES : APRÈS LE CHARBON, LA MUSIQUE

9-9bis



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Compétitivité et emploi

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : France

Investissement total :
6 106 578 EUR

Investissement de l'UE :
2 548 876 EUR

Objectif principal

Le projet 9-9bis vise non seulement à mettre côte à côte l'axe culturel et l'axe artistique : la création artistique et son expansion, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel, l'histoire vivante, les événements culturels et éducatifs, le développement du tourisme, mais également à les comprendre globalement dans le contexte général. La création est décidément l'un des éléments unificateurs. La particularité du projet réside dans le fait que les axes de développement sont aussi vastes que le site lui-même.

Contexte du projet

Depuis 2003, le 9-9bis (un ancien ensemble minier) a fait l'objet de travaux visant à mettre en place des installations permettant de pratiquer des activités culturelles liées à la musique et au patrimoine historique, tout comme des salles de séminaires et des espaces de pratique et d'accompagnement. Depuis 2012, il est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

CONCLUSION ESSENTIELLE

L'originalité du projet réside dans la liaison du patrimoine historique des bâtiments avec la création artistique des musiciens invités. Il est utile de renforcer ces synergies en organisant des événements tout au long de l'année.

« Cette reconversion était une excellente occasion de ressusciter l'objet tout en valorisant sa tradition minière et les souvenirs associés. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Metafon est à la fois une salle de spectacles et un instrument de musique. Il était très difficile d'achever l'installation des instruments et de la "peau sonore du bâtiment".

Depuis 2018, des instruments mécaniques tel que l'orgues, percussions, xylophones, bâtons de pluie, installés sur les parois extérieures du porche d'entrée, fonctionnent et jouent de courts morceaux de musique.



« Notre volonté est de créer de nouveaux types de coopération et d'agrandir ce patrimoine historique en élargissant le répertoire et présentant des groupes de musique du monde entier. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de favoriser des interactions originales entre la musique et le patrimoine historique.



Exemples

Grèce



RÉALISATION DU TRONÇON ROUTIER KOROMILIA-KRYSTALLOPIGI SUR L'AXE VERTICAL D'EGNATIA ODOS "SIATISTA-KRYSTALLOPIGI" LA FRONTIÈRE GRÈCE-ALBANIE



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel : Améliorer l'accessibilité, les infrastructures de transport, l'environnement et le développement durable

Période de programmation : 2007 – 2013, 2014 - 2020

Pays : Grèce

Investissement total :
99 752 800 EUR

Investissement de l'UE :
84 789 880 EUR

Organisation chargée de la mise en œuvre : EGNATIA ODOS SA

Objectif principal

Le projet visait à réaliser le dernier tronçon de 20,3 km "Koromilia - Krystallopigi". La finalisation de l'axe vertical de la Via Egnatia "Siatista - Krystallopigi" a contribué à l'augmentation du trafic international et à la sécurité des voyages.

Contexte du projet

L'autoroute Egnatia est le projet d'infrastructure moderne le plus important pour le développement et la communication de la Grèce avec le reste de l'Europe ainsi qu'avec les Balkans et l'Asie mineure. La Via Egnatia relie en assurant en même temps la sortie vers la zone plus large, réduisant les distances, et joue un rôle de catalyseur pour son développement. Elle fait partie du réseau de transport transeuropéen et elle était l'un des projets prioritaires de l'UE.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le développement et la modernisation des structures de transport ont un impact positif sur la compétitivité du système de production local.

« L'objectif de la société est de concevoir, de construire et d'exploiter l'autoroute Egnatia passant d'Igoumenitsa vers Kipi ainsi que les principaux axes verticaux reliant la Grèce aux États des Balkans et plus loin à l'Europe centrale. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le terrain montagneux de la région qui a nécessité de gros travaux techniques, par ex. des remblais et digues renforcés. Les conditions météorologiques défavorables en hiver ont entraîné des retards.

La nécessité de procéder à de vastes fouilles archéologiques pendant la phase de construction en raison de la colonisation préhistorique de la région.



« La réalisation de l'axe vertical "Siatista - Krystallopigi – la frontière GR/AL" contribue au développement de la préfecture de Kastoria et de l'ensemble de la région de Macédoine occidentale en Grèce. L'importance de cet axe est grande, car il relie le réseau routier grec, via l'autoroute Egnatia (l'axe RTE-T), au système d'axes routiers dans les régions méridionales de l'Albanie et des Balkans occidentaux en général, via le corridor paneuropéen VIII. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était d'améliorer les infrastructures de transport afin de renforcer l'économie et de développer davantage la zone transfrontalière entre la Grèce et l'Albanie dans les domaines du commerce, de l'industrie et du tourisme.



MODERNISATION DU PÉRIPHÉRIQUE OUEST INTERIEUR À THESSALONIQUE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Macédoine Centrale

Période de programmation : 2007 - 2013, 2014 - 2020

Pays : Grèce

Investissement total : 120 445 217 EUR

Investissement de l'UE : 103 616 707 EUR

Objectif principal

L'objectif était de moderniser le périphérique ouest intérieur existant de Thessalonique, sur une longueur d'environ 6 km, en une route bidirectionnelle à trois voies pour améliorer la sécurité routière et augmenter la capacité du réseau de transport.

Contexte du projet

Le projet comprenait la construction de cinq carrefours pour assurer la fluidité du trafic. L'échange des glissières de sécurité, des tapis centraux et des chaussées asphaltées sur toute la longueur de la route, ainsi que des interventions au niveau des routes locales du réseau routier secondaire ont également fait partie de la phase de mise en œuvre.



CONCLUSION ESSENTIELLE

L'initiative a accru l'attractivité et la compétitivité des entreprises locales.

« Nous avons réduit le temps de déplacement et en construisant des viaducs, ponts et passages souterrains, nous avons également contribué à réduire la pollution de l'air pour les habitants locaux. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le projet a été mis en œuvre dans une zone à haute densité de population, posant des problèmes majeurs quant aux procédures d'expropriation des terrains et d'enlèvement des infrastructures techniques qui prenait beaucoup de temps. En outre, la voie existante du périphérique ouest intérieur était toujours fonctionnelle et il fallait rediriger à plusieurs reprises le trafic lourd en raison de la construction du projet.

« La valeur ajoutée la plus importante pour la région est une circulation améliorée, plus rapide et plus sûre dans les transports locaux et régionaux quotidiens. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de réduire la densité du trafic en contournant le centre-ville de Thessalonique, augmenter la capacité du périphérique et améliorer la sécurité routière des conducteurs et des piétons.



COMPLEXE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES THRIASSIO PEDIO SUR LA PÉNINSULE ATTIKI

2ème étape



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Attiki

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Grèce

Investissement total : 251 mil. EUR
Investissement pour la période de programmation 2007-2013 :
45 318 184 EUR

Investissement de l'UE :
37 074 806 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de rassembler toutes les activités de transport de marchandises par chemin de fer, jusqu'à la mise en œuvre du projet réalisées dans des installations dispersées à divers endroits d'Athènes, dans le complexe Thriassio Pedio.

Contexte du projet

Le complexe moderne de transport de marchandises par chemin de fer de Thriassio Pedio a été construit par la société ERGA OSE. Le complexe comprend un faisceau de triage, un terminal à conteneurs, un bureau de douane, un poste de fret, des entrepôts douaniers, un groupe de voies de stationnement pour le matériel roulant transportant des marchandises dangereuses et des installations de nettoyage. Le transfert des objets individuels en un seul endroit en dehors de la ville d'Athènes présente des avantages considérables pour l'ensemble de la ville, du point de vue de l'environnement et de l'urbanisme.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le fait de déplacer toutes les activités de fret ferroviaire dans un endroit et à l'extérieur des zones habitées constitue une contribution importante à l'environnement et à la vie urbaine.

« Le complexe de transport de marchandises est directement relié avec le nord, le sud-est et l'ouest du pays. L'accès routier est assuré par une connexion directe à l'autoroute Attiki Odos et à la route nationale Athènes-Corinthe. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Des retards lors du processus d'acquisition des terrains. Les tribunaux compétents ont rendu les décisions déterminant le prix unitaire de l'indemnisation avec un retard important.

Des retards dans la procédure d'appel d'offres pour la conclusion des contrats servant de base pour la mise en œuvre du complexe. Certains des soumissionnaires ont soulevé des objections qui devaient être levées.



« Le complexe Thriassio Pedio contribue à la réduction des coûts de transport des produits et permet de transférer le fret routier vers le rail. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de créer un nœud important pour le transport international de marchandises reliant l'Europe centrale aux ports du nord et des mers Baltique, Noire et Méditerranéenne.



Exemples

Pays-Bas



NOUS CRÉONS LES BONS INVESTISSEMENTS POUR UNE ÉCONOMIE EN CROISSANCE

BRIDGE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Recherche régionale et innovation

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Pays-Bas

Investissement total : 6 247 030 EUR

Investissement de l'UE : 4 997 624 EUR

Objectif principal

Le projet BRIDGE répond au problème aigu de la ville, de savoir comment mieux aligner le choix de la formation des jeunes sur les futurs besoins du marché du travail.

Contexte du projet

Les nouvelles opportunités économiques et les nouveaux défis changent les besoins du marché du travail. En conséquence, on peut donc s'attendre à un accroissement considérable de lacunes dans les qualifications et les compétences.

La zone cible de Rotterdam-Sud présente des inconvénients majeurs par rapport aux indicateurs socio-économiques clés comparés au reste de Rotterdam et du pays. Le projet BRIDGE a développé une campagne de communication sophistiquée, humoristique et consciencieusement ciblée qui s'appuie sur la compréhension de son public cible.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les interventions développées par ce projet ont un grand potentiel pour encourager la coopération et l'apprentissage mutuel.

« L'objectif du projet peut être atteint grâce à une coopération étroite entre employeurs, écoles, étudiants et parents. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Les écoles sont des organisations exigeantes et il leur est parfois difficile de coopérer pour diverses raisons.

Les préférences culturelles et le manque de capital social dans les familles peuvent également être considérés comme un obstacle.

Un autre problème est que pour les employeurs, dans certains cas, il est très difficile de voir plus loin. Ils veulent répondre seulement aux problèmes immédiats. Ainsi, si le marché du travail évolue, les employeurs sont incapables de prédire ce changement.

« Si vous voulez essayer quelque chose de vraiment innovant, il vous sera très utile de bénéficier d'un financement de l'UE. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était d'établir un lien entre le choix et le niveau de compétence professionnelle et les perspectives d'emploi dans les secteurs en croissance de l'économie urbaine.



AMSTERDAM, UN MODÈLE DE VILLE INTELLIGENTE (AMSTERDAM SMART CITY)



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Kansen voor West

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Pays-Bas

Investissement total : 3 910 390 EUR

Investissement de l'UE : 1 564 140 EUR

www.amsterdamsmartcity.com

Objectif principal

Au départ, l'objectif était de créer une plate-forme pour une ville censée être viable et durable aussi à l'avenir, en améliorant le ciblage de l'utilisation intelligente des connaissances et des ressources en matière de consommation d'énergie, de réduction des émissions de CO₂ et de croissance économique fondée axée sur l'innovation.

Contexte du projet

Smart City est un environnement hautement dynamique, interconnecté et interdépendant, associé à une technologie intelligente, créant un cycle d'apprentissage continu en faveur d'une ville plus durable.

Amsterdam Smart City a été créée en tant que partenariat public-privé unique entre entreprises, gouvernements, instituts de recherche et citoyens d'Amsterdam, plus une communauté internationale. En partageant les connaissances et en travaillant ensemble, des solutions novatrices aux problèmes métropolitains de nature sociale, économique et écologique sont apparues. Ainsi, la région métropolitaine d'Amsterdam restera viable, maintenant et dans les années à venir.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La coopération est essentielle pour les citoyens et joue un rôle central.
Qu'est-ce qu'une ville intelligente sans citoyens intelligents ?

« Amsterdam en tant que Smart City permet de créer de nouveaux écosystèmes et fournit un point d'accès et un réseau reliant les partenaires. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Comment pouvons-nous associer des partenaires dans une ville intelligente luttant contre le changement climatique et mettant en œuvre la transformation énergétique s'ils ne sont pas encore connus ?



« Amsterdam Smart City invite constamment les entreprises, les citoyens, les dirigeants municipaux et les instituts de recherche à concevoir et à mettre en œuvre des solutions innovantes aux problèmes de la ville. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet est de rassembler tous les partenaires concernés dans la ville pouvant innover ensemble pour créer une véritable ville intelligente avec les citoyens au centre de son intérêts.



Exemples

Irlande

TELLUS – EXPLORATION ENVIRONNEMENTALE DES ZONES FRONTALIÈRES DE L'IRLANDE DU NORD



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Irlande du Nord, les zones frontalières d'Irlande et de l'Écosse occidentale

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Irlande

Investissement total : 5 565 350 EUR

Investissement de l'UE : 4 174 012 EUR

Objectif principal

Tellus est un investissement transfrontalier dans les sciences de la terre visant à stimuler l'exploration géologique afin d'identifier les ressources naturelles et de générer des données pertinentes pour la gestion de l'environnement.

Les données recueillies au cours du projet fourniront des informations utiles pour l'économie, l'environnement, l'énergie et l'agriculture.

Contexte du projet

L'exploration Tellus est un programme national visant à recueillir et à examiner les propriétés physico-chimiques du sol, des roches et de l'eau.

Cette subvention a financé une analyse continue des données de Tellus en Irlande du Nord, ainsi que des relevés géophysiques aériens et des programmes de prélèvement au sol d'échantillons géochimiques dans les six districts du nord de la République d'Irlande.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Il est possible de cartographier les dangers géologiques tels que le gaz radon, ce qui permet de se concentrer sur les zones présentant des risques pour la santé.

« Pour que les données de recherche soient utiles, il est important de travailler avec des partenaires pendant toute la durée du projet. Les produits à valeur ajoutée tels que les cartes de chimie des sols sont utiles pour que les agriculteurs leur aidant comprendre la fertilité de leurs terres. »

Géologue

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Des retards dans les relevés aériens résultant de la mobilisation et des problèmes de maintenance de l'avion ont reculé les objectifs d'encadrement de coûts.

Le respect des marchés publics et des règles strictes en matière d'utilisation des fonds ont entraîné un travail administratif considérable.

« Étant donné que des éléments géologiques, comme les rivières par exemple, ne se terminent pas aux frontières politiques, l'objectif du projet était de créer des fichiers de données et des cartes cohérents et fusionnés pour toute la région. »

Responsable de programme géophysique



L'idée sous-jacente au projet était de créer une carte géologique qui traverserait la frontière. La cartographie a déjà été réalisée en Irlande du Nord et le projet peut continuer par la cartographie de l'autre côté de la frontière.

MICRO-TURBINES DANS L'INDUSTRIE DE L'EAU



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Irlande, Wales

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Irlande

Investissement total : 974 907 EUR

Investissement de l'UE : 625 721 EUR

Objectif principal

Le projet vise à améliorer la durabilité de l'industrie de l'eau. Récupération de l'énergie dans les réseaux de conduites d'eau utilisant des micro-turbines en des points présentant une surpression importante dans le système.

Contexte du projet

Avec une prise de conscience mondiale accrue des impacts de la consommation d'énergie et des émissions de CO2 sur le changement climatique, l'humanité, les ressources naturelles limitées et l'environnement dans son ensemble, tous les secteurs de la société déploient des efforts considérables pour réduire ces impacts.

Un logiciel d'optimisation du réseau de conduites d'eau a été mis au point également pour permettre l'installation optimale de micro-turbines en leur emplacement et leur nombre, ainsi que pour leur conception visant à maximiser la production d'électricité tout en respectant des normes pour la pression admissible.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Pour assurer une mise en œuvre réussie, rentable et économique en temps, une collaboration efficace entre les partenaires est essentielle.

« Au cours de sa mise en œuvre, le projet a examiné plus de 300 sites de l'infrastructure d'eau en Irlande et au Pays de Galles afin de déterminer leur aptitude à la production d'électricité par micro-turbines. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le principal problème à résoudre lors de la mise en œuvre du projet était la difficulté d'avoir accès aux données sur les infrastructures d'eau ou l'absence de données sur le débit et la pression dans les réseaux d'approvisionnement en eau de la région.

« De nouvelles directives de conception ont été élaborées pour répondre aux modifications des exigences futures en matière de consommation d'eau, permettant ainsi au concept de micro-turbine de résister au changement climatique. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de présenter l'alimentation en eau et l'industrie de l'eau en Irlande et au Pays de Galles avec un cadre clair pour créer une activité économique et améliorer la durabilité de l'approvisionnement en eau tout en réduisant les effets du changement climatique.



Exemples

Lituanie



RÉSEAU TRANSEUROPEËN DE TRANSPORT

CONTOURNEMENT OUEST DE VILNIUS

L'ÉTAPE 3



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Programme opérationnel pour les
fonds de l'Union européenne -
Investissements 2014-2020

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Lituanie

Investissement total :
106 946 617 EUR

Investissement de l'UE :
84 062 280 EUR

Objectif principal

La construction du contournement ouest de Vilnius comprend plusieurs étapes. La troisième étape contribuera à réduire le temps de déplacement et les coûts d'exploitation des véhicules, à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à renforcer les normes de sécurité routière et à améliorer la qualité de la vie de la population et la qualité de l'environnement local.

Contexte du projet

La ville manquait d'un réseau complet de voies de contournement et de voies rapides, et le trafic de transit souvent utiliser les rues de la ville, ce qui ne convient pas pour le trafic de gros volume.

La construction du contournement intègre la ville de Vilnius dans le réseau de transport transeuropéen, le couloir la mer du Nord – la mer Baltique.



CONCLUSION ESSENTIELLE

En mettant en place le contournement ouest de Vilnius et en ajoutant une nouvelle connexion au réseau de transport transeuropéen, les conditions de circulation dans le centre de Vilnius se sont améliorées.

« C'est le plus grand projet d'infrastructure mis en œuvre à Vilnius qu'il ne serait pas possible réaliser sans un financement de l'Union européenne. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

La phase de mise en œuvre de tous les grands projets apporte toujours plusieurs obstacles. La pose de câbles électriques et l'acquisition de parcelles de terrains privées ont constitué le principal obstacle à la réalisation de ce projet.



« La congestion routière dans le centre-ville a diminué, le temps de trajet a été réduit, la sécurité de la circulation s'est améliorée et la pollution de l'air a été également limitée. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet a commencée il y a 30 ans. Par rapport aux autres grandes villes de Lituanie, Vilnius avait la pire infrastructure de transport quant à la possibilité de traverser la ville rapidement et normalement.



RÉSEAU TIC À LARGE BANDE POUR LES ZONES RURALES

RAIN



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Croissance économique

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Lituanie

Investissement total : 21 508 200 EUR

Investissement de l'UE : 15 519 800 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du projet RAIN était d'aider à prévenir la formation de l'écart numérique dans l'infrastructure à large bande entre les villes et régions rurales, d'accroître la cohésion sociale et, une fois ces objectifs atteints, de contribuer à la croissance économique.

Contexte du projet

Le projet RAIN a créé 3357 kilomètres d'infrastructures à large bande reliant 467 propriétés rurales avec des communes autonomes et villes du pays. Environ 330 établissements d'enseignement ont ainsi été connectés à cette infrastructure.

L'infrastructure optique construite au cours du projet a atteint même les colonies de peuplement de plus de 300 000 habitants. Le projet RAIN a créé 51 réseaux distincts, géographiquement situés dans des zones urbaines. Dans la phase de développement du réseau, des communes et villes n'étaient pas interconnectées.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une planification détaillée et une collaboration active avec tous les partenaires du projet sont déterminantes pour la réussite de la mise en œuvre du projet.

« La conséquence est une amélioration essentielle de la qualité de vie de la population rurale. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

« Le projet RAIN a été lancé en 2005. Nous avons été parmi les premiers à commencer la mise en place une infrastructure à large bande dans les zones rurales et toute l'expérience que nous avons pu acquérir était vraiment précieuse. Un plan détaillé et une vision exacte des prochaines étapes nous ont aidés à surmonter tous les problèmes et à mettre en œuvre ce projet. »



« Ce projet était l'un des 12 exemples de bonnes pratiques de l'UE repris dans le "Guide de la Commission européenne sur l'investissement dans le déploiement de la large bande". »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de créer une infrastructure de réseau électronique indispensable pour la prestation de services à large bande dans les zones rurales de Lituanie, hors de portée.



MISE EN ŒUVRE DU PROJET ÉNERGIE PRODUITE À PARTIR DE DÉCHETS CAS DE LA VILLE DE VILNIUS



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Environnement, utilisation durable des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Lituanie

Investissement total :
147 464 520 EUR

Investissement de l'UE :
48 553 044 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du projet est de réduire la mise en décharge des déchets municipaux afin d'atteindre les objectifs de la stratégie d'économie circulaire et d'accroître l'indépendance énergétique en réduisant les importations d'électricité et de combustibles fossiles (le gaz naturel).

Contexte du projet

L'usine traitera environ 160 000 tonnes de déchets municipaux solides, ce qui seront jugés non recyclables, en particulier dans des installations de traitement biomécanique. Ces déchets municipaux seront brûlés en raison de la récupération de chaleur et de la production d'électricité simultanées.



CONCLUSION ESSENTIELLE

L'expérience et le savoir-faire acquis lors de la mise en œuvre du plus grand projet énergétique d'une usine de production combinée de chaleur et d'électricité en Lituanie peuvent aider à développer d'autres projets d'une telle complexité.

« Gérer et mettre en œuvre un projet d'une telle complexité est un défi considérable, mais nous le faisons avec succès. De cette façon, nous poussons la Lituanie vers une économie circulaire et vers l'indépendance énergétique et nous évitons les décharges. »

Chef de projet principal

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Malheureusement, les objectifs de l'économie circulaire et le rôle joué par « les déchets pour l'énergie » ne sont pas tout à fait clairs pour la société.

« Notre objectif n'est pas seulement de construire une usine, mais aussi d'expliquer à nos voisins pourquoi il est tellement important que la Lituanie dispose d'une infrastructure « les déchets pour l'énergie » et quels sont les bénéfices pour l'environnement. »

« La subvention de l'UE nous permet non seulement de produire de la chaleur, mais également de l'électricité, et en plus elle rend ce projet abordable pour nous d'un point de vue économique. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était d'éviter la mise en décharge des déchets et renforcer l'indépendance nationale dans le secteur de l'énergie en utilisant les ressources locales.



Exemples

Lettonie



CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU BÂTIMENT A1

Hôpital universitaire avec polyclinique Pauls Stradins



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Infrastructure et services

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Lettonie

Investissement total : 86 211 665 EUR

Investissement de l'UE : 24 076 323 EUR

Objectif principal

Améliorer la qualité des services de soins de santé pour les patients hospitalisés et ambulatoires et un processus de traitement des patients efficace à l'hôpital universitaire Pauls Stradins moyennant un emplacement optimal de patients et de soins de santé, ce qui peut assurer le temps minimum nécessaire à la logistique des patients et tests, aux processus de gestion des établissements hospitaliers, etc., rendant le traitement des patients plus rapide et plus efficace.

Contexte du projet

L'hôpital universitaire avec polyclinique Pauls Stradins est l'un des établissements hospitaliers les plus importants de Lettonie qui a obtenu des succès particuliers en cardiologie, en ophtalmologie, en oncologie, en transplantation et en chirurgie.

Seulement, ses bâtiments étaient dans un mauvais état technique et ne répondaient plus aux exigences modernes ce qui empêchait la prestation de services de soins de santé dans les proportions et qualité requises.



CONCLUSION ESSENTIELLE

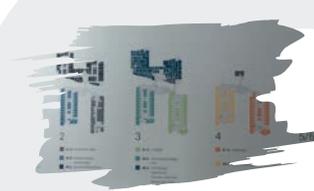
La mise en œuvre du projet a apporté des connaissances précieuses et uniques, ce qui constitue un avantage considérable pour la planification et le développement de la 2ème phase de l'hôpital.

« Une coopération constructive entre les institutions de l'Union européenne, les autorités nationales et les bénéficiaires est cruciale pour la réussite de la mise en œuvre du projet. Durant la mise en œuvre du projet, nous avons grandement bénéficié de toutes les formes de coopération – le soutien et intérêt des institutions, les consultations et une critique pertinente. »

Chef de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Les principaux problèmes rencontrés au cours de la mise en œuvre du projet consistaient en harmonisation des règles existantes avec les activités prévues et en évolution constante des exigences au cours de l'exécution du projet – le développement technologique continu, l'évolution de la pratique clinique et les attentes croissantes des patients.



« Le plus grand défi de la mise en œuvre du projet était le transfert de travaux dans l'hôpital – la conception, le montage, l'installation et de déplacer en douceur les équipements, le matériel, le personnel et les patients - sans jamais interrompre l'activité principale de l'hôpital. De nouvelles conditions de travail, des changements dans la routine quotidienne et le travail en équipes multidisciplinaires ont exigé de tout le personnel hospitalier une flexibilité et une capacité d'adaptation. »

Chef de projet

L'idée sous-jacente au projet était d'éviter les pertes de vie inutiles et raccourcir la durée du séjour à l'hôpital en réduisant le risque d'infections hospitalières, en optimisant le flux des patients et en raccourcissant le temps alloué aux soins et au traitement des patients.



QUARTIER DE SPIKERI



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Infrastructure et services

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Lettonie

Investissement total : 7 705 116 EUR

Investissement de l'UE : 3 628 323 EUR

Objectif principal

Le projet vise à transformer la zone du "pré brun" et les rives adjacentes en un espace culturel, éducatif et de loisirs accessible et sûr, créant ainsi les conditions favorables à la croissance spatiale et socio-économique.

Contexte du projet

Des améliorations des infrastructures, reliant les aspects environnementaux, économiques, sociaux et culturels et un partenariat public-privé efficace sont nécessaires.

La revitalisation de "prés bruns" dans la ville est importante pour l'activité économique de la région et contribue à la création d'emplois locaux.



CONCLUSION ESSENTIELLE

L'espace revitalisé a attiré des investisseurs privés. Le nouveau concept de la ville favorise l'innovation. La mise en œuvre du projet et ses résultats ont entraîné un effet boule de neige pour l'ensemble de la zone urbaine.

« La vision était d'améliorer les conditions du développement économique et social. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Au cours de sa mise en œuvre, le projet a fait face à des menaces imprévisibles en raison des découvertes archéologiques. Mais le plus difficile était de redistribuer les activités existantes et les activités poursuivies.



« Sans l'argent de l'UE, le processus de revitalisation serait plus lent et les activités devraient être divisées en étapes plus longues. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de promouvoir l'utilisation efficace du territoire de la ville. Le potentiel de la zone n'a pas été pleinement exploité et elle n'offrait donc pas ce dont la communauté locale avait besoin.



DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES DE TRAMWAY À RIGA



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Croissance économique et emploi

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Lettonie

Investissement total :
123 854 000 EUR

Investissement de l'UE :
65 669 331 EUR

Objectif principal

Le projet vise à construire de nouvelles lignes de tramway et à moderniser les lignes de tramway existantes à Riga, la capitale de la Lettonie. Le projet vise également à améliorer la liaison entre le quartier de Skanste et le centre-ville.

Contexte du projet

En soutenant le moyen de transport qui émet peu de gaz à effet de serre et en reliant les nœuds de différents types de transport, le projet contribuera au développement d'une mobilité intermodale durable sur le plan de l'environnement dans la ville. Il soutiendra également la transition vers une économie à faibles émissions de CO₂, qui constitue une priorité importante de la politique de l'UE.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Le développement et la mise en œuvre du projet exigent une identification quotidienne des besoins.

« La nouvelle infrastructure prend en compte les besoins de la communauté locale, en particulier des personnes à mobilité réduite. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

C'est un long processus depuis de la naissance de l'idée originale jusqu'à la mise en œuvre du projet.

La coopération entre de nombreux types d'organismes est exigeante et les marchés publics prennent beaucoup de temps.



« Le tramway est la colonne vertébrale des transports en commun de la ville. Le succès de la mise en œuvre du projet se traduira par une augmentation du nombre de passagers dans les trams, en particulier des automobilistes, ainsi que par une motivation pour les utilisateurs d'autres types de transports en commun. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet est de permettre l'utilisation de transports public urbain durables à Riga en incluant des parties de la ville moins bien connectées dans le réseau de transports en commun de Riga.



Exemples

Luxembourg



USINE DE TRAITEMENT DES BOUES D'ÉPURATION PAR SÉCHAGE SOLAIRE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Compétitivité régionale et emploi

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Luxembourg

Investissement total :
3 500 000 EUR

Investissement de l'UE :
875 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de sécher les boues d'épuration en utilisant une centrale solaire. Les boues séchées peuvent remplacer le charbon dans les processus de combustion industriels.

Contexte du projet

En utilisant l'énergie solaire respectueuse de l'environnement, l'eau est extraite des boues d'épuration. En éliminant l'humidité des boues, sa valeur calorifique augmente de zéro à la valeur de lignite. Un bénéfice supplémentaire est que les boues séchées au soleil peuvent être brûlées sans produire de CO₂.

Les boues séchées sont inodores, biologiquement stables, faciles à stocker et à manipuler.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le projet pilote de Bettembourg (Luxembourg) montre que l'utilisation d'une nouvelle technologie durable et à la pointe de la technologie permet de trouver une nouvelle solution permettant de réduire l'impact sur l'environnement, l'homme et la nature.

« Nous avons la deuxième plus grande usine de traitement des eaux usées au Luxembourg. Cette usine travaille également pour la région française voisine et en partie également pour les industries et les entreprises de la région sud du Luxembourg, y compris les grandes industries de la sidérurgie et de la chimie. »

Ingénieur en chef

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Puisque ce projet était complètement nouveau pour tout le monde, nous devons convaincre tous les partenaires que cette solution était la meilleure pour la région.



« Le projet a entraîné une réduction de la quantité de nitrates, de phosphates et de métaux lourds dans les terres agricoles. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de trouver une nouvelle solution car, à l'avenir, les boues d'épuration ne seront plus utilisées comme engrais dans les champs.



TECHNOPORT



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Luxembourg

Investissement total :
8 000 000 EUR

Investissement de l'UE :
2 000 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était d'offrir le meilleur environnement possible favorisant l'émergence et le développement d'entreprises/projets technologiques et innovants au Luxembourg et réduisant le risque d'échec en donnant aux entrepreneurs un accès au coaching (interne et externe) ainsi qu'à une infrastructure et un environnement de travail adéquats.

Contexte du projet

La structure de coworking de Technoport a pris naissance dans un espace très familier. Il a accueilli de nombreux événements et hackathons qui ont grandement contribué au développement général de l'écosystème. Le FabLab, un laboratoire de fabrication numérique, a été lancé en 2013 et il compte désormais parmi les plates-formes de prototypage les mieux équipées dans l'ensemble de la région.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les incubateurs de jeunes entreprises et les entreprises innovantes telles que Technoport sont des éléments clés de la stratégie de diversification économique du Luxembourg.

« Notre vision est de traduire les idées en succès en créant les bons écosystèmes autour de l'innovation et des entreprises. »

Coordinateur du projet

Dénomination de TECHNOPORT

C'est une combinaison de deux mots français : la « technologie » pour les entreprises axées sur la technologie et le « port » comme un port où les entrepreneurs peuvent amarrer et naviguer ensuite vers de nouveaux marchés plus vastes. En règle générale, le port est un lieu protégé contre des eaux agitées par des pylônes, embarcadères et différentes structures, et il ressemble donc à ce qu'un incubateur devrait être pour ces entrepreneurs. C'est aussi un endroit où tous peuvent retourner.

« L'écosystème des start-ups luxembourgeois n'a jamais été aussi riche, aussi diversifié et conduit vers l'innovation que ces dernières années. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de soutenir l'émergence et le développement d'entreprises technologiques innovantes opérant au Luxembourg dans le cadre d'une politique d'économie nationale.



Exemples

Hongrie



RELANCE DE L'USINE D'HABILLEMENT À TORNALA À L'AIDE DU STYLISME HONGROIS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Hongrie – République slovaque

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Hongrie

Investissement total :
312 120 EUR

Investissement de l'UE :
252 037 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du projet était de réduire le chômage et l'intolérance sociale et de créer des emplois pour la population socialement défavorisée. Un autre aspect était la promotion de la culture rom.

Contexte du projet

La marque Romani a commencé comme un programme d'intégration professionnelle qui a réalisé d'importantes activités éducatives dans l'intérêt de l'émancipation de la jeunesse rom et des femmes roms.

Le programme de formation était axé sur des compétences spécifiques liées à la mode, par ex. la coupe, couture, conception de vêtements, mais aussi des aptitudes de base telles que compétences sociales et formation professionnelle.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Bâtir des ponts entre les cultures à travers la mode peut vaincre les stéréotypes.

« La mode signifie la même chose pour moi que les mots pour les écrivains et les couleurs pour les peintres. À travers mes vêtements, je peux exprimer ma propre identité et créer le monde que j'aime. »

Styliste

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Il était difficile de sélectionner les participants au programme de formation car le nombre de candidats était plus élevé que prévu. Le niveau de connaissance des participants était différent.

Quelqu'un était débutant, d'autres avaient de l'expérience et souhaitaient se développer. S'agissant des filles et des femmes roms et non-roms, éduquées et "non éduquées", le tutorat, l'encadrement et l'organisation de programmes communautaires étaient très importants.

Une diversité culturelle des participants.

Le mentorat personnel, le développement individuel et le soutien ont aidé à résoudre ces problèmes.

« La marque Romani offre à ces femmes non seulement des emplois, mais également une motivation et une perspective. »

Styliste



L'idée sous-jacente au projet était d'aider les femmes au chômage exclues du marché du travail et victimes de discrimination sur le marché du travail en raison de leur identité Rom ou de leur famille et de leur statut social.



DÉVELOPPEMENT D'AUTOBUS HYBRIDES ÉLECTRIQUES



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Sud de
la Grande Plaine hongroise

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Hongrie

Investissement total :
2 619 767 EUR

Investissement de l'UE :
1 307 449 EUR

Objectif principal

L'objectif principal était d'identifier les solutions permettant de répondre à la demande croissante d'autobus et d'optimiser les coûts tout en préservant la production locale.

Contexte du projet

Chaque ville a besoin d'une solution spéciale pour développer ses systèmes de transport en commun. Le développement du bus Modulo a repris la production de bus en Hongrie, offrant de nouveaux types de bus urbains respectueux de l'environnement, tels qu'un bus à gaz naturel comprimé, un trolleybus et un bus hybride ou électrique, plus un chargeur.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Des solutions énergétiques innovantes et respectueuses de l'environnement ont rendu le projet plus durable.

« Les coûts d'exploitation des bus hybrides électrique/combustion sont inférieurs de 40% par rapport aux autobus classiques à carrosserie en acier. »

Fabricant

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Peut-on créer une version de bus urbain avec une capacité de 45 à 85 passagers avec cinq modules standardisés permettant des coûts d'usinage minimales ?



« En raison de son poids considérablement réduit et de ses solutions de propulsion respectueuses de l'environnement, l'impact des bus Modulo sur l'environnement est considérablement réduit et la propulsion entièrement électrique ne produit pas d'émissions. »

Fabricant



L'idée sous-jacente au projet était de rendre le système de transport optimisé à Budapest plus durable et plus rentable, mais aussi de commencer la production des véhicules "propres" en Hongrie, renforçant ainsi l'économie hongroise.



DÉVELOPPEMENT CULTUREL, TOURISTIQUE ET INSTITUTIONNEL DU NAVIRE A38



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Hongrie centrale

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Hongrie

Investissement total :
1 259 101 EUR

Investissement de l'UE :
909 553 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était d'étendre l'A38, un centre culturel populaire, et d'agrandir l'espace en utilisant le second navire.

Dans le droit fil des efforts de redonner aux transports en commun sur le Danube leur lustre d'antan, cette extension du navire est également munie d'installations permettant aux navires de s'amarrer.

Contexte du projet

L'extension du navire offre la possibilité d'organiser toute une gamme d'événements culturels avec le programme international.

Ses salles intéressantes et bien équipées offrent une grande opportunité pour organiser des soirées mondaines, des événements d'entreprise et des réunions amicales.



CONCLUSION ESSENTIELLE

L'A38 propose toute une gamme de programmes culturels internationaux pour exprimer l'importance des valeurs européennes modernes et traditionnelles. Le réaménagement de la forme historique des traditions de transport en reliant un bateau moderne à un ancien cargo de transport de pierre, l'A38 a créé un monde unique en matière de conception architecturale, qui est également devenu une icône de la vie culturelle de Budapest.

« Le nom vient de la désignation du prototype de navire Artemovsk, ce navire étant le 38ème œuvre de la série "Artemovsk". »

Chef de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Pour les résidents locaux, il était toujours très important d'avoir un contact direct avec le Danube. Du fait de l'aménagement urbain et du développement, le trafic routier sur le quai empêche l'accès à la rivière.

« Nous pensons que le navire A38 peut montrer l'exemple aux autres, de manière comment contribuer à faire du Danube un espace de vie accessible à tous. »

« Le navire A38 est un endroit ayant une certaine attitude. »

« La vision est de devenir un lieu ouvert à la culture, excitant et dynamique dans une ville ouverte, excitante et dynamique. »

Directeur exécutif



L'idée sous-jacente au projet était de transformer l'ancien cargo ukrainien en un espace multifonctionnel dans l'un des endroits les plus ravissants de Budapest.



Exemples

Malte

INSTALLATION D'UNE USINE DE TRAITEMENT BIOMÉCANIQUE DES DÉCHETS SOLIDES DANS LE NORD DE MALTE



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel : Investir dans la compétitivité pour une meilleure qualité de vie

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Malte

Investissement total :
59 243 056 EUR

Investissement de l'UE :
26 700 334 EUR

Objectif principal

L'objectif général du projet est le traitement des déchets urbains solides, qui ne seront pas traités à l'usine de traitement des déchets de Sant'Antnin, combiné au traitement des déchets animaux (le fumier).

Contexte du projet

Sans augmenter des capacités de traitement et de liquidation des déchets, en particulier pour les déchets municipaux en mélange, Malte ne sera pas en mesure d'atteindre certains des objectifs quantitatifs définis dans les directives européennes en matière des déchets, notamment ceux de la directive de l'UE sur la mise en décharge des déchets.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Le rôle important joué par l'usine de traitement biomécanique des déchets dans la valorisation durable des déchets, reposant sur traitement massif et sûr des déchets organiques, apportera à Malte de grands bénéfices.

« La plupart des gens ne comprennent pas le processus de gestion des déchets et s'ils ne le comprennent pas, ils ne se sentiront pas responsables de l'élimination responsable des déchets ».

Chef de projet principal

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'un des plus gros problèmes est qu'à l'heure actuelle Malte est en pleine expansion industrielle et que beaucoup de sous-traitants ont tellement de travail qu'il est difficile de trouver les bonnes personnes, car elles ont toutes un emploi.

Même la mer peut être un problème si vous avez des partenaires étrangers, car tout ce qui va et vient à Malte doit passer par bateau.

« La valeur ajoutée est que nous réduisons la quantité de déchets envoyés à la décharge, empêchant ainsi l'occupation d'un autre bout de terrain en plus. En outre, nous pouvons améliorer nos pratiques de gestion des déchets. »

Chef de projet principal



L'idée sous-jacente au projet était la nécessité de disposer d'une installation de traitement mécanique capable de traiter les déchets restants au lieu de les envoyer directement à la décharge.

ÉTABLISSEMENT DE TRANSPORT ET DE RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS SUR L'ÎLE DE GOZO



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel : Investir dans la compétitivité pour une meilleure qualité de vie

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Malte

Investissement total :
9 952 586 EUR

Investissement de l'UE :
6 040 892 EUR

Objectif principal

L'objectif global du projet est d'améliorer la gestion des déchets à Gozo en construisant une installation couverte et contrôlée pour la réception, le tri, le traitement, le stockage temporaire et le transport plus efficace de déchets produites sur des îles de Gozo et de Comino, tout en capturant et en traitant toutes les émissions avant leur entrée dans l'environnement.

Contexte du projet

L'accumulation de déchets et la concentration de polluants résultant de l'augmentation de la production de déchets entraînent une détérioration de la qualité de l'environnement, et donc le déclin du bien-être et de la prospérité de la population. Si les déchets ne sont pas traités conformément aux normes établies, le danger pour la santé de la population dégrade à la fois la communauté et la prospérité économique avec des conséquences sur la productivité économique.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une infrastructure de gestion des déchets adéquate est cruciale pour assurer la protection de l'environnement.

« La croissance économique repose sur la transformation des ressources naturelles en produits et services, ce qui implique une utilisation accrue de ces ressources. Pour cette raison, la croissance économique tend à être associée à une production accrue de déchets. »

Chef de projet principal

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'œuvre a été construit dans localité de première catégorie avec un impact visuel important. Wasteserv a utilisé une carrière abandonnée pour construire l'œuvre afin de réduire l'impact sur la zone et en retour il a exploité un emplacement négatif.

Les limites de la carrière ont défini l'espace disponible pour la construction et l'exploitation.

« Une gestion appropriée des déchets est nécessaire pour maintenir une industrie du tourisme saine, dont dépend l'économie maltaise. »

Chef de projet principal



L'idée sous-jacente au projet concerne la gestion appropriée des déchets solides sur les îles maltaises, en particulier sur l'île de Gozo. Certaines améliorations ont été apportées ces dernières années, mais des interventions supplémentaires sont nécessaires pour assurer la durabilité de ce secteur.

PROJET NATIONAL DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Investir
dans la compétitivité pour une
meilleure qualité de vie

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Malte

Investissement total :
60 100 000 EUR

Investissement de l'UE :
43 100 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de développer une approche intégrée de la gestion des eaux pluviales torrentielles et de la vallée tout en atténuant les effets négatifs croissants du changement climatique sur les zones urbaines particulièrement sensibles aux crues éclair.

Contexte du projet

Une partie du projet consistait à construire un réseau de canaux et de tunnels souterrains et à reconstruire plusieurs ponts permettant d'améliorer le déversement des eaux de crue dans la mer. Il s'agit des tunnels construits sur une longueur de 16 km, équipés de rampes d'accès, de 3,1 km de grands canaux et de la reconstruction de trois ponts routiers. La réduction du risque des inondations concerne neuf localités différentes avec cinq composantes du projet.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une limitation des risques accrus pour la vie et biens et la régulation des dommages causés par les crues éclair réduisent la vulnérabilité au changement climatique.

« Nous cherchons à réduire l'impact des crues éclair sur la population et les zones urbaines et à créer un cadre pour le stockage de l'eau, dans la mesure de la faisabilité. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le principal problème rencontré lors de la mise en œuvre du projet était que les zones touchées par les tempêtes et les inondations étaient très fortement urbanisées.



« Nous avons constaté que la réutilisation des eaux de pluie du projet lui-même n'était pas économiquement réalisable, car la quantité d'eau que nous avons collectée était limitée aux quelques événements qui se sont produits. Stocker, traiter et réutiliser une telle eau est très coûteux, même l'exploitation comme telle, car vous devez doubler votre infrastructure. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était un lien avec graves inondations en 2003, lorsque le gouvernement maltais a décidé de résoudre les problèmes posés par l'écoulement incontrôlé d'eau dans les rues en adoptant une décision visant à contrôler et à réguler les eaux de crue consistant à récupérer de l'eau et autant que possible promouvoir la réutilisation de l'eau de pluie.



Exemples

Allemagne



UN MONUMENT HISTORIQUE DEVIENT UN SYMBOLE D'UNE NOUVELLE ÈRE DANS LA RÉGION DE LA RUHR, EN ALLEMAGNE

Dortmunder U



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Emplois, croissance économique
et investissement

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Allemagne

Investissement de l'UE :
46 500 000 EUR

Objectif principal

Le nouveau centre d'art et de créativité - Dortmund U - met en évidence le potentiel d'innovation de la ville et de la région et sa volonté de changer des choses. Le centre repose sur une collaboration entre différents utilisateurs du bâtiment Dortmund U.

Contexte du projet

L'objectif du projet est de développer la ville dans le but de poursuivre sa transformation prospective en matière de développement urbain et de culture.

Historiquement, le bâtiment a été construit il y a plus de 80 ans. Il a principalement servi à l'ancienne brasserie de Dortmund Union Brauerei, d'où provient le U lumineux sur le toit. Le bâtiment Dortmund U est une légende vivante et l'avenir.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La tour U de Dortmund est devenue un centre important et un moteur du changement structurel de la région de la Ruhr, de l'industrie lourde à une région où la recherche et la science, la créativité et la culture sont les ressources les plus importantes.

« La U est le lieu où la communauté créative locale peut rencontrer des créatifs du monde entier. »

Membre de l'équipe de projet

La tour U a insufflé une nouvelle vie à tout le quartier

La zone autour de la tour U de Dortmund a longtemps souffert des effets de la désindustrialisation, tels que des bâtiments abandonnés et le manque d'investissements.

« Parlant du projet U, nous avons investi non seulement dans les briques et le mortier, mais aussi dans les idées créatives et donc dans l'avenir de la région. »

« "U" symbolise Union, Unicité, Upgrade de l'architecture et Urbanisme. »

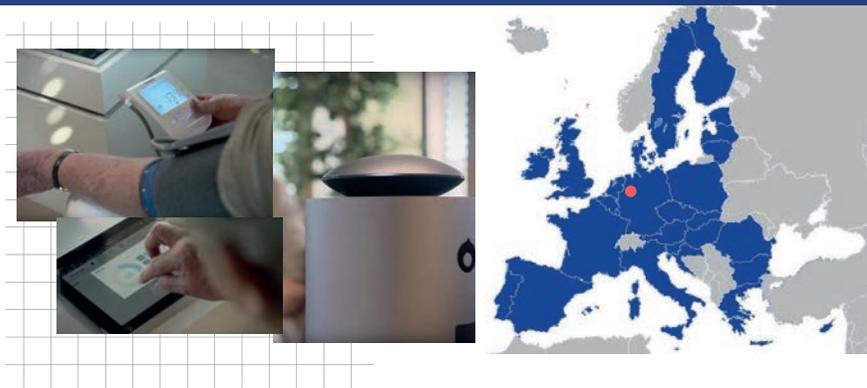
Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de revitaliser le site impressionnant d'un ancien bâtiment industriel et lui donner une seconde vie.



FORCE D'UN SERVICE INTELLIGENT



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Nordhein-Westphalie

Période de programmation : 2016-2020

Pays : Allemagne

Investissement total :
2 808 606 EUR

Investissement de l'UE :
1 404 303 EUR

Objectif principal

Le projet vise la numérisation intelligente reliant différentes sources de données afin de prendre en charge l'âge d'une technologie adéquate.

Un autre objectif du projet était de développer le concept d'utilisation de données différentes tout en respectant la protection et la sécurité des données.

Contexte du projet

La surveillance a été principalement effectuée au moyen d'un pendentif sur le corps, qui transmettait les données à travers les capteurs. La « méthode classique » consistant à les porter autour du cou ou des bandes sur les bras a échoué. Le consortium de logiciels VIVAI a donc décidé de placer des capteurs à domicile. L'analyse logicielle basée automatiquement sur des méthodes de données volumineuses et techniques d'apprentissage automatique détecte les écarts par rapport au mode de vie quotidien normal d'un ménage qui repose sur une observation à long terme. Il réagit indépendamment de l'activité des membres du ménage.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le plus important est de créer un climat de confiance, car nous travaillons avec des données très sensibles. Nous avons besoin d'une nouvelle approche éthique pour l'utilisation des données personnelles.

« Ce projet nous aide à convaincre les villes et communes, les services de soins infirmiers, les compagnies d'assurance maladie, les coopératives de logement, et surtout, les personnes âgées et leurs proches, qu'une technologie intelligente peut constituer une part importante de leur solution. »

Directeur du développement des affaires

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le projet a dû faire face à de nombreuses difficultés techniques, par exemple lorsque des capteurs ont soudainement disparu du marché ou lorsque des appareils, des logiciels et une agrégation intelligente de données provenant de différentes sources étaient incompatibles.



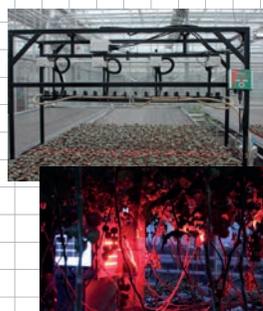
« La plus grande innovation a été faite dans l'intégration de données en enregistrant, en collectant et en analysant des données. »

Directeur du développement des affaires

L'idée sous-jacente au projet était le fait que la population européenne vieillit considérablement et que le projet Force d'un service intelligent cherche à permettre aux personnes âgées de rester dans leur environnement familial en toute autonomie pendant plus longtemps.



SYSTÈME GEZONDE KAS / UNE SERRE SAINNE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Pays-
Bas - Allemagne

Période de programmation : 2007 –
2013

Pays : Allemagne, Pays-Bas

Investissement total :
10 163 600 EUR

Investissement de l'UE :
3 966 037 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de créer un tout nouveau système intégré de protection des cultures pour les serres modernes, qui détecte la présence de parasites et de maladies avant que les symptômes ne se manifestent, soutient la prise de décisions et qui permet l'application des mesures nécessaires avec un minimum d'utilisation de préparations chimiques.

Contexte du projet

Les modules du système Gezonde Kas comprennent un équipement de balayage ADN et un traitement automatique des images, ainsi que des outils logiciels, des stratégies de contrôle biologique et des techniques de pulvérisation de précision.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La détection ponctuelle n'en vaut pas la peine si vous ne savez pas quoi faire des connaissances qu'elle vous fournit. La valeur ajoutée réside dans la combinaison d'un cycle répété d'étapes : la détection, l'interprétation des données, l'intervention. La force de ce projet réside dans l'association de différentes disciplines scientifiques.

« Auparavant, le jardinier devait croire en ses propres yeux pour savoir si la plante était en bonne santé ou non. Ce travail est maintenant pris en charge par un équipement de haut niveau technique. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Les bénéfices économiques, environnementaux et sanitaires du système de Gezonde Kas ont été clairement démontrés déjà au cours du projet, certains de ses éléments sont appliqués par les producteurs.

Toutefois, certains doivent être spécifiquement optimisés pour offrir aux producteurs des solutions sur mesure, ce qui nécessite des recherches supplémentaires.

En outre, les producteurs hésitent à acheter l'ensemble du système Gezonde Kas, parce qu'il s'agit d'un investissement relativement important.

« J'ai vraiment aimé travailler avec des collègues transfrontaliers qui travaillaient dans plusieurs domaines différents. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet concernait les exigences croissantes en matière de qualité, la réduction des émissions et les exigences visant à réduire au minimum les produits chimiques de protection des cultures. En outre, la lutte contre les parasites et les maladies dans les grandes serres modernes a rendu les choses beaucoup plus difficiles pour les producteurs.



Exemples

Pologne

PROJET DE TRANSPORTS URBAINS À GDANSK

Étape IV



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Infrastructure et environnement

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Pologne

Investissement total :
124 138 944 EUR

Investissement de l'UE :
65 733 560 EUR

Objectif principal

La quatrième étape du projet visait à construire des lignes de tramway à deux voies avec l'infrastructure associée, y compris un nœud de correspondance entre autobus et tramway et un parking pour véhicules à moteur et vélos. Le projet comprend également la construction d'abris pour passagers et de panneaux d'information aux arrêts des transports en commun.

Contexte du projet

L'étape 4 fournit un soutien supplémentaire au développement des transports publics à faible émissions de CO2. Elle a contribué à réduire les embouteillages et à assouplir le trafic routier, éliminant ainsi l'impact négatif des transports sur l'environnement, en particulier la pollution sonore et atmosphérique. En outre, le projet permet l'adaptation du système de transport urbain aux besoins des personnes à mobilité réduite, utilisant les tramways à plancher bas par exemple.

CONCLUSION ESSENTIELLE

L'attractivité de l'utilisation des transports en commun vient en augmentant leur sécurité, confort et qualité.

« Ce projet a permis de moderniser la plupart des tramways et de construire de nouvelles lignes de tramway dans de nouveaux quartiers de la ville. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le projet a été mis en œuvre presque sans difficulté. Le seul problème était que le nœud de correspondance au bout d'une ligne se situait près de la zone habitée. Les gens craignaient que les boucles de retour n'augmentent le bruit dans ces zones.



« Aujourd'hui, les gens peuvent compter sur les transports en commun. Dans le passé, lorsque les tramways n'étaient pas en bon état technique, il arrivait qu'ils ont déraillé, ce qui entraînait des retards. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était d'améliorer à long terme la qualité et la performance du système de transports en commun de Gdansk.

PROJET D'EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DE GDANSK

Phase 1 et 2



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel :
Infrastructure et Environnement

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Pologne

Investissement total :
86 210 302 EUR

Investissement de l'UE :
40 882 315 EUR

Objectif principal

Le projet comprend des mesures visant à améliorer la qualité et la gestion de l'eau potable ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées dans la ville de Gdansk afin de se conformer aux directives de la CE. Le projet a jusqu'à présent été mis en œuvre en deux phases. Dans la nouvelle période de programmation, toutefois, le financement de la troisième phase a déjà commencé.

Contexte du projet

La société de distribution d'eau et d'assainissement de Gdansk représente la ville de Gdansk en tant que propriétaire des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Gdansk. Les principaux objectifs du projet sont d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau de la ville et d'augmenter le niveau de couverture en assainissement urbain. Cependant, l'extension du réseau d'égouts a accru la quantité de boues d'épuration à traiter.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Le projet a élargi l'accès aux réseaux d'assainissement urbains à Gdansk et a permis de garantir la qualité de l'eau potable, qui est désormais conforme aux normes et réglementations nationales et européennes, mais il a également résolu le problème des boues d'épuration.

« Nous agissons pour obtenir une eau potable de haute qualité et une évacuation des eaux usées respectueuse de l'environnement. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Certains obstacles ont été rencontrés lors de l'application et concernant le gestionnaire du réseau, une société privée française, qui a posé quelques problèmes.

Il était nécessaire d'expliquer que le secteur privé n'a aucune possibilité d'être le bénéficiaire des fonds, de sorte que les recettes étaient uniquement destinées au public.

« Dans le cadre du projet, nous avons construit une usine de traitement des boues d'épuration près de l'entreprise de traitement des eaux usées de Gdansk-Est, ensemble avec un établissement de production de "l'énergie verte" à partir de biogaz (une combinaison chaleur/électricité). »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de respecter les engagements compte tenu de la nécessité d'adapter le développement des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement au développement dynamique de la ville, ainsi que de résoudre le problème de la gestion des boues d'épuration.



Exemples

Portugal



PARC SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE PORTO

UPTEC



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Programme opérationnel régional du Nord

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Portugal

Investissement total : 22 000 000 EUR

Investissement de l'UE : 15 400 000 EUR

Objectif principal

UPTEC a été conçue pour induire, à long terme, un changement structurel du système d'innovation de la région du Nord.

L'objectif du projet est de soutenir la création et le développement de projets d'entreprise dans des disciplines scientifiques, des technologies et des arts individuels, afin que l'université partage les connaissances avec le marché.

Contexte du projet

L'Université de Porto, le plus grand institut de recherche au Portugal, a créé l'UPTEC afin de répondre à certains des défis de la région : le chômage, la fuite des cerveaux et les industries traditionnelles axées sur l'exportation.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La proximité de l'université et de la masse critique qualifiée était la marque du projet.

« L'UPTEC a soutenu plus de 550 projets. Le projet a créé plus de 2 700 emplois hautement qualifiés et il a contribué ainsi à la croissance économique de la région. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le principal défi de l'UPTEC était de changer la mentalité de la région en faveur d'une approche transdisciplinaire de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la créativité. Et les possibilités d'apporter les connaissances académiques aux entreprises.

« La valeur ajoutée la plus importante pour la région était la contribution à une économie à forte intensité de savoir. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était devenir un parc scientifique et technologique de classe mondiale qui contribue au développement d'une nouvelle forme économique, plus transparente, plus éthique et durable.



INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INNOVATION EN SANTÉ

i3S



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Programme opérationnel régional du Nord

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Portugal

Investissement total : 20 561 006 EUR

Investissement de l'UE : 17 476 855 EUR

Objectif principal

Le projet avait pour objectif de promouvoir la transformation économique et la coopération internationale dans le domaine des sciences et des technologies de la santé et de la vie, afin d'améliorer la santé et la qualité de la vie des personnes.

Contexte du projet

Le Centre i3S est composé de trois instituts de recherche de l'Université de Porto : l'Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire, l'Institut National d'Ingénierie Biomédicale et l'Institut de Pathologie et d'Immunologie Moléculaire.

Le projet i3S a créé un centre de recherche à la pointe de la technologie et un réseau partagé de connaissances et de ressources offrant des synergies accrues entre les trois instituts, sans duplication ou perte d'efficacité. Le Centre soutient également la formation continue de scientifiques au plus haut niveau et l'introduction stable des résultats dans la pratique afin de relever les défis actuels et futurs de la société.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La possibilité de partager des connaissances et des installations avec des hôpitaux régionaux modernisés peut combler le fossé entre la recherche et la pratique clinique.

« L'excellence scientifique et la santé en tant que priorité de recherche sont les piliers d'i3S. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Etant donnée la nature différente et complémentaire des trois instituts regroupés par l'i3S, le principal défi de la mise en œuvre du projet a été l'alignement scientifique et technologique de tous les groupes de recherche du consortium en vue d'accroître la compétitivité et la production scientifique, ainsi que la consolidation de la position du nouvel institut dans l'écosystème international de recherche et d'innovation dans le domaine de la santé.

« Une large participation des écoles, des instituts de recherche et des hôpitaux aux activités de recherche est unique au Portugal et constitue également un atout précieux pour le développement scientifique et technologique. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était l'intention de créer un groupement d'établissements qui conduira à des améliorations dans le secteur de la santé dans le nord du Portugal, tout en soutenant la création d'emplois, l'éducation et l'internationalisation.



NOUVEAU TERMINAL POUR LES NAVIRES TRANSOCÉANIQUES DANS LE PORT DE PORTO-LEIXÕES



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Programme opérationnel régional
Nord du Portugal

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Portugal

Investissement total :
45 541 041 EUR

Investissement de l'UE :
25 495 826 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était d'améliorer l'efficacité commerciale du port en maximisant l'attractivité de l'activité de navigation en tant que segment à fort potentiel de croissance et d'une meilleure intégration urbaine.

Contexte du projet

Le terminal pour les navires transocéaniques de Porto est le plus grand projet jamais inauguré qui ouvre le port de Leixões à la ville et fait de ce port une importante entrée de Porto et de la région du Nord, augmentant le nombre de navires transocéaniques et de passagers à Leixões.

L'œuvre est basé sur la synthèse de plusieurs mouvements et flux du bras menant au navire, un autre menant à l'arc de l'embarcadère sud du port, un autre à la ville et enfin le quatrième tombant à l'intérieur de la rampe hélicoïdale reliant les activités internes dans un espace avec une hauteur quadruple.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le terminal pour les navires transocéaniques de Porto est un œuvre multifonctionnel unique en son genre dans le monde. C'est un prolongement et extension de la ville de Porto, une région inaccessible auparavant et ouverte désormais à toute la communauté.

« Le terminal pour les navires transocéanique de Porto est déjà une icône de la région, un chef-d'œuvre qui a complètement transformé le littoral de la région du nord du Portugal et a déjà remporté de prestigieux prix nationaux et internationaux pour l'architecture. Cette œuvre architecturale innovante a été conçue par l'architecte Luís Pedro Silva. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

La plus grande difficulté réside dans la complexité de la gestion d'un œuvre avec différentes valences. Outre le terminal pour les navires transocéaniques ouvert aux visiteurs et aux grands événements, il y a l'Université de Porto accueillant 200 chercheurs et étudiants par jour. Et tous ceci 700 mètres de la mer.



« Se trouvant en première ligne de l'océan Atlantique, le terminal pour les navires transocéanique de Porto bénéficie d'un emplacement idéal pour relier la Méditerranée et l'Europe du Nord. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était le fait que les installations portuaires étaient insuffisantes pour accueillir la capacité moyenne des navires et des passagers.





Exemples

Autriche



STRATÉGIES DE RÉDUCTION ET DE TRAITEMENT DES DÉCHETS ALIMENTAIRES EN EUROPE CENTRALE

STREFOWA



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Europe centrale

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Autriche, République tchèque, Hongrie, Italie, Pologne

Investissement total :
2 363 175 EUR

Investissement de l'UE :
1 938 349 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est de trouver et de transmettre de nouvelles idées sur le gaspillage alimentaire afin de réduire la quantité de déchets alimentaires ou bien de les traiter de manière plus efficace et plus utile.

Contexte du projet

STREFOWA est un projet stratégique international visant à éviter le gaspillage alimentaire inutile dans cinq pays sélectionnés.

Il s'agit des activités pilotes ciblées sur les exploitations agricoles et les écoles, les ménages, les supermarchés et sur les hôtels, expérimentant des solutions innovantes, de la mise au point d'instruments appropriés et d'une formation pratique pour différents secteurs permettant de prévenir activement le gaspillage alimentaire pendant le processus "de la ferme à la fourchette". Ce projet porte sur chaque élément de la chaîne alimentaire et expérimente également de nouvelles méthodes de collecte et de traitement des déchets alimentaires.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Du point de vue de l'économie circulaire, il est nécessaire de réduire les pertes alimentaires produites sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

« Jusqu'à 45% des légumes produits sont éliminés en tant que déchets. »

« Environ 30% des aliments finissent par être jetés au cours de la chaîne d'approvisionnement. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Au départ, déjà au cours du premier exercice, le projet a perdu l'un des partenaires qui a réalisé tout ce travail administratif à effectuer pendant le projet.



« Dans le cadre du projet STREFOWA, les partenaires du projet mènent une campagne de sensibilisation dans le but de réduire les déchets alimentaires en Europe centrale. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de fournir un aperçu des faits pertinents ainsi que des meilleures pratiques et initiatives visant à réduire le gaspillage alimentaire en Europe.



RÉSEAU D'ÉDUCATION SMART POUR L'INNOVATION ET ENTREPRISE DANS LES SECTEURS ÉCONOMIQUES ÉMERGENTS DURABLES



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Europe centrale

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Autriche, République tchèque, Allemagne, Hongrie, Italie, République slovaque

Investissement total : 2 004 055 EUR

Investissement de l'UE : 1 560 868 EUR

Objectif principal

Le projet avait pour objectif d'aider les jeunes à acquérir des compétences dans l'entreprise et à créer leur propre entreprise grâce à l'innovation, à la sensibilisation et à l'éducation. Afin de faciliter ce processus, le projet a mis en place des centres d'affaires interrégionaux permanents, appelés "Centres SMART".

Contexte du projet

Le projet i.e. SMART a développé une toute nouvelle approche de l'innovation et de l'entrepreneuriat. L'écosystème européen d'entreprise a commencé par un concours qui cherchait les meilleures idées d'entreprise dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, des industries créatives et de l'économie verte. Les candidats ayant présenté les meilleures idées de chacune des sept régions participantes ont été invités à SMART Campus.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Pour rester compétitives dans une économie en voie de mondialisation, les pays de l'Union européenne doivent renforcer l'excellence de la recherche nationale et accroître leurs capacités d'innovation.

« Grâce au succès du projet, la formation à l'esprit d'entreprise est devenue bien connue dans les sept régions et la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat s'est accrue. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'implication des partenaires politiques dans le projet est toujours un défi majeur. La question est de savoir à quelle phase de la mise en œuvre du projet les aborder. i.e.

SMART les a impliqués dans le projet presque depuis le début, et pourtant il était difficile d'obtenir leur soutien total.



« Chaque enfant a une bonne idée et grâce à ce projet, nous pouvons les aider à développer leurs idées et leurs rêves. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était de créer un réseau d'apprentissage pour relever les défis, comme par ex. le manque d'intérêt pour l'innovation et l'entrepreneuriat, la courte vie des entreprises en démarrage, l'exode des cerveaux démographique et socio-économique.



WIENWIN



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Europe centrale

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Autriche

Investissement total : 1 340 000 EUR

Investissement de l'UE : 671 595 EUR

Objectif principal

La ville de Vienne utilise le budget de ses marchés publics pour soutenir l'innovation et les entrepreneurs locaux en les encourageant à proposer leurs services à la ville afin de permettre à Vienne de devenir un marché leader en matière d'innovation.

Contexte du projet

Le projet WienWin a pour ambition de faire de Vienne une « serre » pour la recherche et l'innovation. Il repose sur un partenariat entre l'agence pour la technologie de Vienne (ZIT) et les autorités administratives de la ville.

Le portail www.wienwin.at contient une base de données permanente avec tous les produits et services innovants disponibles. Lorsque les responsables municipaux sont intéressés par des services et produits innovants spécifiques, les entreprises concernées sont invitées à présenter leurs solutions à titre personnel dans le cadre de « débats municipaux ».



CONCLUSION ESSENTIELLE

L'initiative WienWin est fondée sur une base de données des produits et services innovants proposés par les entrepreneurs et des organismes de recherche viennois. Il s'agit d'un aperçu systématique du potentiel d'innovation de Vienne.

« WienWin est un concept très utile qui peut être adapté à d'autres villes et régions d'Europe. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Il n'y avait pas beaucoup d'obstacles lors de la phase de mise en œuvre du projet.



« En Autriche, les instruments de politique technologique inspirés par la demande sont ancrés dans la stratégie du gouvernement autrichien en faveur de la recherche, la technologie et l'innovation. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était de promouvoir les marchés publics de biens et services innovants, ainsi que les activités en recherche et développement partagées par les administrations municipales, les organismes de recherche locaux et les entreprises innovantes.



Exemples

Roumanie



MODERNISATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE À LA FRONTIÈRE NATIONALE CURTICI - CONSTANTA

Étapes 2 et 3



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel : Grande infrastructure

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Roumanie

Investissement total :
2 070 901 278 EUR

Investissement de l'UE :
1 306 130 096 EUR

Objectif principal

Le projet vise à moderniser la section du chemin de fer à double voie de 141 km traversant la Roumanie. Les améliorations techniques et les ajustements de virages sur la ligne augmentent la vitesse maximale du train à 160 km/h.

Contexte du projet

Les améliorations apportées aux voies ferrées roumaines constituent un élément important du réseau de transport transeuropéen, les chemins de fer faisant partie du corridor oriental-Méditerranée orientale et du corridor Rhin-Danube. Les deux corridors sont stratégiquement très importants pour le transport de marchandises et de passagers.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Investir dans les infrastructures ferroviaires est une opportunité de développement économique pour le pays, qui présente également les bénéfices suivants : la création de nouveaux emplois, des recettes supplémentaires, la croissance de l'économie nationale, une meilleure compétitivité, des avantages significatifs pour la mobilité des clients et l'augmentation du niveau technique.

« Grâce à l'amélioration des chemins de fer, la gestion du trafic de transit en Roumanie s'est considérablement améliorée. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

La procédure d'adjudication est un processus très long, entraînant des retards dans la mise en œuvre du projet. Le projet a également dû faire face à certains changements législatifs.

Un autre obstacle concernait l'expropriation de terrains. Parfois il était difficile d'identifier le propriétaire et de trouver un commun accord quant aux compensations.

« Le projet a également un impact économique sur la région. Au cours du projet, des matériaux originaires de notre pays ont été utilisés et durant la phase de mise en œuvre du projet, nous avons créé de nombreux emplois locaux. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était d'améliorer les infrastructures de transport et de contribuer à réduire le temps de déplacement en termes de possibilité de traverser le pays de la frontière hongroise jusqu'à la mer Noire.

EXTENSION ET MODERNISATION DES SYSTÈMES D'ALIMENTATION EN EAU ET DU TRAITEMENT DES EAUX USÉES DANS LA RÉGION BISTRIȚA-NASAUD

Étape 2



Informations de base

Fonds : Fonds de cohésion

Programme opérationnel : Grande infrastructure

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Roumanie

Investissement total : 13 302 841 EUR

Investissement de l'UE : 8 621 564 EUR

Objectif principal

Le projet vise à étendre les zones disposant d'un service de gestion de l'eau vers des localités actuellement sans eau, où les sources d'eau potable existantes sont en mesure de fournir ce service de manière plus économique. C'est le cas des services de gestion de l'eau à Bistrița, Beclean et Năsăud.

Contexte du projet

Le projet améliore la qualité de vie de la population urbaine vivant dans une zone qui dispose des services d'eau en assurant l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement en quantité et en qualité conformément aux directives européennes n° 98/83 et 91/271. Celles-ci incluent la gestion financière et commerciale, la détection et la prévention des fuites, l'amélioration de la maintenance du service, l'amélioration du service à la clientèle et tous les aspects du respect des principes de protection de l'environnement.

CONCLUSION ESSENTIELLE

La régionalisation des services d'eau par la mise en place d'opérateurs régionaux est considérée comme un élément clé de l'amélioration de la qualité et de l'économie des infrastructures et des services d'eau afin de répondre aux objectifs environnementaux et d'assurer la durabilité des investissements.

« Les nouveaux réseaux avec les extensions des réseaux existants assurent l'assainissement nécessaire et ils couvrent 90% de la zone du projet. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

La situation juridique relative aux terrains nécessaires à l'investissement, des retards dans l'obtention des permis et des approbations lors du processus d'appel d'offres.

« L'un de nos objectifs est de remplacer toutes les usines de traitement des eaux usées qui ne fonctionnent pas par de nouvelles installations régionales capables de desservir, dans la mesure du possible, un nombre maximal d'agglomérations. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de reconstruire les sections clés des réseaux de distribution d'eau potable dans toutes les zones urbaines où des pertes importantes ont été identifiées et de reconstruire les réseaux d'égouts où l'infiltration ou l'exfiltration et une mauvaise intégrité structurelle ont été constatées.

RÉSEAU INNOVANT TRANSFRONTALIER POUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

CONTENT



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Programme IEVP CT Hongrie -
Slovaquie. Roumanie - Ukraine

Période de programmation : 2007 –
2013

Pays : Roumanie, Ukraine, Hongrie,
Slovaquie
Demandeur : Ukraine

Investissement total :
264 317 EUR

Investissement de l'UE :
237 885 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de créer un réseau d'innovation trans-universitaire dans les universités partenaires en Hongrie, en République slovaque, en Roumanie et en Ukraine afin de créer un système efficace de coopération en partenariat avec des entreprises régionales et de transférer des technologies universitaires au marché.

Contexte du projet

Au cours du projet, un atelier de formation (RO), deux écoles d'été (UA et HU), quatre salons technologiques (SK, HU, UA, RO) et une conférence de diffusion (SK) ont été organisés.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Grâce à une excellente coopération des universités partenaires, le projet CONTENT a permis un échange de bonnes pratiques.

« Au cours du projet, un partenaire de l'Ukraine a créé un nouveau site Web en coopération avec d'autres partenaires et de nouveaux liens de coopération ont été établis entre les partenaires. »

Membre de l'équipe de projet roumaine

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Il n'y avait pas beaucoup d'obstacles au cours du projet, mais parfois, rien qu'un problème technique était un défi, comme par ex. des rencontres personnelles avec un partenaire ukrainien (le problème de visa). Pour résoudre ce problème, des solutions ont toujours été trouvées.

« La valeur ajoutée la plus importante est le lien entre les chercheurs et les entreprises, de sorte que l'expérience de la recherche puisse répondre aux besoins des entreprises. »

Membre de l'équipe de projet roumaine



L'idée sous-jacente au projet était de permettre le transfert de technologies dans la région transfrontalière et veiller à ce que les universités partenaires soient prêtes à proposer de nouvelles technologies adaptées aux besoins en évolution des entreprises de la région transfrontalière.



Exemples

Slovaquie



ACHAT D'AUTOBUS ÉCOLOGIQUES À PLANCHER BAS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Infrastructure intégrée

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Slovaquie

Investissement total :
6 735 916 EUR

Investissement de l'UE :
6 399 120 EUR

Objectif principal

Le projet visait à moderniser le parc d'autobus en achetant des véhicules à trois essieux et des bus électriques à plancher bas. Un autre objectif du projet était d'accroître le confort des passagers et l'attractivité des transports en commun, ainsi que de réduire les émissions polluantes et sonores.

Contexte du projet

L'objectif du projet est de compléter et de moderniser le parc d'autobus avec des autobus à plancher bas, respectueux de l'environnement.

L'achat de 9 autobus diesel de 18 mètres répondant aux normes d'émission les plus strictes et de 9 autobus électriques représente une nouvelle tendance innovante en voie de modernisation dans les transports qui met l'accent sur l'amélioration du confort des passagers et la réduction de son impact sur l'environnement.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La mise en œuvre du projet permettra la mise en place d'un système de transports intégré à Košice.

« Les véhicules modernes apportent des bénéfices également aux chauffeurs de bus, car le nombre de défaillances et de correspondances manquées lors du transport de passagers et donc le nombre de situations de conflit sont réduits. Le transporteur profitera principalement de l'augmentation des ventes, de la fiabilité accrue, des coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules neufs moins élevés par rapport aux véhicules plus anciens remplacés. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Au cours de la mise en œuvre du projet, il n'y avait aucun problème susceptible de compromettre la réalisation du projet.



« En synergie avec d'autres projets en cours dans le secteur des transports à Košice, le projet soutient le développement de systèmes modernes de transport de passagers. En même temps, il garantira le développement proportionnel de différents modes de transport et l'amélioration de la sécurité routière. »

Membre de l'équipe de projet

L'idée sous-jacente au projet était d'augmenter le confort des passagers, la fluidité et la vitesse des transports.



FONDS DE PETITS PROJETS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Programme de coopération
Interreg V-A République slovaque-
Hongrie

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Slovaquie, Hongrie

Investissement total :
7 332 186 EUR

Investissement de l'UE :
6 232 558 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du Fonds de petits projets (FMP) est de renforcer la cohésion sociale des régions frontalières en soutenant la coopération locale et d'améliorer ainsi la coopération à long terme entre les acteurs des deux côtés de la frontière.

Contexte du projet

Au cours de la période de programmation 2014-2020 de l'Union européenne, la politique de cohésion est destinée à être le principal instrument d'investissement visant à soutenir les grandes priorités de l'Union inscrites dans la stratégie Europe 2020, à savoir la croissance intelligente, durable et inclusive et les objectifs connexes. La coopération territoriale européenne est l'un des objectifs de la politique de cohésion et constitue en même temps un cadre pour la coopération aux frontières intérieures de l'UE.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La mise en place du FMP permet de soutenir des projets de moindre ampleur.

« Le Fonds de petits projets soutient des activités visant à développer la coopération transfrontalière et à créer de nouveaux liens entre des entités des zones frontalières, par exemple : les échanges culturels, les ressources humaines, les études de planification et de développement, le développement économique, l'environnement, le tourisme et la communication. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

TECT Via Carpatia s.r.o. n'avait pas encore d'expérience avec la mise en œuvre d'un projet similaire. En plus, le cahier des charges FMP n'étant pas disponible avant la mise en œuvre, les documents nécessaires devaient donc être rédigés par les chefs de projet FMP. Toute modification apportée au cours de la préparation de l'appel et après l'annonce de l'appel d'offres devait/doit être approuvée par l'Autorité de gestion, l'Autorité nationale et le Secrétariat technique conjoint. Cela ralentit l'ensemble du processus de la mise en œuvre du projet.

« Dans le cadre du FMP, le pouvoir de décision est délégué au niveau régional, ce qui peut avoir un impact positif sur le développement des régions concernées. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet est de créer un espace pour les candidats disposant de ressources financières limitées leur permettant de réaliser leurs idées de projet.



TRANSMISSION DU SAVOIR-FAIRE AFIN DE FOURNIR DE MEILLEURS SOINS AUX PATIENTS ATTEINTS DE FIBROSE KYSTIQUE DANS LA RÉGION DE TRANSCARPATIE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : ENPI CBC Hongrie - République slovaque - Roumanie - Ukraine

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Slovaquie - Ukraine

Budget total du projet : 121 152 EUR

Subvention ENPI : 99 999 EUR

Partenaire principal : Association slovaque de la fibrose kystique (SACF)

Objectif principal

L'objectif principal du projet était d'améliorer la qualité de vie des patients atteints de fibrose kystique et de leurs familles dans la région de Transcarpatie en Ukraine.

Contexte du projet

La fibrose kystique est une maladie génétique héréditaire rare et incurable qui raccourcit la vie de patients et influence considérablement la qualité de leur vie quotidienne tout comme celle de leurs familles.

Afin d'améliorer la qualité de vie des patients, trois ateliers de formation ont été organisés dans le cadre du projet, l'un à Košice et deux en Ukraine, à l'intention des patients atteints de FK et des membres de leur famille, ainsi que des médecins et du personnel soignant. Tous les trois étaient animés par les meilleurs experts.

Au cours du projet, des dispositifs Flutter et des nébuliseurs ont été achetés pour les patients atteints de FK et un gilet vibreur spécial pour l'hôpital slovaque. L'hôpital ukrainien a pu acquérir l'équipement pour le test à la sueur, le spiromètre, l'oxymètre de pouls et autre équipement.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Grâce au meilleur traitement et aux meilleurs soins, la vie d'un patient atteint de fibrose kystique peut être prolongée ...

« Les connaissances et les expériences acquises par des spécialistes slovaques et ukrainiens dans le domaine du diagnostic, du traitement et de la réadaptation des patients atteints de fibrose kystique sont permanentes. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'Association slovaque de la fibrose kystique est une organisation de patients dont les capacités financières et humaines sont limitées.

Le projet a été initié par un partenaire ukrainien, mais il y avait quelques problèmes de communication quand même. En partie à cause des barrières linguistiques, peu d'expérience avec des projets similaires et donc la difficulté dans l'expression.

Les voyages répétés en Ukraine, en raison de problèmes de visa pour les représentants des partenaires, ont augmenté les coûts de préparation du projet.

« Notre effort était de familiariser les parents avec les soins quotidiens, en mettant l'accent sur les soins à domicile et la réadaptation, sur l'exercice et la nutrition. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet est d'augmenter les compétences et les connaissances professionnelles des médecins, des physiothérapeutes et du personnel soignant dans le domaine du diagnostic, du traitement et de la rééducation.



Exemples

Slovénie



CENTRE D'EXCELLENCE POUR SCIENCES ET TECHNOLOGIES SPATIALES

SPACE-SI



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Renforcement du potentiel de développement régional

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Slovénie

Investissement total : 9 254 218 EUR

Investissement de l'UE : 7 866 085 EUR

Objectif principal

Le projet visait à développer un système complet d'observation de la Terre comprenant un microsatellite moderne, une infrastructure de contrôle au sol, un réseau de traitement automatique des données fournies par satellite et un laboratoire multidisciplinaire pour l'intégration et les essais de systèmes et de composants de satellites.

Contexte du projet

Les activités de recherche de SPACE-SI sont axées sur la télédétection interactive à haute résolution et la mise en place de missions volantes. Des sources de données provenant de missions de petits satellites ont été combinées avec des données des grands programmes spatiaux pour permettre une application fréquente et rentable de la télédétection.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les nouvelles technologies par satellite ont contribué à sensibiliser le public aux avantages environnementaux et socio-économiques potentiels pour la région.

« Il n'y a pratiquement aucun problème socio-économique ou environnemental complexe lié à la surveillance de l'eau, à la production alimentaire et à l'utilisation des ressources naturelles, pour lequel les données d'observation de la Terre ne seraient pas très utiles. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Il y avait divers obstacles dans des différentes phases du programme, mais le principal problème était l'aspect financier du projet. À l'époque, la situation financière de la Slovénie n'était pas bonne et il était donc très difficile d'obtenir un prêt de la banque.

« Nous avons développé la télédétection interactive de haute précision pour obtenir des images multispectrales et des vidéos HD en temps réel. »

Coordinateur du projet

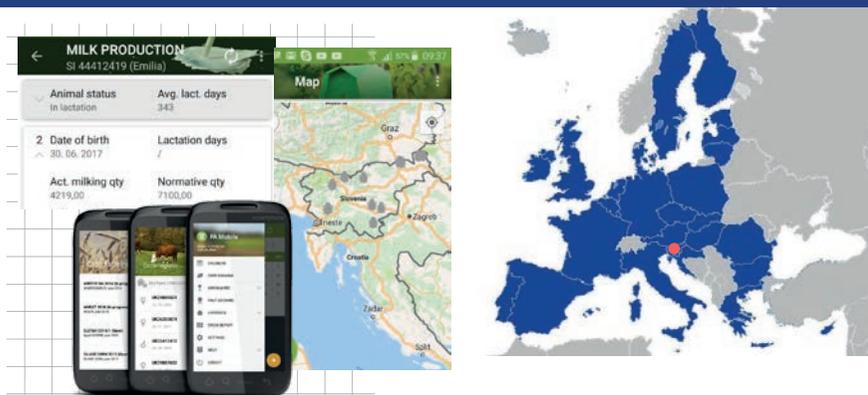


L'idée sous-jacente au projet était de tirer parti des technologies et des moyens d'utiliser de petits satellites quant à l'observation de la Terre, à la météorologie et à l'astrophysique.



APPLICATION MOBILE POUR AGRICULTEURS

LE PAVOT



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Renforcement du potentiel de développement régional

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Slovénie

Investissement total : 347 821 EUR

Investissement de l'UE : 295 647 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était d'intégrer les technologies de l'information et de la communication modernes au secteur agricole et de créer des outils numériques facilitant les activités quotidiennes des agriculteurs.

Contexte du projet

Le projet a d'abord passé par la phase préparatoire avec le prototype et le retour d'informations des utilisateurs testés, ce qui a abouti à une application mobile universelle. Une combinaison de technologie de pointe et d'une interface conviviale a assuré le succès de ce prototype et le lancement officiellement de la production.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le renforcement du statut des agriculteurs grâce à des instruments appropriés les conduit à maximiser leur rentabilité et à être durables sur le plan environnemental.

« Nous proposons aux agriculteurs des produits et des services de pointe pour dynamiser leurs activités agricoles. »



Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Au cours du projet, il a été constaté qu'il y avait un gros problème avec les comptables. Le niveau de connaissance des services de comptabilité pour les agriculteurs était très faible en Europe orientale.



No. of Animals by FADN Categories (sheep/goats)

« L'accès à de bons services de conseil pour les agriculteurs assurera la durabilité du projet et des gains de productivité. »

Coordinateur du projet

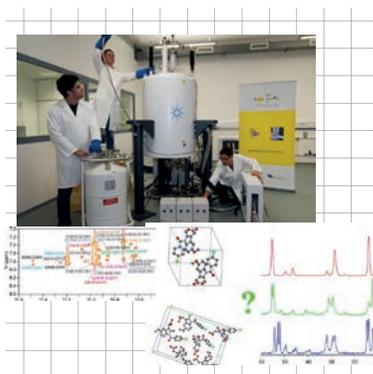
L'idée sous-jacente au projet était de transformer des solutions innovantes en outils utilisables pour accroître l'efficacité des activités des agriculteurs et pour simplifier leurs activités agricoles.





CENTRE DE RMN EXCELLENT – INNOVATIONS FUTURES POUR LES TECHNOLOGIES DURABLES

Centre d'excellence EN-FIST



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Renforcement du potentiel de
développement régional

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Slovénie

Investissement total :
9 970 013 EUR

Investissement de l'UE :
8 474 511 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de soutenir l'excellence dans la recherche et de créer un environnement innovant dans les domaines de la recherche et du développement technologique avec la plus haute priorité.

Contexte du projet

Le centre d'excellence EN-FIST soutient la recherche et le développement d'entreprises dans les domaines de la chimie, biochimie, physique, pharmacie et des sciences interdisciplinaires connexes.

Les activités sont orientées vers le développement et la mise en œuvre de bonnes pratiques et de modèles de collaboration avec des entreprises, permettant le transfert de connaissances vers les produits et services.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le projet soutient le développement d'une économie à faible intensité en énergie et promeut une société à faibles émissions de carbone.

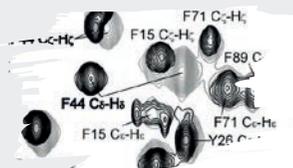
« Nous voulions renforcer des relations internationales afin de faciliter le transfert de connaissances. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Les exigences administratives étaient très élevées. Néanmoins, le plus grand défi était de rendre les unités de recherche durables à long terme.

Nous sommes fiers que le centre de RMN slovène augmente ses capacités et qu'il soit devenu un partenaire attrayant et fiable dans la région d'Europe centrale et dans le monde.



« La plus grande valeur ajoutée pour la région réside dans le renforcement des installations de recherche et la combinaison des forces du monde universitaire et de l'industrie. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de créer des conditions d'un meilleur soutien à la recherche pour les entreprises dans leur activité et d'encourager les scientifiques et les entreprises à travailler ensemble.



Exemples

Royaume-Uni



ADAPTATION DES ESPACES VERTS ET BLEUS POUR LES TERRITOIRES URBAINS ET VILLES ÉCOLOGIQUES

GRaBS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Interreg IVC

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Royaume-Uni

Investissement total : 3 183 000 EUR

Investissement de l'UE : 2 430 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de réduire la vulnérabilité à long terme des communautés dans les zones urbaines vis-à-vis de l'environnement et des dommages socio-économiques liés au changement climatique, avec un accent particulier sur l'occurrence d'inondations et de vagues de chaleur.

Contexte du projet

GRaBS a réuni un réseau de 14 partenaires paneuropéens pour revoir les étapes et les solutions du concept de la ville qui ont donné vie aux infrastructures vertes et bleues, par exemple des toits et murs verts, des allées verdoyantes, plans d'eau et systèmes de drainage durables pour garantir que le développement polyvalent, actuel et nouveau, de la ville soit adapté à l'impact du changement climatique.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Le projet a permis aux autorités locales et régionales de l'Europe d'échanger leurs connaissances et expériences des bonnes pratiques en matière de stratégies d'adaptation au changement climatique.

« Au cours des visites d'étude, les partenaires sont devenus encore plus compréhensifs et conscients des meilleures pratiques en matière de création des zones urbaines résistantes au climat, pour les incorporer ensuite lors de l'élaboration de leurs plans d'action d'adaptation. »

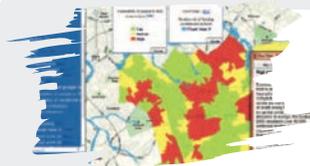
Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le problème au Royaume-Uni était le manque de régions. Au cours de cette période, le gouvernement a changé et le Royaume-Uni n'avait plus de régions pour la planification. Un autre obstacle consistait à acquérir une conscience politique ou une promesse.

« Grâce au projet GRaBS, l'adaptation au changement climatique a été intégrée dans les concepts et la méthode d'action à différents niveaux stratégiques. »

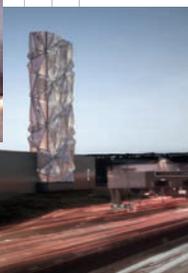
Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était le fait que l'adaptation au changement climatique se concentre souvent sur la biodiversité et la survie de l'écosystème, et que trop peu d'attention est accordée à l'impact des conditions météorologiques extrêmes sur nos villes et à la dévastation économique que cela peut causer.



FONDS VERT DE LONDRES



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Royaume-Uni

Investissement total :
170 000 000 EUR

Investissement de l'UE :
85 000 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet est d'aider Londres à atteindre ses objectifs environnementaux favorisant la création d'infrastructures vertes pour réduire des émissions de CO₂: d'ici 2025, faire de Londres l'une des principales capitales sobres en carbone à et un leader global du financement de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Contexte du projet

Le Fonds vert de Londres est réparti en trois fonds de développement urbain destinés à investir dans l'efficacité énergétique, les déchets et le logement social plus écologique. Le Fonds vert de Londres a été instauré selon un « modèle de fonds à participation ». Il n'a donc pas investi directement dans des projets, mais il a versé du capital à des fonds plus petits destinés au développement de la ville.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Avoir un comité d'investissement indépendant pour gérer le processus, mettre en place une stratégie d'investissement et assurer une prise de décision éclairée.

« Il était important de posséder des compétences et de l'expérience en gestion, mais également de comprendre les besoins en investissements commerciaux et les objectifs de développement économique, tout comme permettre à toutes les parties prenantes de prendre en compte les complications des projets (parfois novateurs) d'infrastructure verte. »

Membre de l'équipe de projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Lors de la préparation du projet, l'un des principaux défis consistait à adapter le Fonds à des réglementations parfois mieux adaptées à l'octroi de subventions.

Au cours de la mise en œuvre, le Fonds vert de Londres devait répondre aux défis posés par les conditions du marché. Les taux d'intérêt pendant la crise économique étaient bas et le secteur public pouvait emprunter à très faible coût auprès de la Commission d'octroi de prêts au secteur public, réduisant ainsi le marché potentiel du Fonds vert de Londres.

«La transition de Londres vers une économie sobre en carbone a déjà créé plus de 2000 emplois. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de créer une solution durable à long terme pour London afin de réduire les émissions de CO₂ de 60% d'ici 2025 et de réduire la quantité de déchets mis en décharge.



RÉSEAUX DE COOPÉRATION INNOVANTE POUR UNE CROISSANCE INTELLIGENTE DE LA VILLE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel :
Améliorer et utiliser l'innovation

Période de programmation : 2007 –
2013

Pays : Royaume-Uni

Investissement total :
1 490 000 EUR

Investissement de l'UE :
750 000 EUR

Objectif principal

Le projet visait à aider les
microentreprises de conception
défavorisées à accéder à un marché global
concurrentiel en stimulant des réseaux
innovants et coopératifs.

Contexte du projet

Le projet a été mis en œuvre avec l'utilisation
de nouveaux médias et d'outils en ligne pour
soutenir la coopération, la création des
modèles commerciaux plus intelligents, la
collaboration avec des professionnels, ainsi
que l'apprentissage pratique.

La coopération intersectorielle entre
partenaires a renforcé le profil du projet et
a directement contribué à son succès.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Il a encouragé la communauté des petites et moyennes entreprises de design tout en créant une culture de l'innovation et de meilleure survie sur le marché concurrentiel.

« En 2013, nous avons intégré les dernières technologies à notre boutique en ligne Hidden Art E-shop, www.hiddenartshop.co.uk, qui associe des dessinateurs et concepteurs avec des amateurs de design du monde entier. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le principal problème rencontré lors de la mise en œuvre du projet était la charge administrative imposée aux employés afin de se conformer à des règles très strictes.



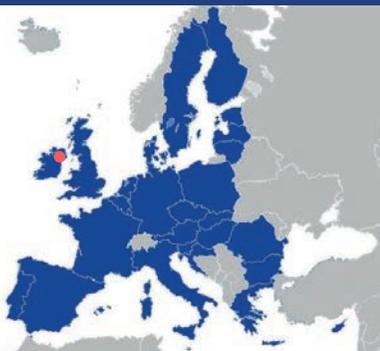
« Depuis 1989, nous avons aidé des milliers de dessinateurs à transformer leur passion en produits et à les mettre en contact avec des amateurs de design qui apprécient leur travail. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était la nécessité d'aider les artisans locaux à acquérir les compétences nécessaires pour vendre leurs produits au niveau local, national et international.



DÉVELOPPEMENT DES COÛTS UNITAIRES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN IRLANDE DU NORD



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Investissement pour la croissance et la création d'emplois
Programme pour l'Irlande du Nord

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Irlande du Nord

Investissement total :
40 000 EUR

Investissement de l'UE :
20 000 EUR

Objectif principal

L'objectif principal était de simplifier l'ensemble du processus de demande, d'administration et de création de rapports. Le résultat est l'introduction d'options simplifiées de reporting des coûts qui simplifient le processus de facturation et de vérification et réduisent le risque d'erreurs en cas de volume important et de transactions de faible valeur.

Contexte du projet

L'allègement du fardeau d'audit lié à la gestion d'un projet financé par le Fonds européen de développement régional a éliminé le principal obstacle pour les entreprises souhaitant participer à la recherche et au développement.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Commencer tôt, appliquer une source dédiée suffisante pour créer des options simplifiées de reporting des coûts. Dès le début, impliquer les auditeurs en tant que consultants.

« N'ayez pas peur d'être courageux, les bénéfices l'emportent de loin sur l'effort initial. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Une certaine incertitude quant au volume et à la période des données nécessaires à l'analyse a retardé la finalisation et l'introduction des coûts unitaires.



« La valeur ajoutée la plus importante pour les régions est une approche beaucoup plus raisonnable de la compilation et de la vérification des revendications. En d'autres termes, les entreprises peuvent faire de leur mieux pour atteindre leurs buts et objectifs. »

Coordinateur du projet

L'idée sous-jacente au projet était qu'en Irlande du Nord, de nombreuses entreprises étaient confrontées à une charge disproportionnée d'audit due aux exigences administratives, ce qui les a découragées de participer à une activité de recherche et développement financée par le Fonds européen de développement régional.



Exemples

Espagne



LIEUX DE TRAVAIL COMMUNS EUROPÉENS EOI



Informations de base

Fonds : Fonds social européen

Programme opérationnel : Emploi, formation professionnelle et éducation

Période de programmation : 2014 - 2020

Pays : Espagne

Investissement total :
4 500 000 EUR

Investissement de l'UE : 80% pour les régions moins développées et en transition, 50% pour les régions les plus développées

Objectif principal

Le projet vise à promouvoir l'esprit d'entreprise et le travail indépendant non salarié en Espagne moyennant la formation, le tutorat et le soutien des idées d'entreprise pouvant avoir une dimension internationale.

Contexte du projet

Le programme international d'entreprises et de pré-accelération s'est concentré sur les entrepreneurs qui bénéficient d'une formation professionnelle gratuite et, le cas échéant, d'un tutorat, tant en ligne que directement dans un centre d'affaires situé dans l'un des États membres de l'UE. À la fin du programme de tutorat, chaque entrepreneur vient avec sa présentation d'entreprise finale qu'il soumet au comité d'évaluation lors de la manifestation de clôture. Cet événement sert aux tuteurs et aux entrepreneurs européens à mener des discussions de groupe et des débats, à échanger les meilleures pratiques de tutorat et à discuter des idées que les participants tirent de l'action.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les lieux de travail communs européens n'auraient pas été possibles sans leurs partenaires européens (les centres d'activité, d'innovation et d'accélération). Grâce à une coopération fructueuse et enrichissante, un grand réseau de tuteurs européens a été créé.

« Le programme européen de lieux de travail communs offre aux entrepreneurs un encadrement sur mesure assuré par des tuteurs internationaux travaillant au centre européen d'innovation/ d'accélération/d'incubation. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Identifier des entrepreneurs espagnols parlant anglais couramment et ayant une idée d'entreprise très claire dans les régions espagnoles moins développées et en transition. Coordonner le réseau de centres d'incubation et d'accélération dans 15 États membres de l'Union européenne.

Gérer la logistique de voyage (50 entrepreneurs, 5 semaines, 15 pays de l'UE).

« Les entrepreneurs doivent vraiment sortir de leurs zones de confort et se plonger dans l'écosystème commercial local des régions de l'UE. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet est de créer un réseau européen de tuteurs pouvant diriger les entrepreneurs vers le renforcement de la stratégie commerciale internationale de leur société nouvellement créée ou bien les inciter à laisser tout simplement leur entreprise se développer vers une dimension européenne plus forte.



VIVES EMPLEA : LE TRAVAIL D'ÉQUIPE POUR L'INCLUSION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE



Informations de base

Fonds : Fonds social européen

Programme opérationnel : Emploi
et inclusion sociale

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Espagne

Investissement total :
8 400 776 EUR

Investissement de l'UE :
5 837 473 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de permettre aux personnes exposées au risque d'exclusion sociale et professionnelle d'accéder au monde professionnel en améliorant leur employabilité et leurs compétences professionnelles.

Contexte du projet

L'Espagne a été durement touchée par la crise économique, en particulier ceux qui ont déjà été confrontés aux défis de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Sachant que ces défis sont influencés par des facteurs tels que le chômage, l'éducation, le logement et la santé, le projet Vives Emplea répond avec un modèle qui augmente l'emploi des catégories de la population les plus touchées par le risque d'exclusion sociale. La méthode repose essentiellement sur la conviction que les individus réussissent mieux lorsqu'ils travaillent ensemble avec d'autres personnes provenant d'un milieu similaire.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une transformation de la société suite à une nouvelle façon de résoudre le chômage. La nouvelle méthodologie avec des résultats très positifs et un impact social important.

« Vives Emplea est un programme qui applique une méthode d'innovation fondée sur le travail en équipe apportant une base de soutien aux activités de recherche d'emploi. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

« Nous croyons fermement aux résultats et à l'impact de notre projet, mais il faut parfois beaucoup de temps pour gagner la confiance du sujet qui soutient le développement du projet. Nous travaillons avec des acteurs locaux afin de disposer d'un site pour le développement du projet, mais parfois, en raison de changements dans la planification de l'espace apportés de leur part, nous avons dû modifier rapidement la localité du projet.

C'est pourquoi nous essayons toujours de multiplier et de diversifier nos alliances au niveau local pour avoir d'autres alternatives. »

« Les participants au projet ont amélioré leurs compétences personnelles, sociales et professionnelles pour changer leur vie, trouver le chemin qu'ils veulent suivre et atteindre leurs objectifs. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de promouvoir le développement personnel et professionnel des participants en améliorant leurs aptitudes sociales et leurs capacités de travail, et de créer des réseaux et des synergies afin de faciliter les processus de ce changement.



MITTIC : MODERNISATION ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE BASÉE SUR LES TIC DANS LES SECTEURS STRATÉGIQUES ET TRADITIONNELS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Coopération transfrontalière
Espagne - Portugal

Période de programmation : 2007 – 2013

Pays : Espagne, Portugal

Investissement total :
1 609 581 EUR

Investissement de l'UE :
1 207 186 EUR

Objectif principal

Le projet MITTIC vise à intégrer les innovations technologiques dans les secteurs économiques stratégiques et traditionnels du sud-est de la péninsule ibérique. Plus précisément, les zones couvertes par le projet sont les régions d'Estrémadure en Espagne et les régions d'Alentejo et de Centro au Portugal, où l'agriculture, la foresterie, les fermes et l'agroalimentaire ont un grand poids économique et social.

Contexte du projet

Le projet était coordonné par le Centre de recherche scientifique et technologique (CICYTEX) et onze partenaires y étaient impliqués. Un ensemble de plusieurs conceptions et outils innovants sont les principaux résultats du projet.

Tous se sont concentrés sur les produits traditionnels et caractéristiques de ces régions hispano-portugaises, comme par ex. la noix de chêne, produits à base de viande, liège, huiles, fruits et légumes.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La création d'une plate-forme web pour les connaissances sur les sources de biomasse dans les régions d'Estrémadure et d'Alentejo a permis de répondre à la demande croissante pour la biomasse en tant que source d'énergie alternative.

« Au cours du projet, des applications logicielles open source, basées sur la technologie des codes QR, ont été développées pour les exploitations fruitières et pour le secteur de traitement du liège et de la pierre naturelle. Leur utilisation permet une meilleure traçabilité de ces produits du moment où l'application fournit des informations sur leur origine et jusqu' à l'achat par l'utilisateur final. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

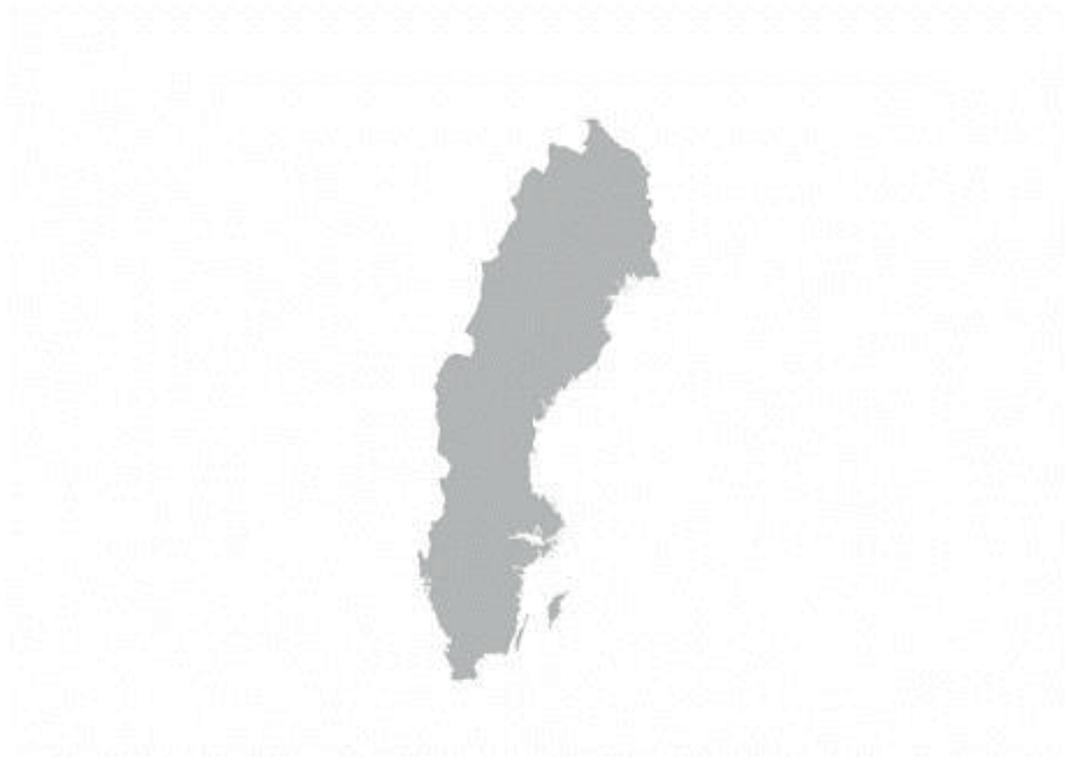
La structure économique de la région révèle une économie faiblement diversifiée sans secteurs industriels forts, où l'agriculture, la foresterie, les fermes et l'agroalimentaire ont un poids économique et social important et constituent principales activités économiques des petites et moyennes entreprises en tant qu'acteurs clés de ces secteurs.

« Une très bonne coopération entre les institutions espagnoles et portugaises a permis de combiner les efforts pour résoudre les problèmes communs de manière multidisciplinaire et intégrative et, d'autre part, de mener des activités à impact économique majeur applicables dans les secteurs manufacturiers. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet est de fournir des solutions technologiques faciles à utiliser qui peuvent servir aux agriculteurs et aux entreprises pour optimiser les procédés de production, améliorer la commercialisation de leurs produits ou sensibiliser davantage les consommateurs en leur fournissant des données sur l'origine et la qualité de leurs produits.



Exemples

Suède



INFRAGREEN



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Suède - Norvège

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Suède

Investissement total : 291 700 EUR

Investissement de l'UE : 163 550 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de développer une infrastructure de charge rapide pour soutenir et faciliter le transport utilisant des véhicules à moteur électriques.

Contexte du projet

Le projet a intensifié l'échange transfrontalier des connaissances sur l'électromobilité et le biogaz en tant que carburant pour les véhicules à moteur en Suède et en Norvège. La Norvège était le leader dans le domaine des voitures électriques et la Suède dans le domaine du biogaz.

Au cours du projet, 122 chargeurs 16A, 14 points de charge rapide et 2 stations-service pour le biogaz comprimé ont été installés. Au cours des deux années du projet, 15 ateliers et séminaires ont été organisés.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Une partie très importante consistait à développer le savoir-faire et à se soutenir mutuellement.

« Comme les essais sont essentiels pour commencer à croire, nous avons offert aux villes et communes la possibilité d'essayer gratuitement des voitures électriques pendant une période d'un mois. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

La technologie étant nouvelle, c'est pourquoi certains chargeurs rapides ne fonctionnaient pas correctement au début. Un autre problème au début du projet était l'absence de certains modèles de voitures électriques.



« Un facteur de réussite essentiel était le timing. Le projet a démarré exactement au bon moment. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de créer un lien routier plus respectueux de l'environnement entre la Suède et la Norvège.



SCANDTICK



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel :
Ôresund - Kattégat - Skagerrak

Période de programmation : 2007 - 2013

Pays : Suède

Investissement total :
1 869 143 EUR

Investissement de l'UE :
515 350 EUR

Objectif principal

Le projet avait pour objectif de promouvoir la coopération sanitaire transfrontalière et de lutter contre l'incidence et la propagation des infections à tiques.

Conclusion essentielle

Le projet a réuni des partenaires suédois, danois et norvégiens pour collecter, étudier et évaluer les méthodes de diagnostic utilisées pour détecter l'encéphalite et la borréliose de Lyme, les maladies causées par des tiques infectées, et pour avoir une idée claire sur la présence et de la distribution de ces tiques.



CONCLUSION ESSENTIELLE

La sensibilisation de la population aux maladies transmises par les tiques a accru le taux de vaccination contre ces maladies.

« Les maladies causées par les tiques infectées sont en augmentation. Puisque les bactéries et les virus ne respectent aucune frontière, il était facile pour tout le monde de comprendre l'importance de ce projet. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'un des obstacles était la législation différente dans les pays partenaires. Un autre obstacle, par exemple, était l'utilisation des méthodes de diagnostic de la méningo-encéphalite provoquée par des tiques infectées complètement différentes d'un pays à l'autre.

« Certaines personnes ne prennent pas cette maladie au sérieux. »

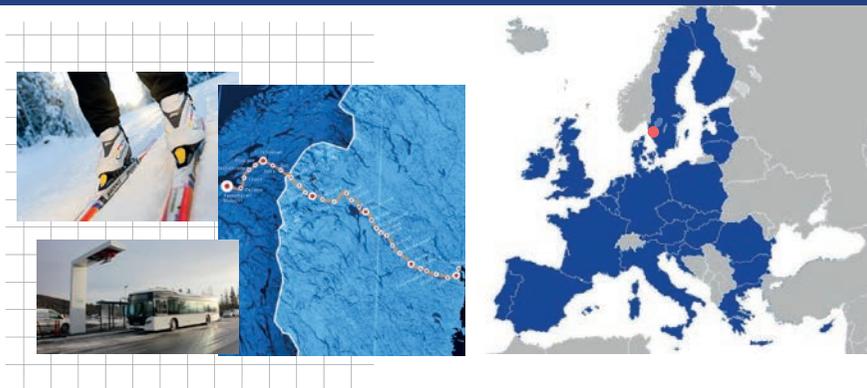
Professeur de microbiologie clinique



L'idée sous-jacente au projet était d'améliorer la mise en œuvre des mesures préventives et formuler des méthodes durables de partage des informations sur les maladies causées par les tiques infectées.



RÉGION VERTE INTELLIGENTE SCANDINAVIE CENTRALE



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Suède -
Norvège

Période de programmation : 2014 -
2020

Pays : Suède

Investissement total :
3 644 000 EUR

Investissement de l'UE :
1 134 000 EUR

Objectif principal

L'objectif du projet était de contribuer au renforcement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises en favorisant l'esprit d'entreprise, en développant des modèles d'affaires et en permettant la création de nouveaux environnements innovants de l'autre côté de la frontière.

Contexte du projet

Le projet est une initiative commune de trois villes : Sundsvall, Östersund et Trondheim. Il permet de voyager entre les côtes utilisant le transport basé sur l'énergie durable, y compris l'infrastructure de rechargement et des stations-service de biogaz.

Le projet Région verte intelligente de la Scandinavie centrale comprend trois volets : le corridor de transports sans combustibles fossiles "l'Autoroute verte", le chemin de pèlerinage à l'extrême nord du monde "les Chemins de Saint Olav" et "la Région de ski".



CONCLUSION ESSENTIELLE

Les projets INTERREG peuvent représenter une plate-forme constructive, transparente et neutre pour la coopération entre le secteur public et les entreprises privées, et même pour le dialogue entre concurrents potentiels afin de définir des objectifs communs lorsque le marché est encore jeune, lui permettant de se développer sans perte de compétitivité.

« Le projet est considéré comme l'une des initiatives phares du programme INTERREG Suède-Norvège des années précédentes. »

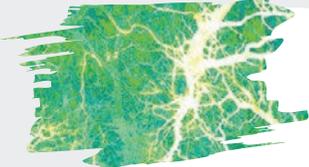
Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'incertitude relative aux conditions de marché à long terme, notamment en raison de procédures législatives lentes ou répressives aux niveaux national et européen, était et reste toujours un obstacle majeur à la transformation en un secteur de transports non fossile dans la région. Les petites et moyennes entreprises en sont bien conscientes et sont préparées à ce changement, mais les marges et les risques sont souvent trop élevés pour pouvoir se permettre des investissements stratégiques.

« Le développement de trois marques fortes, soulignant certaines des forces les plus importantes de la région, et des résultats basés sur la coopération entre villes, petites et moyennes entreprises et autres partenaires du projet montrent que même des régions éloignées et peu peuplées de l'Union européenne peuvent, grâce à une coopération spécialisée, réaliser de grandes choses qui vont bien au-delà de la région. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de relier les régions frontalières et de créer les meilleures conditions pour une région économiquement forte dotée d'un cadre de vie attrayant.



Exemples

Italie

INVESTISSEMENTS STRUCTURELS POUR AMÉLIORER
LE SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE EN SICILE

INSTITUT MÉDITERRANÉEN POUR LES GREFFES ET LES THÉRAPIES HAUTEMENT SPÉCIALISÉES

ISMETT IRCCS



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Sicile

Période de programmation : 2007 -
2013

Pays : Italie

Investissement total :
17 583 417 EUR

Investissement de l'UE :
10 720 922 EUR

Objectif principal

L'objectif principal du projet était d'augmenter le niveau de qualité et d'accroître les capacités de L'Institut méditerranéen pour les greffes et les thérapies hautement spécialisées (ISMETT), qui est le centre de recherche national agréé et fait partie du système de santé publique régional. Deux bâtiments adjacents étaient reliés à l'hôpital d'origine. Le premier est transformé en une clinique moderne pour les patients ambulatoires avec des services de diagnostic. L'autre est équipé de nouveaux lits pour adultes et enfants et relié par un pont futuriste. La capacité en lits d'hôpital est passée de 78 à 114.

Contexte du projet

Les services de santé en Italie sont généralement bons, mais la disponibilité d'équipements modernes et l'accès à des services hautement spécialisés dans le nord et le sud de l'Italie montrent de profondes différences régionales.

CONCLUSION ESSENTIELLE

Grâce à l'excellent travail d'équipe, l'Institut a réussi à mettre en œuvre des améliorations technologiques de haut niveau et à élargir la zone de travail dans la région où les travaux publics ne répondent souvent pas aux attentes ou se bloquent tout simplement.

« En 2009, l'hôpital a obtenu l'accréditation de la Joint Commission International (JCI), l'un des systèmes d'accréditation les plus avancés en matière de qualité et de sécurité des hôpitaux, parmi les premiers dans le sud de l'Italie. L'inspection de nouveaux lieux de travail a eu lieu en 2018. »

Chef du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le plus gros problème était de gérer un grand volume de travaux en pleine exploitation de l'hôpital sans limiter son service clinique. L'effort du personnel technique et clinique était un grand défi, mais couronné de succès.

« Grâce à l'Institut ISMETT, depuis 1999, des patients siciliens souffrant de graves défaillances d'organes peuvent recevoir des soins de haute qualité et une transplantation dans leur propre région sans avoir à se déplacer dans le nord de l'Italie ou à l'étranger. »

Chef de clinique



L'idée sous-jacente au projet était la nécessité de maintenir et d'améliorer les systèmes de santé publique dans les régions méridionales de l'Italie.



NOUVELLE LIGNE FERROVIAIRE À DOUBLE VOIE PALERMO-CARINI



Informations de base

Fonds : Fonds européen de
développement régional

Programme opérationnel : Sicile

Période de programmation : 2007-
2013

Pays : Italie

Investissement total :
294 000 000 EUR

Investissement de l'UE :
210 886 331 EUR

Objectif principal

Le projet concerne la liaison entre Palerme et l'aéroport international Falcone-Borsellino au moyen d'un chemin de fer à double voie électrifié qui doit être réalisé le long des parties existantes du chemin de fer à rail unique, partiellement en surface et partiellement sous terre, comprenant également la modernisation et l'installation de systèmes technologiques le long de la ligne et la gare.

Contexte du projet

La ligne ferroviaire fait partie du Réseau de transport transeuropéen (RTE-T) qui mène de Berlin passant par Rome vers Palerme dans le but d'améliorer les infrastructures à travers l'Europe.

CONCLUSION ESSENTIELLE

L'amélioration des infrastructures de transport facilite la circulation des biens et des services dans tous les États membres de l'UE.

« La nouvelle ligne de chemin de fer à double voie augmente la capacité de transport et passe le message de transports urbains plus propres. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

L'obstacle le plus important était la bureaucratie, en particulier l'obtention de l'autorisation des autorités locales, et non des problèmes techniques. D'un point de vue financier, il est difficile de respecter le calendrier afin d'obtenir la partie suivante de la subvention. Le plus gros problème est la coordination des parties prenantes.

« Dans la phase de mise en œuvre, le projet a créé environ 3000 emplois. »

Membre de l'équipe de projet



L'idée sous-jacente au projet était de relier l'aéroport à la ville, mais aussi de contribuer à la mobilité dans la ville et dans la grande zone urbaine.



NOUVELLE LIGNE DE TRANSPORTS PUBLICS POUR PROMUVOIR LA MOBILITÉ DURABLE À PALERME



Informations de base

Fonds : Fonds européen de développement régional

Programme opérationnel : Sicile

Période de programmation : 2014 - 2023

Pays : Italie

Investissement total : 476 314 157 EUR

Investissement de l'UE : 461 787 651 EUR

Objectif principal

Le projet comporte deux objectifs principaux. Le premier consiste à réduire la congestion du trafic dans la ville et le second consiste à accroître la mobilité des cyclistes et des piétons, ainsi que l'utilisation des tramways.

Contexte du projet

Il est nécessaire d'intervenir au niveau du système de pistes cyclables et d'infrastructures de tramway, de procéder à une restructuration adéquate du transport routier public et d'encourager l'utilisation des parkings souterrains.



CONCLUSION ESSENTIELLE

Il est important de protéger la santé de la population, les monuments historiques et le patrimoine artistique de la ville contre l'agressivité des polluants atmosphériques émis par des véhicules, usines et par des systèmes de climatisation.

« Ces dernières années, Palerme s'efforce d'avancer dans le domaine de la mobilité durable. »

Coordinateur du projet

Principaux problèmes lors de la mise en œuvre du projet

Le démarrage des travaux posera un grave problème de mobilité dans la plupart des quartiers de la ville, ainsi que l'accumulation de poussières polluantes et de bruit générés par le matériel de construction.

« Afin de promouvoir la mobilité durable à Palerme, nous souhaitons créer et construire un réseau de pistes cyclables, en particulier dans le centre-ville historique, capable de fonctionner avec le nouveau système de tramway en construction et d'assurer une sécurité maximale aux piétons. »

Coordinateur du projet



L'idée sous-jacente au projet était de promouvoir un mode de transport « respectueux de l'environnement » et réduire le nombre de véhicules à moteur, les embouteillages et les émissions de gaz d'échappement.

Sources utilisées

1. AHNER, D. 2008. *Kohézna politika 1988 – 2008: Investovanie do budúcnosti Európy* In Inforegio Panorama 26, s. 1. ISSN 1725-826X.
2. BALÁŽOVÁ, E. a kol. 2017. Politika súdržnosti – príležitosti a ohrozenia. Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre, Nitra. 107 s. ISBN 978-80-552-1778-9.
3. BUČEK, M.; REHÁK, Š.; TVRDOŇ, J. 2010. Regionálna ekonómia a politika. IURA Edition, Bratislava. 269 s. ISBN 978-80-8078-362-4.
4. EURACTIV. 2014. Hodnotenie viacúrovňového riadenia v Kohéznej politike 2007 – 2013. Dostupné online: <https://euractiv.sk/section/regionalny-rozvoj/opinion/hodnotenie-viacurovneho-riadenia-v-koheznej-politike-2007-2013-022255/> [cit. 12.08.2018].
5. EUROCITIES. 2018. Cohesion Policy. Dostupné online: <http://www.eurocities.eu> [cit. 20.08.2018].
6. EURÓPSKA ÚNIA. 2009. The Committee of The Regions' White Paper on Multilevel Governance. Brusel. 40 s.
7. EURÓPSKA KOMISIA. 2014. An Introduction to EU Cohesion Policy. Dostupné online: https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 20.08.2018].
8. EURÓPSKA KOMISIA. 2018. Najdôležitejšia investičná politika EÚ. Dostupné online: https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 20.08.2018].
9. EURÓPSKA KOMISIA. 2018. New Cohesion Policy. Dostupné online: https://ec.europa.eu/regional_policy [cit. 10.11.2018].
10. EURÓPSKA ÚNIA. 2018. Ciele a hodnoty EÚ. Dostupné online: <https://europa.eu> [cit. 10.08.2018].
11. EURÓPSKA ÚNIA. 2018. tematické oblasti EÚ. Dostupné online: <https://europa.eu> [cit. 10.08.2018].
12. EURÓPSKY PARLAMENT. 2014. An Assessment of Multilevel Governance in Cohesion Policy 2007-2013. Brusel. 90 s. ISBN 978-92-823-5396-7

13. Charta viacúrovňového riadenia v Európe
14. LEONARDI, R. 2005. Cohesion Policy in the European Union: The Building of Europe. Palgrave. New York. 232 p. ISBN 978-1-4039-4955-4
15. MOLLE, W. 2007. European Cohesion Policy. Regions and Cities. Routledge. 368 s. ISBN 9781134072002.
16. Nariadenie (ES) č. 1082/2006 z 5. júla 2006 o Európskom zoskupení územnej spolupráce (EZÚS) v znení Nariadenia Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1302/2013 zo 17. decembra 2013, ktorým sa mení nariadenie (ES) č. 1082/2006 o Európskom zoskupení územnej spolupráce (EZÚS), pokiaľ ide o vyjasnenie, zjednodušenie a zlepšenie zakladania a fungovania takýchto zoskupení
17. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1299/2013 zo 17. decembra 2013 o osobitných ustanoveniach na podporu cieľa Európska územná spolupráca z Európskeho fondu regionálneho rozvoja
18. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1300/2013 zo 17. decembra 2013 o Kohéznom fonde, ktorým sa zrušuje nariadenie Rady (ES) č. 1084/2006
19. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1303/2013 zo 17. decembra 2013, ktorým sa stanovujú spoločné ustanovenia o Európskom fonde regionálneho rozvoja, Európskom sociálnom fonde, Kohéznom fonde, Európskom poľnohospodárskom fonde pre rozvoj vidieka a Európskom námornom a rybárskom fonde a ktorým sa stanovujú všeobecné ustanovenia o Európskom fonde regionálneho rozvoja, Európskom sociálnom fonde, Kohéznom fonde a Európskom námornom a rybárskom fonde, a ktorým sa zrušuje nariadenie Rady (ES) č. 1083/2006
20. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 508/2014 z 15. mája 2014 o Európskom námornom a rybárskom fonde, ktorým sa zrušujú nariadenia Rady (ES) č. 2328/2003, (ES) č. 861/2006, (ES) č. 1198/2006 a (ES) č. 791/2007 a nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1255/2011

21. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1301/2013 zo 17. decembra 2013 o Európskom fonde regionálneho rozvoja a o osobitných ustanoveniach
22. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1304/2013 z 17. decembra 2013 o Európskom sociálnom fonde a o zrušení nariadenia Rady (ES) č. 1081/2006
23. Nariadenie Európskeho parlamentu a Rady (EÚ) č. 1305/2013 zo 17. decembra 2013 o podpore rozvoja vidieka prostredníctvom Európskeho poľnohospodárskeho fondu pre rozvoj vidieka (EPFRV) a o zrušení nariadenia Rady (ES) č. 1698/2005
24. Nariadenie Rady (ES) č. 1083/2006 z 11. júla 2006, ktorým sa ustanovujú všeobecné ustanovenia o Európskom fonde regionálneho rozvoja, Európskom sociálnom fonde a Kohéznom fonde a ktorým sa zrušuje nariadenie (ES) č. 1260/1999
25. RADZYNER, A. et al. 2014. An Assessment of Multilevel Governance in Cohesion Policy 2007-2013. Európska únia. Dostupné online: <http://www.europarl.europa.eu/studies> [cit. 15.09.2018].
26. RUMANOVSKÁ, L. A kol. 2017. Základy politiky súdržnosti v EÚ a SR. Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre, Nitra. 101 s. ISBN 978-80-552-1777-2.
27. SIMAN, M.; SLAŠŤAN, M. 2012. Právo Európskej únie. Bratislava, EUROIURIS – Európske právne centrum, o. z., I. vydanie, 1232 s. ISBN 978-80-89406-12-8.
28. Stanovisko Výboru regiónov k decentralizácii v EÚ a úloha miestnych a regionálnych samospráv pri tvorbe a uplatňovaní politiky EÚ z 11. a 12.04.2013
29. Uznesenie Európskeho parlamentu z 21. októbra 2008 o riadení a partnerstve na národnej a regionálnej úrovni a o základe pre projekty v oblasti regionálnej politiky (2008/2064(INI))
30. Uznesenie Výboru regiónov – K Charte viacúrovňového riadenia v Európe 2014/C 174/01

31. VÝROSTOVÁ, E. 2010. Regionálna ekonomika a rozvoj. IURA Edition, Bratislava. 352 s. ISBN 978-80-8078-361-7.
32. Zmluva o Európskej únii
33. Zmluva o fungovaní Európskej únie

Annexe n° 1

Les États membres de l'Union européenne et l'année de leur adhésion

Allemagne	1958
Autriche	1995
Belgique	1958
Bulgarie	2007
Croatie	2013
Danemark	1973
Espagne	1986
Estonie	2004
Finlande	1995
France	1958
Grèce	1981
Hongrie	2004
Chypre	2004
Irlande	1973
Italie	1958
Lettonie	2004
Lituanie	2004
Luxembourg	1958
Malte	2004
Pays-Bas	1958
Pologne	2004
Portugal	1986
Roumanie	2007
Royaume-Uni	1973
Slovaquie	2004
Slovénie	2004
Suède	1995
Tchéquie	2004

Annexe n° 2

Exemple de bonne pratique

Groupement européen de coopération territoriale Via Carpatia à responsabilité limitée



Groupement européen de coopération territoriale Via Carpatia à responsabilité limitée

Le Groupement européen de coopération territoriale Via Carpatia à responsabilité limitée (ci-après le « GECT Via Carpatia ») a été créé en 2013. Le GECT Via Carpatia est établi sur la base de législations nationales et européennes valides et efficaces et c'est un résultat naturel de la coopération entre deux régions frontalières situées à la frontière orientale entre la Slovaquie et la Hongrie reliées par des traditions historiques, culturelles et linguistiques communes. Plus de 1,5 million d'habitants vivent sur leur territoire couvrant une superficie d'environ 14 000 km². Les membres fondateurs du GECT Via Carpatia sont la région autonome de Košice (la Slovaquie) et le département de Borsod-Abaúj-Zemplén (la Hongrie).

*« Via Carpatia allie des traditions
historiques, culturelles et
linguistiques. »*

Les fondateurs du GECT Via Carpatia ont conclu un accord-cadre de coopération entre les gouvernements régionaux dans les domaines du développement économique, du développement du tourisme, du développement des infrastructures de transport et d'information et de l'environnement. Les représentants des deux régions ont exprimé le souhait de renforcer constamment cette coopération, également avec l'aide du nouvel instrument de l'Union européenne visant à renforcer la cohésion et la coopération des régions frontalières, sous la forme d'un groupement européen de coopération territoriale (GECT).

Le GECT Via Carpatia visait à faciliter et à soutenir la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale

entre ses membres afin de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale, notamment par la mise en œuvre de projets ou de programmes de coopération transfrontalière. Les tâches confiées au GECT Via Carpatia par ses membres ne concernent ni l'exercice de pouvoirs qui leur sont conférés par le droit public ni l'obligation de garantir l'intérêt général de l'État ou la protection de l'intérêt public général des autres autorités publiques telles que le pouvoir réglementaire, la justice et la politique étrangère.

Le GECT Via Carpatia est une entité juridique fonctionnant sur la base du Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à un groupement européen de coopération territoriale et de la loi n° 90/2008 J.o. relatif à un groupement européen de coopération territoriale et à la modification de la loi n° 540/2001 J.o. sur les statistiques nationales, telle que modifiée. En ce qui concerne le GECT Via Carpatia, le droit slovaque est applicable.

« Le GECT Via Carpatia est créé pour une durée indéterminée. Le territoire du GECT Via Carpatia représente le territoire administratif de ses membres. »

Parmi les missions principales du GECT Via Carpatia on compte des activités de conseil dans le domaine du développement régional. Il s'agit notamment de l'élaboration des documents de stratégie et de développement, ainsi que le soutien à leur création, de la préparation et la mise en œuvre de projets communs visant à atteindre les objectifs de stratégies de développement communes, de l'aide à la mise en œuvre de programmes de coopération transfrontalière financés par l'Union européenne, du soutien à l'intégration dans les transports, la protection de l'environnement et les services sociaux, etc.

Depuis sa création, le GECT Via Carpatia se concentre également sur le soutien aux petites et moyennes entreprises, il cherche à promouvoir et à protéger le patrimoine naturel, culturel et historique commun de la région autonome de Košice et du département de Borsod-Abaúj-Zemplén et à promouvoir la coopération transfrontalière entre entités publiques et privées des zones frontalières.

Le GECT Via Carpatia est financé essentiellement par des contributions provenant de ses membres. Il exerce des activités commerciales en tant qu'activité auxiliaire directement liée au soutien des acteurs locaux et à leur implication dans des projets de développement. Le GECT Via Carpatia participe activement à divers programmes de subventions.

Activités du GECT Via Carpatia

Depuis sa création, le GECT Via Carpatia a mis en œuvre plusieurs projets cofinancés par la République slovaque, la République de Hongrie ou bien par l'Union européenne. Il participe activement à des activités et à des interventions visant à soutenir le développement régional sur le territoire de ses membres.

Il a réussi à mettre en œuvre quatre projets axés notamment sur le renforcement de ses capacités administratives et techniques, la promotion des compétences de son personnel et sur la promotion des réseaux entre acteurs régionaux et locaux. En outre, le GECT Via Carpatia a participé à la création de dossiers de projet pour les sections sélectionnées d'EuroVelo 11 et de la véloroute de Zemplín dans la région autonome de Košice, mais également à la mise en place d'un partenariat dans le cadre de l'itinéraire thématique Via Carpatia. Il a créé un forum utile pour la recherche de partenaires des projets et plusieurs itinéraires thématiques. Actuellement, il participe activement à la préparation d'une stratégie de gestion de « l'économie des

seniors » sur le territoire de la région autonome de Košice et d'une analyse des besoins de la génération vieillissante.

À l'heure actuelle, le GECT Via Carpatia couvre le Fonds de petits projets dans le cadre du programme Interreg V-A République slovaque - Hongrie. Le Fonds de petits projets est un outil destiné à soutenir des projets de moindre envergure au niveau régional. L'objectif principal du Fonds de petits projets est de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale des régions frontalières en promouvant la coopération locale afin d'améliorer la coopération à long terme entre les acteurs des deux côtés de la frontière. Dans le cadre du Fonds de petits projets, un soutien est apporté à des activités visant en particulier le développement de la coopération transfrontalière et création de nouveaux liens entre entités situées sur des territoires frontaliers dans des domaines tels que la culture, les ressources humaines, les documents stratégiques, le développement économique, l'environnement, le tourisme et la communication. Le Fonds de petits projets est mis en œuvre dans le cadre des deux axes prioritaires d'Interreg V-A République slovaque - Hongrie, à savoir :

- PO1 - Nature et culture
- PO4 - Soutenir la coopération transfrontalière entre pouvoirs publics et résidents frontaliers

L'objectif de ces axes prioritaires est de promouvoir le développement durable des économies locales, d'accroître et d'améliorer la cohésion sociale, économique et territoriale en promouvant des activités communes de conservation de la nature et de la culture et en augmentant le nombre de visiteurs dans la zone territoriale du programme. En outre, renforcer la coopération transfrontalière entre les citoyens et les échanges d'expériences transfrontaliers en direct, améliorer les capacités institutionnelles et renforcer l'intérêt pour les activités transfrontalières, améliorer la compréhension mutuelle,

augmenter le nombre de partenariats à long terme (institutionnalisés) et augmenter le nombre d'événements et d'activités durables communs liés à la majeure partie du territoire du programme, ainsi qu'améliorer le bilinguisme dans la région.

Le GECT Via Carpatia met également en œuvre un projet visant à promouvoir la diffusion d'informations sur la politique de cohésion de l'UE. Les activités du projet sont axées sur la diffusion d'informations relatives à la politique de cohésion de l'UE, son histoire, son évolution, ses cadres législatif et politique, en mettant l'accent sur les résultats obtenus dans les régions de l'UE. Les outils de diffusion comprennent des livres, des vidéos, des infographies et un test pilote de concours innovant. Les résultats seront traduits dans plusieurs langues officielles de l'UE et en russe.

À partir de 2019, le GECT Via Carpatia participera à la mise en œuvre de trois projets de coopération transfrontalière visant à (1) promouvoir l'emploi et renforcer l'économie locale, (2) améliorer les capacités d'innovation des centres urbains périphériques d'Europe centrale en introduisant le système d'économie circulaire dans les villes partenaires et (3) préparer une boîte à outils contenant des instructions pratiques sur la manière d'impliquer les seniors et les entreprises dans une innovation ouverte et centrée sur l'utilisateur.

ISBN 978-80-99926-07-4

